

LES EFFETS COMPARÉS
DE
L'ACTION PAULIENNE .
DE L'ACTION OBLIQUE
ET DE L'ACTION EN SIMULATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 21 juin 1913, à 4 h. 1/2

PAR

CONSTANTIN BRATIANO

Président : M. WAHL, professeur

Suffragants { *MM. PIEDELIÈVRE, professeur*
BERNARD, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

MARCHAL & BILLARD

MARCHAL & GODDE, Successeurs

ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

27, Place Dauphine, 27

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

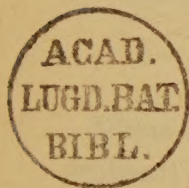
LES EFFETS COMPARÉS
DE
L'ACTION PAULIENNE
DE L'ACTION OBLIQUE
ET DE L'ACTION EN SIMULATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 21 juin 1913, à 4 h. 1/2

PAR

CONSTANTIN BRATIANO



Président : M. WAHL, professeur

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur*
BERNARD, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

MARCHAL & BILLARD

MARCHAL & GODDE, Successeurs

ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

27, Place Dauphine, 27

1913

LES EFFETS COMPARÉS
DE
L'ACTION PAULIENNE
DE L'ACTION OBLIQUE
ET DE L'ACTION EN SIMULATION

INTRODUCTION

NOTIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES

D'une manière générale, les actes d'un débiteur profitent ou nuisent à ses créanciers, suivant qu'ils ont pour résultat d'augmenter ou, au contraire, d'appauvrir son patrimoine.

Toutefois, il y a certains actes du débiteur qui ne profitent pas à ses créanciers ; ce sont ceux qui ont pour résultat de faire entrer dans son patrimoine des biens sur lesquels les créanciers ne possèdent aucune action : tels sont les biens que la loi ou, dans la mesure où cela est licite, la convention déclarent insaisissables.

En outre, il y a des actes par lesquels le débiteur

diminue son patrimoine et qui nuisent aux créanciers. Le débiteur peut, par exemple, contracter de nouvelles dettes qui augmenteront son passif et le nombre des personnes appelées à prendre part éventuellement à la distribution de ses biens.

Les créanciers ont un autre danger à redouter : les aliénations ou les actes équivalents qui viennent diminuer l'actif du débiteur ; danger manifeste d'abord, s'il s'agit d'actes à titre gratuit, où le bien sorti du patrimoine n'est remplacé par aucune valeur entrée en échange. Ce même danger apparaît encore dans les actes à titre onéreux, si la prestation reçue par l'aliénateur ne correspond pas à la valeur de celle qu'il a lui-même effectuée. Contre ces résultats désastreux pour leurs intérêts, les créanciers sont désarmés, et ils ne peuvent pas les empêcher par des mesures préventives, car le débiteur a conservé la liberté d'administrer son patrimoine ; mais lorsqu'il approche de l'insolvabilité, ses pouvoirs doivent, dans l'intérêt du crédit social, recevoir des limitations. En effet, le devoir du débiteur est de ne rien négliger pour arriver à éteindre son passif ; en d'autres termes, il doit gérer sa fortune de manière à assurer le paiement de ceux qui ont des droits à faire valoir contre lui. Il importe, en effet, que les créanciers ne courent pas le risque de voir leur gage réduit à néant, soit par la négligence du débiteur, soit par suite d'une fraude de ce dernier.

La loi a paré à ce double danger par trois institutions qui permettent de le conjurer : 1° les créanciers, dont la créance est exigible, peuvent exercer les droits et actions que le débiteur néglige lui-même d'exercer, et conserver ainsi dans l'intérêt de tous cette partie du patrimoine ; c'est la théorie de l'action indirecte ou oblique ; 2° lorsque le débiteur, en vue de nuire à ses créanciers, accomplit un acte qui diminue son patrimoine, les créanciers peuvent, sous certaines conditions, obtenir la révocation de cet acte, et faire rentrer dans le patrimoine des biens qui en étaient frauduleusement sortis : c'est la théorie de l'action paulienne ou révocatoire ; 3° *a fortiori*, lorsque le débiteur accomplit un acte fictif par lequel il simule une aliénation qui diminue son patrimoine, les créanciers peuvent demander l'annulation de cet acte. C'est la théorie de l'action en déclaration de simulation.

On aperçoit très bien la différence qui sépare la première hypothèse de la seconde et de la troisième : dans l'une, les créanciers se prémunissent contre la négligence de leur débiteur, tandis que l'action paulienne ou l'action en simulation sont des moyens de paralyser les conséquences d'une fraude consommée. Mais, il convient de distinguer également le champ d'application de l'action paulienne et le domaine de l'action en simulation. La première est dirigée contre une fraude caractérisée et manifeste ; elle permet,

après coup, aux créanciers, d'anéantir certains actes du débiteur qu'ils n'ont pu empêcher et dont les suites se déroulent au moment où ils recourent aux voies d'exécution. L'action en simulation tend à un résultat analogue, seulement elle se heurte à une difficulté particulière ; il s'agit, pour les créanciers, de démasquer une fraude résultant de conventions secrètes dissimulées sous un acte apparent qui semble irrécrochable. En pareil cas, la fraude résulte du déguisement de la vérité ; c'est, par exemple, une personne qui vend ses biens pour une certaine somme et le contrat indique un prix inférieur à celui qui a été réellement convenu ; ou encore une personne vend ostensiblement ses biens, et entre elle et son acquéreur intervient une contre-létre qui déclare la vente non avenue ; ce sont là des simulations frauduleuses, par lesquelles le débiteur entend restreindre le gage de ses créanciers sans diminuer en même temps son propre patrimoine, et c'est par ce trait caractéristique que l'action en simulation se sépare de l'action paulienne.

L'action oblique, l'action paulienne et l'action en simulation sont donc autant d'institutions différentes qui poursuivent un but commun : la protection des intérêts des créanciers. Lorsque les créanciers utilisent l'article 1166, ils invoquent une convention à laquelle leur débiteur fut partie, et cela par application de la règle que les conventions profitent aux

créanciers, ayants cause universels des parties contractantes. Lorsque, par l'action de l'article 1167, ils attaquent une convention frauduleuse passée par leur débiteur, ils soutiennent qu'ils n'ont pas été représentés à l'acte, car un débiteur ne représente pas ses créanciers lorsqu'il agit en fraude de leurs droits (1). Enfin, par l'action en simulation, les créanciers cherchent à déjouer une fraude, cachée par un acte ostensible, et dirigée contre eux. Ces trois actions constituent l'ensemble des moyens mis par la loi à la disposition des créanciers, en vue de conserver intact le droit de gage général qu'ils possèdent sur le patrimoine de leur débiteur.

C'est là une protection qui remonte à une époque bien lointaine.

L'action paulienne a une origine romaine ; elle a été certainement imaginée par un prêteur nommé Paul, sur lequel, d'ailleurs, nous ne possédons aucun renseignement. Le droit romain n'accorda d'abord aux créanciers qu'un droit sur la personne même du débiteur. Avec les progrès de la civilisation, l'exécution sur la personne fut transformée en exécution sur les biens, et le prêteur vint accorder aux créanciers, sur leur demande, une *missio in bona*, qui donnait aux ayants droit, avec la détention des biens

1. Baudry et Barde, *Des contrats ou des obligations conventionnelles en général*, t. I, n° 587.

du débiteur, le moyen d'assurer la conservation des biens qui formaient le gage de leurs créances. Cette *detentio* n'était qu'une sorte de mainmise sur le patrimoine du débiteur, pour l'empêcher de le diminuer (1). Des affiches faisaient connaître cette mesure et annonçaient la vente des biens après l'expiration d'un certain délai, car le but poursuivi par les créanciers était, à défaut de paiement dans ce délai, de faire vendre les biens du débiteur pour se payer sur le prix. Pour compléter les garanties des créanciers, le prêteur voulut empêcher les débiteurs de diminuer leur patrimoine par des actes que l'ancien droit civil leur permettait d'accomplir. Pour éviter que celui-ci ne consentit des aliénations frauduleuses dans l'unique but de frustrer ses créanciers, le prêteur créa d'abord l'*interdictum fraudatorium*, puis plus tard, une action qui permit aux créanciers de faire rescinder les actes passés par le débiteur en fraude de leurs droits (2). Lorsque le prix de vente des biens était insuffisant pour désintéresser les créanciers, le *curator bonorum*, dont les fonctions étaient à peu près analogues à celles d'un syndic de faillite, intentait au nom des créanciers l'action paulienne pour faire rentrer dans le patrimoine du débiteur les valeurs que, frauduleusement

1. Cf. Girard, *Manuel de Droit romain*, p. 424.

2. Dig., liv. 42, titre 8 en entier.

celui-ci en avait fait sortir. L'action paulienne apparaît ainsi comme un incident de la *bonorum venditio*, et son résultat devait nécessairement profiter à tous les créanciers.

Le droit romain est-il allé plus loin ? Après avoir trouvé le remède aux actes frauduleux du débiteur, le prêteur a-t-il accordé la faculté d'exercer les droits du débiteur ? Il faut répondre négativement. On ne rencontre pas, à Rome, d'institution analogue à l'article 1166 du code civil français. Il fallait un représentant obligatoire pour exercer les droits et actions du débiteur (1). Les créanciers ne pouvaient se garantir par eux-mêmes contre les négligences et les omissions du débiteur ; c'était seulement au *curator bonorum*, chargé de la liquidation, après la *missio in possessionem*, qu'il appartenait de veiller à la conservation du patrimoine du débiteur et d'exercer les droits et actions de ce dernier (2). « Ce curateur, écrit M. Labbé, était chargé d'exercer, dans l'intérêt des créanciers, les actions des débiteurs, soit afin d'en répartir le produit, soit afin de vendre plus avantageusement des droits judiciairement constatés. Le débiteur est valablement représenté en justice, et on ne peut pas remettre en question ce qui a été jugé contre le curateur » (3).

1. Accarias, *Précis de Droit romain*, 4^e éd., t. II, 1891, n^o 724.

2. Ulpien, loi I, § 7, titre 42-7.

3. Labbé, *De l'exercice des droits du débiteur par ses créanciers* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1856, p. 209).

L'action paulienne, issue du droit romain, se conserva toujours dans notre ancien droit, Domat lui a consacré un titre entier (1), Pothier y fait allusion, mais il ne lui consacre nulle part une étude d'ensemble (2). Mais, il ne semble pas qu'elle ait été très pratiquée dans l'ancienne France ; Lebrun écrit, en effet : « Le titre *quæ in fraudem creditorum* n'est pas d'un grand usage parmi nous (3). C'est par l'intermédiaire de Pothier, guide habituel des rédacteurs du Code, que l'action paulienne est passée dans notre législation. Il est probable que la cause du peu d'importance de cette action dans l'ancien droit provient de ce que la plupart des créanciers avaient des garanties préférables à celle qui résulte de l'action paulienne. En effet, tout acte notarié emportait, dans l'ancienne France, une hypothèque générale, et, par suite du défaut d'instruction, la plupart des engagements étaient constatés par des notaires ; les créanciers chirographaires étaient peu nombreux.

Quant à l'action oblique, on n'en trouve pas de traces avant la rédaction des Coutumes. La première application du principe qui est aujourd'hui inscrit dans l'article 1166 se trouve consacrée par l'art. 278

1. *Lois civiles dans leur ordre naturel*, liv. II, titre X.

2. Pothier, *Des obligations*, n° 153. *De la vente*, n° 320, *Traité de la communauté*, n° 533, etc.

3. Lebrun, *Traité des successions*, liv. VI, Chap. II, section I, n° 20.

de la Coutume de Normandie, pour le cas où le débiteur reste dans l'inaction relativement à une succession qui lui est échue. Le texte décide qu'en pareil cas les créanciers pourront se faire subroger au débiteur pour accepter la succession et obtenir d'être payés sur les biens qui la composent. Dans son *Commentaire de la Coutume de Normandie*, Basnage indique que de son temps l'exigence d'une subrogation judiciaire était devenue inutile ; les créanciers pouvaient exercer de leur propre initiative les droits et actions d'un débiteur négligent (1). Pothier parle également, dans plusieurs passages, de la possibilité pour les créanciers d'éviter les conséquences de la négligence de leur débiteur, mais pas plus qu'à l'égard de l'action paulienne, il ne formule de théorie générale (2). C'est encore dans l'œuvre de Pothier que les rédacteurs du Code civil ont trouvé les bases du principe que pose l'article 1166.

Enfin, *l'action en simulation* n'a point été ignorée par le droit romain ; les Romains connurent le recours à la simulation dans le but de masquer sous une autre forme une opération juridique défendue par la loi, par exemple, une donation sous la forme d'une vente. La femme, qui, en vertu du sénatus-con-

1. Basnage, *Coutume de Normandie, Traité des hypothèques*, Rouen, 1709, sur l'article 345.

2. Pothier, *Des obligations*, n° 440, *De la vente*, n° 371, *Du mandat*, n° 383.

sulte Velléien, ne pouvait s'engager pour autrui, déguisait son *intercessio* sous la forme d'une obligation personnelle (1). La simulation intervenait encore pour déguiser les donations entre époux, longtemps prohibées par la loi romaine. Le donateur recourait à l'interposition de personnes (2). Dans tous les cas où la simulation était frauduleuse, l'acte ostensible était dénué d'effet, à condition de rapporter la preuve de la simulation. Car il ne subsistait plus alors que l'acte primitif voulu par les parties, mais interdit par la loi.

Dans l'ancien droit français, la jurisprudence développa les principes du droit romain relatifs à la simulation, en s'inspirant de la maxime : *Plus valet quod agitur quam quod simulate constituitur* ; la vérité doit l'emporter sur la simulation. Sous l'acte apparent, qui semblait être l'expression de la volonté des parties, les jurisconsultes examinaient leur intention secrète, les résultats juridiques qu'elles avaient voulu atteindre. Si ces résultats étaient défendus par la loi, la précaution prise n'empêchera pas que la sanction légale devra être appliquée toutes les fois que la fraude pourra être découverte. Une application célèbre des règles admises dans l'ancien

1. Dig., livre XVI, titre I, *Ad senatus consultum villeianum*, loi 8, § 12 à 14.

2. Dig., livre XXIV, titre I, *De donationibus inter virum et uxorem*, loi III, § 2 et 5.

droit, en matière de simulation, avait été faite à la combinaison ingénieuse, dite *des trois contrats*, par laquelle on cherchait à éluder la prohibition du prêt à intérêt. Pothier décrit l'opération (1). Une personne veut prêter à un négociant une certaine somme, par exemple 10.000 livres ; ce négociant accepte le prêteur comme associé, en exigeant de lui un rapport égal à la somme prêtée. Par un second contrat, contrat d'assurance, le négociant se porte assureur de la part de l'autre, et s'engage à le lui rendre à la fin de la société, moyennant l'abandon d'une partie de ses bénéfices par l'autre associé ; enfin, intervient un contrat de vente. Le prêteur vend au négociant son capital ainsi assuré dans la société, et tout le profit qu'il peut en retirer moyennant une somme de 10.000 livres que l'emprunteur s'oblige à verser avec intérêts annuels, à la fin de la société. Chacun de ces contrats, envisagé isolément, paraît absolument licite ; mais, comme ils ont pour but de dissimuler un prêt à intérêt défendu par la loi, la simulation est frauduleuse, et la convention est nulle dans son ensemble.

Mais la simulation, sans être illicite, pouvait avoir simplement pour but de laisser ignorer aux tiers le contrat conclu entre les parties. A cette époque, il n'existait aucun texte analogue à l'article 1321, qui

1. Pothier, *De la Société*, n° 22.

prive la contre-lettre de tout effet à l'égard des tiers. Les tiers ne pouvaient donc pas se prévaloir de l'inefficacité d'une contre-lettre quand celle-ci n'était pas directement contraire à la loi. Ils ne pouvaient qu'en contester la sincérité de la date. Mais, pour se mettre à l'abri de cette contestation, les parties passaient leurs conventions devant notaire.

Toutefois, dans certains cas où il paraissait excessif que les parties puissent se prévaloir d'un acte clandestin modifiant leur situation juridique apparente, la règle normale subit des dérogations. Il en fut ainsi relativement au contrat *de nonobstant*, qui était usité surtout en Lorraine.

L'acquéreur d'un bien, pour augmenter son crédit, déclarait dans un acte fictif, qu'il avait payé la totalité de son prix, puis une contre-lettre rétablissait la vérité. Cette fraude était de nature à nuire gravement aux tiers, car le vendeur passait avant eux, grâce à son hypothèque, pour le solde de son prix. Aussi, une ordonnance du duc Léopold, en date du 2 mars 1723, vint déclarer nuls les contrats *de nonobstant*, indépendamment d'une amende pour les parties et le notaire (1). Ainsi se dégagait le principe que la convention apparente doit l'emporter sur la convention réelle, toutes les fois que l'efficacité de celle-ci

1. Merlin, *Rép. de jurisprudence*. V° *Nonobstant*.

serait préjudiciable aux tiers, et notamment aux droits des créanciers.

Le Code civil ne contient pas plus que l'ancien droit une théorie générale de la simulation, et il ne prononce pas *a priori* la nullité de l'acte simulé. Mais, toutes les fois que le but poursuivi est frauduleux, qu'il s'agit, par exemple, de priver les créanciers de tout recours efficace contre leur débiteur, l'action en simulation entre en scène, et vient détruire les effets de la simulation frauduleuse.

Pour étudier les effets de ces diverses actions, qui tendent toutes à maintenir intact le gage des créanciers, nous sommes obligé au préalable d'indiquer la structure générale de chacune de ces actions ; ce sera l'objet d'un chapitre premier.

Dans un second chapitre, nous comparerons les effets de l'action oblique et de l'action paulienne : 1° dans les rapports du créancier qui intente ces actions, et du tiers défendeur à ces actions ; 2° dans les rapports du tiers défendeur à l'action oblique ou à l'action paulienne avec le débiteur ; et enfin : 3° dans les rapports du créancier poursuivant avec les autres créanciers du même débiteur. Nous aurons ainsi marqué nettement les différences entre les effets de l'action oblique et ceux de l'action paulienne. Cette différence est assez facile à percevoir, puisque l'action oblique vient mettre les créanciers en garde contre la négligence de leur débiteur, tandis que

l'action paulienne a pour but de paralyser au regard des créanciers les conséquences d'un acte frauduleux.

Puis, dans un troisième chapitre, nous examinerons, par comparaison les effets de l'action paulienne et ceux de l'action en déclaration de simulation, notamment les points suivants : l'action paulienne et l'action en déclaration de simulation profitent-elles uniquement au créancier qui les a exercées, ou bien leur bénéfice peut-il être invoqué par tous les créanciers indistinctement ? D'autre part, l'action paulienne et l'action en simulation peuvent-elles réussir contre un tiers de bonne foi ? Celui-ci peut-il être inquiété par le jugement qui admet la révocation de l'acte frauduleux ou la simulation ? La durée de ces actions est-elle la même ? Enfin, les restrictions apportées à l'exercice de l'action paulienne par l'article 882 (C. civ.) viennent-elles également limiter le champ d'application de l'action en simulation ?

Enfin, dans une conclusion, nous nous demanderons quelle est l'efficacité respective de chacune de ces trois institutions dont le but commun est la sauvegarde des droits des créanciers ?

CHAPITRE PREMIER

STRUCTURE GÉNÉRALE

ET

CARACTÈRES ESSENTIELS DE L'ACTION OBLIQUE

DE L'ACTION PAULIENNE ET DE L'ACTION EN SIMULATION

Nous examinerons successivement, dans leur nature juridique, l'action oblique, l'action paulienne et l'action en déclaration de simulation, car leurs conditions d'exercice sont intimement liées à leur nature juridique.

§ 1. — *Nature juridique et conditions d'exercice de l'action oblique.*

D'après l'article 1166, les créanciers peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux exclusivement attachés à la personne. Les créanciers peuvent donc se garantir contre la négligence de leur débiteur et agir au nom de ce

dernier pour exercer en son lieu et place ses droits et actions. Le créancier tient son pouvoir de la loi, parce qu'il a pour gage, aux termes de l'article 2092, le patrimoine entier de son débiteur; l'exercice des droits du débiteur par les créanciers aura pour résultat d'augmenter le gage de ces derniers. L'utilité pratique de cette action est considérable, étant donnée l'absence d'organisation de la déconfiture dans le droit français. Sous le régime de la faillite, le dessaisissement du débiteur place son patrimoine sous l'administration d'un syndic, et la vigilance de ce dernier empêche la diminution du gage des créanciers. A la différence du failli, le débiteur non commerçant conserve la disposition de ses biens; il reste à la tête de son patrimoine. Or, il est possible qu'il néglige d'exercer certains droits, sachant que leur résultat profitera uniquement à ses créanciers, et en l'absence d'intérêt personnel, le détermine à rester inactif. C'est pour parer aux inconvénients de cette inaction que l'article 1166 a été écrit.

Pour se rendre compte de la portée de la protection que ce texte vient d'établir au profit des créanciers, il faut rechercher quel est le caractère juridique de l'action oblique, car ses conditions d'exercice et ses effets doivent être logiquement subordonnés à sa nature propre.

Sur ce point, trois opinions se sont formées. D'après les uns, l'action oblique équivaldrait à un

véritable mandat, en vertu duquel les créanciers agiraient à la place du débiteur. Pour d'autres, l'action oblique serait une voie d'exécution spéciale. Enfin, une troisième opinion la considère comme un acte conservatoire, mais comme un acte conservatoire doué d'une énergie particulière.

On a dit d'abord : le créancier qui agit en vertu de l'article 1166 n'exerce pas son propre droit, mais bien celui de son débiteur direct. Tous les actes qu'il accomplit, il les fait pour le compte de ce dernier. Dès lors, quand il exerce les droits du débiteur, le créancier réunit une double qualité : il agit d'abord pour son propre compte, en vue d'augmenter un patrimoine qui forme son gage. Il agit en même temps au nom du débiteur auquel il se substitue pour exercer ses actions. Nous sommes donc bien en face d'un mandat, puisque, dans l'instance, le débiteur est représenté par son créancier. Les auteurs qui soutiennent l'idée d'un mandat discutent pour en déterminer le fondement ; les uns affirment que les créanciers sont mandataires judiciaires (1). D'autres jurisconsultes pensent au contraire que, le législateur lui-même ayant conféré aux créanciers le pouvoir d'agir, ceux-ci sont des mandataires légaux : « Le créancier, écrit Mourlon, n'exerce pas un droit qui lui est propre ; c'est le droit du débiteur qu'il

1. Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, t. V, 2^e éd., 1885, n° 81 bis, V.

fait valoir ; il s'agit donc, au nom et du chef de ce dernier, de la même manière qu'un mandataire agit au nom du mandant. Sa personnalité disparaît dans le débat, et, bien que ce soit lui, créancier qui agisse, exerce les droits et fasse toutes les diligences que nécessite la procédure de l'action, en réalité, c'est le débiteur et le débiteur seul qui est partie dans l'instance ». Mourlon (1), Larombière (2) et Demolombe (3), sont du même avis. Enfin, M. M. Baudry-Lacantinerie et Barde atténuent un peu la formule, mais enseignent la même doctrine (4).

Mais cette théorie du mandat doit être rejetée, car elle entraîne une conséquence inacceptable : si l'article 1166 implique l'idée d'un mandat, tout ce qui sera jugé pour ou contre le créancier qui aura agi le sera également pour ou contre le débiteur lui-même, bien que celui-ci n'ait pas été mis en cause ; et ainsi le débiteur, comme les autres créanciers du débiteur, seraient exposés à subir les suites de la négligence ou de la maladresse d'un créancier qui aurait exercé d'une façon inopportune les droits et actions du débiteur. Il semble donc beaucoup plus exact de dire, avec M. Labbé, que l'article 1166 est

1. *Répétitions écrites sur le Code civil*, t. II, n° 1171.

2. *Théorie et pratique des obligations*, t. II, sur l'article 1166, n° 22.

3. *Cours de Code civil*, t. XXV, n° 112.

4. *Traité des obligations*, t. I, 3^e éd., 1907, n° 634.

tout à fait étranger à l'idée de mandat : « Les créanciers n'agissent pas pour le compte de leur débiteur, mais en leur nom, pour leur propre compte, et dans l'intérêt de leur créance (1). De même, MM. Baudry et Barde déclarent que « les créanciers qui agissent en vertu de l'article 1166 exercent les droits de leur débiteur ; ils ne sont point les mandataires de ce dernier, car ils agissent dans leur intérêt. Le droit exercé par eux est celui de leur débiteur, et ils l'exercent au nom de ce dernier » (2).

Les travaux préparatoires sont d'ailleurs absolument contraires à l'explication de l'article 1166 par un mandat : « C'est leur action directe que les créanciers intentent, ils ne représentent pas la personne de leur débiteur », déclarait le tribun Mouricault au Corps législatif, et l'exposé des motifs de l'article 1166 donné par Bigot-Préameneu est absolument conforme à l'opinion de Mouricault (3). Toutefois, nous devons signaler que la thèse du mandat légal est assez volontiers acceptée par la jurisprudence (4).

D'autres auteurs, remarquant l'analogie manifeste que certaines voies d'exécution, surtout la saisie

1. Labbé, *De l'exercice des droits du débiteur par ses créanciers*, *Revue critique*, 1856, t. IX, p. 209.

2. *Op. cit.*, t. I, n° 637.

3. V. Fenet, t. XIII, *Recueil des travaux préparatoires du Code civil*, 1837, p. 325 et 238.

4. Cass., 23 janvier 1849. S. 49. 1. 193, et Dijon, 29 mars 1897. S. 1900. 2. 305.

mobilière et la saisie-arrêt, offrent avec l'action oblique, considèrent cette action comme une véritable voie d'exécution. Ils raisonnent de la manière suivante : l'action oblique a pour but d'assurer l'efficacité du droit de gage collectif et imparfait qui appartient de plein droit aux créanciers sur tous les biens de leur débiteur. Le Code de procédure donne aux créanciers le moyen de réaliser l'actif de ce patrimoine ; à cet effet ont été organisées les saisies immobilière, mobilière, la saisie-gagerie et la saisie-arrêt ; mais ces diverses voies d'exécution sont inapplicables aux droits et actions compris dans le gage général des créanciers ; c'est précisément pour les atteindre qu'a été écrit l'article 1166. D'ailleurs, dans les travaux préparatoires, il fut question de laisser au Code de procédure civile le règlement de l'exercice des droits des créanciers ; la disposition de l'article 1166 ne fut introduite que postérieurement (1).

Parmi les jurisconsultes qui se rangent à cette opinion, les uns, comme MM. Labbé et Huc, soutiennent que toutes les règles de la saisie de droit commun gouvernent la saisie des actions (2). Proudhon estime, au contraire, que l'action oblique ne peut être assignée qu'à une saisie-arrêt (3). Et le

1. Fenet, *ibid.*, t. I, p. 323.

2. Labbé, *ibid.*, n° 20 et 123, p. 219 et 329.

3. *Traité des droits d'usufruit, d'usage et d'habitation*, 2° éd., Paris, 1836, t. IV, n° 2253.

rapprochement entre la saisie-arrêt et l'action oblique est fait aussi par certaines décisions de la jurisprudence : un arrêt de la Cour suprême dit notamment que « à l'égard du tiers saisi, la saisie-arrêt est l'exercice du droit que l'article 1166 accorde aux créanciers d'exercer les droits et recours de leur débiteur. (1) »

Cependant l'assimilation entre la saisie-arrêt et l'action oblique ne paraît pas exacte ; ces deux institutions diffèrent d'abord par leur principe : c'est en son propre nom qu'agit le créancier exerçant une saisie-arrêt. Au contraire, en exerçant l'action oblique, il exerce le droit de son débiteur. Puis le résultat de la saisie-arrêt est d'ajuger le bénéfice du droit saisi-arrêté aux créanciers. Dans l'action oblique, au contraire, le droit reste sur la tête du débiteur.

Par la saisie-arrêt le créancier obtient un avantage à l'encontre des autres créanciers qui n'ont pas pratiqué de saisie ; la somme saisie arrêtée est frappée d'indisponibilité ; le tiers saisi ne peut plus opposer au saisissant la compensation qui s'opérerait entre le saisi et lui. Tout à l'opposé, le bénéfice de l'action oblique profite à tous les créanciers ; celui qui a agi n'acquiert aucune situation préférable à celle des

1. Cass., 13 nov. 1877. S. 79. 1. 197. — Paris, 26 mai 1875. S. 6. 2. 304.

autres. Pendant l'instance, le débiteur saisi-arrêté peut compenser et même transiger. La saisie-arrêt et l'action oblique sont donc deux institutions qui ne se confondent nullement (1).

Une autre conception a été développée : l'action, oblique ne serait autre chose qu'une mesure conservatoire. Cette action, écrit Bonnier, tend à suppléer ce que le débiteur aurait dû faire lui-même (2). Mais cette conception aboutit à ce résultat, inacceptable à notre avis qu'elle permet aux créanciers conditionnels le droit d'exercer l'action oblique ; or, il est excessif qu'un créancier dont le droit n'existe pas et peut-être même n'existera jamais puisse se substituer à son débiteur dans la gestion de son patrimoine. La notion d'acte conservatoire implique le maintien d'un droit dans un patrimoine sans que l'action résultant de ce droit soit mise en mouvement. (3) Or, en donnant au créancier la faculté d'exercer le droit du débiteur, l'action oblique confère la faculté de mettre le droit en mouvement ; le créancier usant de l'action oblique exerce immédiatement le droit de son débiteur, tandis que la mesure conservatoire tend simplement à maintenir le droit du débiteur dans le patrimoine de celui-ci.

1. Paris, 23 août 1850. S. 51. 1. 594.

2. *Revue pratique de droit*, t. I, 1856, p. 95 : *De la nature du droit établie par l'art. 1166*.

3. Fuzier-Herman, *Répertoire alphabétique du droit français*, V^o *Acte conservatoire*, n^o 1.

Ainsi, en procédant par élimination, on constate que l'action du créancier n'est ni l'exercice d'un mandat ni un acte d'exécution, ni un acte conservatoire. D'où cette conception que l'intervention des créanciers, motivée par le désir de reconstituer le patrimoine de leur débiteur, tient à la fois de l'acte conservatoire, et de l'acte d'exécution. « L'action oblique est plus qu'un acte conservatoire, puisqu'elle ne tend pas seulement à maintenir le *statu quo* ; elle implique transformation, altération du droit du débiteur (1). C'est cette doctrine qui nous paraît préférable : l'action oblique est plus qu'un acte conservatoire parce que l'acte conservatoire implique le maintien du *statu quo* ; elle est moins qu'un acte d'exécution, car le créancier ne cherche encore à réaliser aucun bien du patrimoine de son débiteur (2).

De là dérivent les conséquences suivantes :

1° Le créancier ne peut agir que si sa créance est exigible, car la créance affectée d'un terme ou d'une condition n'autorise son titulaire qu'à accomplir des actes conservatoires ;

2° Mais il n'est pas nécessaire que les créanciers

1. Charmont, *Revue critique*, 1903, *Examen doctrinal de jurisprudence civile*, p. 8.

2. Cf. Baudry, *Précis de droit civil*, t. II, n° 134 ; Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, n° 282, 287 et s.

soient munis, pour agir en vertu de l'article 1166, d'un titre exécutoire (1).

3° Il n'est pas nécessaire que le créancier soit autorisé par la justice à exercer les droits et actions de son débiteur (2). Du moment que l'exercice des droits du débiteur n'équivaut pas encore à une saisie, il n'est pas nécessaire que le créancier soit entravé dans sa liberté d'agir. On sait d'ailleurs que, dans la pratique, l'ancienne subrogation judiciaire exigée par les anciens auteurs (3) a été remplacé par la pratique de la mise en cause du débiteur : le créancier, en agissant contre les tiers, assigne son débiteur en déclaration de jugement commun ; et, quand cette précaution n'est pas prise par le créancier, elle émane du tiers défendeur au procès, qui est intéressé à ce que le jugement terminant l'instance soit opposable au débiteur (4).

4° Du moment qu'aucune mainmise n'est effectuée par le créancier sur les droits et actions de son débiteur, celui-ci n'est nullement dépouillé de la faculté de disposer pendant l'instance du droit que

1. Voir sur ces deux points : Cass., 24 juillet 1854. D. 54. 1. 303 ; 1^{er} juin 1858. D. 58. 1. 236, et 8 juillet, 1901. D. 01. 1. 498. S. 02. 1. 113. Note de M. Lyon-Caen.

2. Cass., 23 janvier 1849. D. 49. 1. 42 ; 2 juillet 1851. D. 52. 1. 20 ; 26 juillet 1854. D. 54. 1. 563.

3. Notamment par Proudhon. *Traité de l'usufruit*, t. IV n° 2237 et suiv.

4. Garçonnet, *Traité de procédure*, 2^e éd. par César-Bru, p. 311. n° 5 à 9. Planiol, t. II, n° 290.

le créancier exerce à sa place ; il peut donc y renoncer ou transiger⁽¹⁾. En effet, l'exercice de l'action oblique par le créancier ne lui confère aucun droit exclusif qui empêche d'agir le débiteur, et celui-ci peut, même en cours d'instance, se prévaloir de son propre droit, s'entendre avec le tiers pour mettre fin au procès. D'ailleurs, si l'action du débiteur était nuisible au créancier, celui-ci n'aurait qu'à démontrer la fraude pour obtenir par l'action paulienne l'annulation de l'acte frauduleux. Il pourrait aussi, dans le cas où le débiteur prétendrait conduire seul le procès, intervenir dans la procédure pour empêcher que le débiteur ne compromette ses chances de gain. M. Labbé a soutenu autrefois l'opinion contraire (*art. cité*, n° 25) ; mais parce qu'il assimile les effets de l'action oblique à ceux d'une saisie. En réalité, le débiteur peut parfaitement soustraire le droit exercé à l'utilisation qu'en font ses créanciers, mais à la condition qu'il agisse lui-même ; c'est la conséquence nécessaire de ce que l'action oblique n'est pas une saisie.

§ 2. — *Nature juridique et conditions d'exercice de l'action paulienne*

L'article 1167 donne aux créanciers une action

1. Cass., 18 février 1862. D. 62. 1. 248 ; S. 62. 1. 415 ; et Amiens, 6 avril 1901. D. 03. 2. 21.

par laquelle ils peuvent attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits. Ici, comme pour l'action oblique, trois personnes sont en cause : le débiteur, le créancier qui exerce l'action et le tiers qui a traité frauduleusement avec le débiteur et contre qui l'action est dirigée. L'action paulienne fonctionne dans l'hypothèse suivante : Primus est créancier de Secundus auquel il a prêté 1.000 francs ; voici que Secundus, pour nuire à ses créanciers, fait donation ou vente à un tiers qui est complice de la fraude de l'immeuble qui, comme tous les autres biens du débiteur, était affecté au gage des créanciers de ce dernier. L'acte préjudiciable aux créanciers va donner ouverture à l'action paulienne.

Ainsi apparaît immédiatement la différence entre l'action oblique et l'action paulienne ; dans l'action oblique, les créanciers exercent les droits, intentent des actions qui appartiennent à leur débiteur ; ils ne méconnaissent pas la portée des actes accomplis par ce dernier ; ils se substituent simplement à leur obligé ; dans l'action paulienne, au contraire, les créanciers s'insurgent contre les actes de leur débiteur ; ils s'opposent à ce que des actes ayant pour objet de diminuer le patrimoine du débiteur soient invoqués contre eux ; les créanciers agissent alors en leur nom personnel comme créanciers lésés.

Ils n'invoquent plus les droits de leur débiteur. L'action paulienne est donc, en définitif, l'action en

justice par laquelle un créancier sollicite le tribunal de déclarer qu'un acte frauduleux, qui augmente l'insolvabilité du débiteur ne soit pas opposable au créancier demandeur (1).

L'action paulienne suppose comme condition essentielle que l'acte critique a été fait par le débiteur dans l'intention de nuire à ses créanciers, c'est-à-dire dans le but unique de diminuer un patrimoine qui, en raison de l'énormité du passif dont il est grévé, n'est plus susceptible de rapporter aucun profit à son titulaire.

L'action paulienne est surtout utile aux créanciers chirographaires, qui ont pour gage le patrimoine entier du débiteur et non tel ou tel bien particulier. Quelle que soit l'importance du passif qu'il contracte, le débiteur reste à la tête de son patrimoine, malgré la gravité des conséquences que sa conduite peut engendrer pour ses créanciers. Décider le contraire, eut été atteindre trop profondément le droit de propriété individuelle. Mais il faut se soucier aussi de l'intérêt des personnes qui traitent avec le débiteur ; il serait inadmissible que celui-ci réduise leur gage à néant et les expose impunément à des pertes pécuniaires injustifiées : le débiteur ne pourra désormais accomplir sur son patrimoine les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans les attributs

1. Cf. M. Wall, *Cours de droit civil*, 11^e année, 1910-1911.

du propriétaire, que si ces différents actes sont accomplis sans aucune intention de fraude. Tout manquement à cette règle de conduite, toute fraude commise par le débiteur vis-à-vis de ses créanciers permettent à ceux-ci de réclamer des dommages et intérêts ; c'est là le principe de droit commun. Mais ici l'application du principe serait inefficace, puisque, par hypothèse, le débiteur est déjà insolvable. Il faut donc de toute nécessité atteindre les tiers qui ont traité avec le débiteur, puisque le seul moyen de réparer le préjudice subi par les créanciers, est le rétablissement du patrimoine du débiteur, dans l'état où il se trouvait avant l'acte frauduleux. L'action paulienne réagira donc contre les acquéreurs à titre onéreux, s'ils ont été les complices de la fraude ourdie par le débiteur, c'est-à-dire s'ils ont entendu s'associer à l'acte destiné à nuire aux créanciers.

Puisque ces tiers ont commis eux-mêmes une fraude, il est naturel qu'ils soient aussi l'objet d'une action en indemnité. Relativement aux acquéreurs à titre gratuit qui ont pu ignorer la situation de fortune et les intentions du débiteur, l'action paulienne ne revêt plus le caractère d'une action en indemnité. Elle s'explique par le motif légitime que toute personne qui s'enrichit injustement au détriment d'autrui doit restituer le montant de l'enrichissement ainsi réalisé. C'est donc par une sorte d'action de *in rem verso*, que les créanciers agissent contre le dona-

taire, qui a acquis gratuitement du débiteur une valeur que l'insolvabilité de son propriétaire commandait de laisser intacte dans son patrimoine.

La nature juridique de l'action paulienne nous paraît ainsi nettement déterminée : elle est une action personnelle en indemnité, fondée soit sur cette considération qu'il y a eu, de la part du débiteur et du tiers qui a contracté avec le débiteur, un acte illicite, soit sur cette raison que nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui.

Mais cette affirmation n'est pas admise par tous les auteurs ; une controverse qui remonte au droit romain règle toujours aussi vive sur la nature juridique exacte de l'action paulienne. Le problème est de savoir si l'action paulienne se rattache seulement à une obligation d'indemniser la victime, ou si elle n'est pas quelque chose de plus, si elle ne se rattache pas à la théorie générale des nullités, la fraude dont l'acte incriminé est entaché engendrant la nullité de cet acte. L'article 1167, étant muet sur les effets et les conditions de l'action, ne jette pas une grande lumière sur cette question. La plupart des auteurs voient dans l'action paulienne une action en nullité spéciale de l'acte passé par le débiteur : l'acte est anéanti rétroactivement. La thèse ramenant l'action paulienne à une action en indemnité n'est guère soutenue que par M. Boistel (1).

1. Note sous Cassation, 23 juin 1892. D. 92. 1. 465. — Huc, t. VII,

Dans l'opinion la plus générale, on justifie le système de la nullité par des arguments de texte. L'article 622, application particulière du principe posé dans l'article 1167, déclare formellement que « les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qui aurait été faite à leur préjudice ». Même langage dans l'article 243, qui décide, à propos d'un cas spécial d'aliénation frauduleuse, qu'elle sera déclarée nulle ; enfin, l'article 788 mentionne une renonciation qui n'est annulée qu'en faveur des créanciers. On invoque aussi la tradition (1) ; enfin, on ajoute qu'il est nécessaire qu'il en soit ainsi, si l'on veut assurer d'une manière efficace le droit des créanciers de méconnaître les actes frauduleux accomplis par leur débiteur. Si, en effet, ils n'avaient droit qu'à une somme d'argent équivalente au préjudice subi par eux, ils seraient obligés de subir le concours des créanciers personnels du tiers acquéreur atteint par l'action paulienne ; or, la plupart du temps, le tiers est lui-même un insolvable complice de la fraude, et les créanciers seraient ainsi doublement frustrés : ceux-ci comptaient, pour être payés, sur le maintien du bien aliéné dans le patrimoine de leur débiteur ; si ce bien en est dolosivement

n^o 217 et 229. — Planiol, *Revue critique de législation*, 1882, p. 494 et suiv. — Jean Acher, *Essai sur la nature de l'action paulienne* (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 85 et suiv.).

1. Voir sur ce point les renseignements historiques donnés par M. Acher, p. 87 à 104.

sorti, il est absolument nécessaire que les créanciers aient le pouvoir de faire rentrer ce bien dans le patrimoine, pour le réaliser ensuite au mieux de leur intérêts. Si l'action paulienne ne présentait pas le caractère d'une action en nullité, elle ne procurerait pas à ceux qui l'exercent le pouvoir de s'opposer avec la même énergie à tout acte de leur débiteur susceptible de leur porter atteinte.

Nous croyons cependant que l'action paulienne étant uniquement destinée à réparer le préjudice causé aux créanciers frustrés, elle a nécessairement la nature d'une action en indemnité ; au surplus, les personnes qui attribuent à l'action paulienne le caractère d'une action en nullité lui assignent des effets qui ne se comprennent juridiquement que comme découlant d'une action en indemnité.

En réalité, les motifs qui justifient l'institution de l'action paulienne démontrent qu'elle ne peut s'analyser qu'en une action en indemnité. Lorsqu'elle est dirigée contre un acquéreur à titre onéreux, elle repose sur une fraude du débiteur à laquelle l'acquéreur s'est associé ; elle dérive donc, en pareil cas, d'un acte illicite dont elle tend à assurer la réparation. Le législateur veut obliger ainsi la personne qui a commis un délit vis-à-vis du créancier à faire disparaître, par une prestation pécuniaire, les conséquences de ce délit. D'autre part, lorsqu'elle est exercée entre un acquéreur à titre gratuit, l'action paulienne

est destinée à lui imposer la restitution d'une valeur dont il s'est injustement enrichi. Dès lors, dans les deux cas, il s'agit bien d'une action en indemnité. Le créancier qui se prétend frustré ne poursuit pas l'annulation du contrat dans les rapports entre les contractants, de manière à faire rentrer complètement le bien dans le patrimoine du débiteur. Il demande la révocation du contrat seulement dans la mesure de son propre intérêt, en vue d'obtenir l'exécution de l'obligation que le débiteur avait contractée vis-à-vis de lui. Une action en nullité aboutirait, au contraire, à l'anéantissement de toutes les conséquences de la convention primitive avec rétroactivité au jour où cette convention a été passée.

Le principal intérêt du débat entre la thèse de la nullité et la doctrine de l'action paulienne ramenée à une action en indemnité se manifeste à l'égard des tiers acquéreurs. L'utilité principale qu'il pourrait y avoir à considérer l'action paulienne comme une action en nullité, serait de permettre aux créanciers de poursuivre l'annulation du contrat non pas seulement au regard de celui qui a contracté avec le débiteur, mais même vis-à-vis des ayants cause de ce contractant ; or, la théorie de l'action purement personnelle en indemnité permet d'arriver au même résultat. Assurément, une action purement personnelle ne permet pas de faire tomber les aliénations consenties par celui contre qui elle est dirigée ; et,

par suite, elle ne produit en principe aucun effet contre un sous-acquéreur ; mais cela ne veut pas dire que celui-ci soit à l'abri de toute recherche, car il peut se trouver lui-même dans des conditions telles que les règles de l'action paulienne lui en soient applicables ; tel sera le cas s'il a réalisé son acquisition à titre gratuit, ou même à titre onéreux mais en étant complice de la fraude commise par le débiteur. Si l'action paulienne ne pouvait pas l'atteindre, il s'enrichirait injustement dans la première hypothèse, et, dans la seconde, il commettrait un délit. On conçoit donc que l'acquéreur primitif soit tenu d'une obligation semblable à celle qui pesait sur le débiteur : ne pas nuire aux créanciers de ce dernier. Le sous-acquéreur, à son tour, est grevé de la même obligation. Cette solution ne comporte de restriction que si le premier acquéreur à titre onéreux était de bonne foi, de sorte qu'il échappe à l'action révocatoire ; alors, le bien est sorti définitivement du patrimoine du débiteur et le sous-acquéreur ne pourra être inquiété. Mais toutes les fois que le premier acquéreur sera soumis à l'action paulienne, soit à titre de donataire, soit pour sa mauvaise foi dans une acquisition à titre onéreux, le sous-acquéreur se trouvera en butte à l'action paulienne, dans les conditions précitées.

On voit donc qu'il n'est pas nécessaire d'imprimer à cette action le caractère d'une action en nullité pour

qu'elle réagisse sur les aliénations ultérieures ; il suffit de considérer que la fraude du débiteur engendre deux actions personnelles en indemnité qui peuvent, le cas échéant, être intentées contre l'acquéreur et le sous-acquéreur (1). Comme le dit très exactement M. Acher, « le droit des créanciers fraudés s'analyse en une créance personnelle ayant pour but d'obtenir la réparation d'un acte préjudiciable. Mais une créance d'indemnité n'aboutit pas nécessairement à une condamnation à des dommages et intérêts. C'est un point qui a été définitivement mis en lumière par M. Ed. Meynial, dans son étude sur *la Sanction civile des obligations* (2). En principe le créancier peut exiger que l'obligation, en notre espèce l'obligation d'indemniser les victimes de l'acte frauduleux, soit exécuté en nature ; or, en quoi consiste le préjudice occasionné par la fraude ? Evidemment dans ce fait qu'un bien a été soustrait au gage virtuel que les créanciers possèdent sur le patrimoine de leur débiteur ; dans le fait qu'ils ne peuvent pas, par conséquent, pratiquer sur ce bien une saisie. L'exécution en nature permettra aux créanciers d'accomplir cette saisie, de se satisfaire sur ce bien, comme s'il n'était pas sorti du patrimoine de leur débiteur. Et cette saisie pratiquée sur un bien

1. Paris, 9 août 1898, S. 1900. 2. 235.

2. *Revue pratique de droit français*, t. LVI, 1884.

n'appartenant plus au débiteur produit l'illusion que l'action paulienne sanctionne la nullité de l'acte de transfert. Le résultat pratique de l'exécution en nature de l'obligation de réparer le préjudice causé ressemble, en effet, dans le cas que nous examinons, aux résultats qu'entraîne l'exercice d'une action en nullité (1).

Mais, de ce qu'il y a similitude entre les effets de l'action paulienne ainsi comprise et ceux d'une action en nullité, il ne faut pas conclure qu'il y ait identité de nature juridique. L'action en nullité dirigée contre un acte tend à la rescision complète du contrat dans les rapports des personnes qui l'ont conclu, de manière à faire rentrer le bien intégralement dans le patrimoine du débiteur. Or, le créancier agissant par l'action paulienne fait révoquer le contrat seulement dans la mesure de son propre intérêt, pour assurer le paiement de la créance qui lui est due. Mais le bien sorti, par suite de l'aliénation frauduleuse, du patrimoine du débiteur, n'y est pas rentré dans les rapports entre les contractants.

De cette idée que l'action paulienne est une action en indemnité découlent les conséquences suivantes, qui sont autant de caractères propres de cette action

- 1°) L'action paulienne est une action personnelle et individuelle, car une action qui sanctionne une créance

1. Acher, *Rev. trim. de droit civ.*, 1906, p. 114.

d'indemnité ne peut évidemment avoir qu'un caractère personnel (1). L'action paulienne est personnelle en ce sens qu'elle vise exclusivement ceux qui ont commis une fraude ou qui se sont enrichis indûment ; il s'agit, pour le créancier, de faire valoir son droit à indemnité contre ces personnes.

Au surplus, les auteurs mêmes qui pensent que l'action paulienne est une action en nullité modifient immédiatement les conséquences de cette idée, en décidant que les créanciers qui exercent l'action paulienne et qui réclament la restitution de leur gage en vertu de l'annulation de l'acte frauduleux n'invoquent certainement pas un droit réel ; « en effet, d'une part, aucune disposition légale, aucun principe juridique ne leur confère un droit de cette nature sur la chose aliénée ; d'autre part, on ne saurait dire qu'ils s'appuient sur le droit de propriété de leur débiteur, et cela pour deux raisons ; d'abord, ce droit n'existe plus, puisqu'il a été aliéné ; de plus, s'il existait encore, les créanciers ne pourraient l'exercer qu'au nom de leur débiteur ; or, dans le cas de l'action paulienne, ils agissent en leur nom personnel (2). De même, M. Esmein a écrit : « Pourquoi n'admettrait-on pas une action en nullité qui ne réfléchirait que contre certaines personnes, s'il s'agit

1. Cass. civ., 30 juillet 1884, D. I. 62.

2. Baudry et Barde, *Des obligations*, t. I, n° 707.

d'un acte valable en lui-même, mais entaché d'un vice et qu'une action en nullité vient attaquer après coup ; Ne peut-on pas concevoir qu'il ne soit annulé qu'à l'égard de certaines personnes (1) ? Ainsi, les partisans de l'action paulienne assimilée à une action en nullité acceptent le caractère personnel de cette action, parce qu'elle s'analyse, d'après eux, en une action en nullité d'une nature spéciale.

L'action paulienne n'est pas seulement une action personnelle ; elle est aussi une action individuelle (2). C'est là une différence essentielle avec l'action oblique ; les articles 1166 et 1167 accordent, sans doute, aux créanciers des facultés qui sont, l'une comme l'autre, une conséquence de leur droit de gage sur l'entier patrimoine du débiteur ; ils sont donc en rapport étroit avec l'article 2092 ; mais ils diffèrent en ce que l'action oblique est donnée aux créanciers à titre d'ayants cause du débiteur ; le créancier qui agit en vertu de l'article 1169 exerce le droit du débiteur au profit de tous ceux qui sont les créanciers de ce dernier, car le résultat de l'action oblique entre dans le patrimoine du débiteur. Au contraire, l'action de l'article 1167 est donnée aux créanciers en tant qu'ayant éprouvé un préjudice ; ils exercent une action qui leur appartient en propre,

1. Esmein, S. 85, 4, 9.

2. Cass. 29 juillet 1908, S. 09, 1. 345.

et dans leur intérêt personnel. Par conséquent, si un seul des créanciers poursuit la révocation d'une acte frauduleux de son débiteur, il profitera exclusivement de la révocation. L'action paulienne se transforme ainsi en une sorte de privilège accordé au créancier le plus diligent, bien que ce créancier ne soit, en général, qu'un créancier chirographaire, il acquiert un avantage que n'obtiennent pas les autres.

Ce caractère individualiste de l'action paulienne a suscité des objections. Si l'action paulienne ne produit pas un effet collectif, a-t-on dit, elle va aboutir à des résultats difficiles à défendre au point de vue de l'équité. Aussi certains auteurs n'ont-ils pas accepté qu'elle engendrât une situation avantageuse **exclusivement** pour le créancier qui a exercé l'action. Certains jurisconsultes ont soutenu d'abord que le profit de l'action appartient à tous les créanciers indistinctement, que leur titre soit antérieur ou postérieur à l'acte attaqué (1). D'autres auteurs pensent que le bénéfice retiré de l'action paulienne appartient au moins à tous les créanciers qui sont antérieurs en date à l'acte frauduleux (2).

Ainsi que nous aurons l'occasion de le voir par la suite, en étudiant les effets de l'action paulienne

1. Commet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, t. V, n° 82 bis, XIV ; Laurent t. XVI, n° 488.

2. Larombière, *Théorie des obligations*, t. II, sur l'art. 1167, n° 62.

dans les rapports du créancier poursuivant avec les autres créanciers du même débiteur, la seconde de ces opinions dissidentes a été adoptée par un certain nombre de Cours d'appel (1); mais la tendance générale de jurisprudence paraît être de consacrer le droit exclusif du créancier qui agit (2). D'ailleurs, l'iniquité apparente de la solution courante est atténuée par le fait que les autres créanciers qui, ayant pu agir, ne l'ont pas fait, ont la ressource d'intervenir dans l'instance engagée par le plus diligent d'entre eux, et de réclamer concurremment avec lui le bénéfice du jugement qui serait obtenu. Les intérêts des créanciers autres que le demandeur en révocation de l'acte frauduleux ne peuvent être sacrifiés que s'ils ont laissé, sans venir y figurer, l'instance se terminer; mais alors ne doit-on pas prétendre qu'ils sont les victimes de leur propre négligence?

2^o Etant une action en indemnité, l'action paulienne, à l'instar de l'action oblique, apparaît comme une mesure conservatoire plutôt que comme une voie d'exécution. L'effet de l'action consiste à remettre purement et simplement les biens aliénés dans le patrimoine du débiteur; le créancier attaque

1. Toulouse, 30 décembre 1884. S. 86. 2. 93. — Bourges, 18 juillet 1892. S. 93. 2. 210.

2. Cass. req., 28 août 1871. S. 78. 1. 316, — Bordeaux, 2 juillet 1890. S. 91. 2. 9.

un acte que le débiteur a fait en fraude des droits ; il demande que l'acte frauduleux soit considéré comme non avenu, et que, par suite, le bien aliéné soit censé être toujours resté dans le patrimoine du débiteur. C'est seulement après la révocation obtenue que le créancier pourra s'emparer des biens, objet de l'acte annulé, en démontrant sa qualité de créancier, et en exerçant une véritable mainmise sur eux, alors même que les biens auraient été acquis par des tiers. Ce n'est donc pas le jugement admettant l'action paulienne, mais une poursuite postérieure, qui permet au créancier d'obtenir son paiement. Cependant l'opinion générale voit dans l'action paulienne une véritable mesure d'exécution, parce qu'elle aboutit à désintéresser le créancier jusqu'à concurrence du montant des valeurs que le jugement rendu lui procure. Quant à l'action oblique, nous avons exposé *supra* qu'elle est à la fois un acte conservatoire et une mesure d'exécution.

3° Un troisième caractère de l'action paulienne, découlant de ce qu'elle est une action en indemnité, est qu'elle est régie par la prescription trentenaire (art. 2262), le Code n'ayant fixé aucun délai spécial pour l'extinction de cette action. S'il fallait considérer l'action paulienne comme une action en nullité, cette action serait nécessairement une action en nullité relative, c'est-à-dire une de ces actions qui, au lieu d'être données à tous les intéressés, ne

sont accordées qu'à certains d'entre eux, puisque seul le créancier diligent a le bénéfice de l'action paulienne ; or, d'après l'article 1304, les actions fondées sur une nullité relative s'éteignent par une prescription de dix ans, reposant sur une idée de confirmation tacite. La jurisprudence a toujours admis que l'action paulienne était soumise à la prescription ordinaire de trente ans, et, par là même, elle se range à la théorie qui assimile l'action paulienne à une action en indemnité (1).

La nature de l'action paulienne étant ainsi déterminée, il est facile d'en indiquer les conséquences au point de vue des conditions d'exercice de l'action. Ces conditions d'exercice concernent soit les personnes qui peuvent agir, soit les actes incriminés, soit les cas dans lesquels ces actes seront annulés.

I. — D'abord, l'action paulienne appartient, en principe, à tous les créanciers victimes de la fraude, privilégiés, hypothécaires, gagistes ou chirographaires toutefois, en fait, ce sont les créanciers simplement chirographaires qui auront à l'exercer. Ils sont, en effet, dépourvus d'un droit réel qui leur permette de suivre les immeubles de leur débiteur entre les mains de tiers acquéreurs, et ils subissent un préjudice si la vente de ces immeubles est faite à bas prix. Au contraire, les créanciers privilégiés ou

1. Cass. civ., 7 mai 1894. S. 98. I. 510.

hypothécaires, étant munis d'un droit de suite, ne subissent en général aucun préjudice du fait de l'aliénation.

Le contraire pourrait cependant se présenter, et, en pareil cas, les créanciers pourvus d'une sûreté réelle ne seraient point exclus de l'action paulienne. Il sera quelquefois plus avantageux, pour un créancier hypothécaire ou privilégié, de faire révoquer la vente que d'exercer son droit de suite sur l'immeuble sorti du patrimoine du débiteur, car la mise en œuvre du droit de suite implique la possibilité de la purge au profit du tiers acquéreur, procédure qui se caractérise par une option entre l'acceptation du prix offert par l'acquéreur de l'immeuble, et l'obligation pour le créancier hypothécaire non acceptant de se porter surenchérisseur d'un dixième de la somme offerte à défaut d'enchères plus fortes. On conçoit donc que les créanciers munis d'un droit réel trouvent cependant un intérêt à l'exercice de l'action paulienne.

Une difficulté plus délicate est de savoir si l'action paulienne appartient uniquement aux créanciers purs et simples, ou bien si elle peut être exercée aussi par les créanciers à terme ou conditionnels. Il est évident que la solution de cette question dépend du point de savoir si l'action paulienne est une mesure conservatoire ou une voie d'exécution. Si elle est, comme nous le pensons, une mesure conservatoire, l'article 1180 va permettre aux créanciers à terme et

aux créanciers conditionnels de l'intenter. Tandis que selon l'opinion générale, l'action paulienne, étant une voie d'exécution, sera refusée à cette catégorie de créanciers. Toutefois, la grande majorité des auteurs distingue assez arbitrairement entre les créanciers à terme et les créanciers conditionnels, et refuse à ces derniers l'action paulienne, en alléguant qu'elle est plus qu'un acte conservatoire. Quant aux créanciers à terme, ils sont admis à l'exercer, parce que le jugement qui accepte l'action paulienne constate par là même l'état d'insolvabilité du débiteur, et il y a du même coup déchéance du bénéfice du terme (art. 1188).

II. — Quant aux actes susceptibles d'être révoqués par l'action paulienne, ce sont en principe tous les actes frauduleux faits par le débiteur. Mais ici surgit une controverse célèbre : les créanciers peuvent-ils attaquer non seulement les actes par lesquels le débiteur diminue son patrimoine, en aliénant, pour un prix inférieur à sa valeur, un bien lui appartenant, mais aussi ceux par lesquels il néglige de l'augmenter ? La controverse avait surgi déjà en droit romain. A cette époque, s'était introduite la règle d'après laquelle l'action paulienne ne vise que les actes par lesquels le débiteur s'est appauvri, et non la simple négligence de s'enrichir ; car les créanciers ne peuvent compter que sur les biens qui appartiennent à leur débiteur au moment du contrat, et

non sur ceux qu'il pourrait acquérir. D'ailleurs, le but poursuivi est de replacer les créanciers dans la situation où ils se trouvaient avant l'acte frauduleux ; l'action peut donc servir à reconstituer le patrimoine, mais non à l'augmenter (1).

Le motif de cette règle conduit à l'adopter encore aujourd'hui : « La distinction romaine est fondée sur des principes essentiels, sur la nature même des choses. Pourquoi le législateur accorde-t-il aux créanciers l'action paulienne ? Parce que le débiteur a porté atteinte au droit de gage général qui leur appartient sur tout son actif. Est-ce le cas, lorsqu'il a simplement négligé d'augmenter son patrimoine ? Non, car le droit de gage des créanciers est demeuré le même. Il continue à porter sur les mêmes biens ; ils ne cessent pas de présenter les mêmes garanties de paiement. A vrai dire, l'acte qu'il s'agirait de faire annuler n'a causé au créancier aucun préjudice, car il n'a déterminé ni aggravé l'insolvabilité du débiteur (2) ».

L'opinion contraire n'a pu être soutenue que par suite d'une confusion. Pour certains auteurs, les art. 788 et 1464 permettraient l'annulation d'un acte par lequel un débiteur renoncerait à un droit qui lui était offert et négligerait ainsi d'augmenter son patrimoine. Ces textes permettent aux créanciers :

1. Caius, Commentaire, II, §. 195.

2. Baudry et Barde, t. I, n° 656.

1^o) D'un héritier, de faire révoquer la renonciation de leur débiteur à une succession ;

2^o) D'une femme mariée de faire révoquer la renonciation par cette femme à la communauté. Mais, en pareil cas, il y avait plus qu'un droit simplement offert au débiteur ; une valeur était entrée dans son patrimoine avant qu'il s'en dessaisisse. Comme le remarque M. Planiol, la différence entre notre législation et le droit romain (où le refus d'une succession ne pouvait donner ouverture à l'action paulienne) provient d'une transformation dans la manière dont s'opèrent les transmissions par décès : « Chez les Romains, la succession ouverte au profit d'un héritier ne lui appartenait pas encore ; il fallait qu'il prit la peine de l'acquérir en faisant adition ; donc, quand il omettait d'accomplir cet acte nécessaire pour l'acquisition de la succession, on ne le considérait point comme ayant aliéné. En droit français, la translation de propriété s'opère de plein droit par le seul effet de l'ouverture de la succession ; l'héritier qui renonce se dépouille donc d'un droit déjà acquis ; par suite, sa renonciation donne lieu à l'action révocatoire (1) ».

L'article 1464 comporte la même interprétation, et il ne faut pas attribuer une signification différente à un autre texte, quelquefois invoqué dans le débat,

1. Planiol. *Traité du droit civil*, t. II, n^o 304.

l'article 2225. D'après ce texte, si un débiteur renonce à la prescription qu'il était en droit d'opposer à un créancier et s'engage ainsi à le payer, les autres créanciers peuvent faire révoquer la renonciation et se prévaloir à leur tour de la prescription. Ici encore, il ne s'agit pas d'un enrichissement négligé par le débiteur, mais d'un engagement nouveau pris envers un créancier dont le titre était prescrit ; cet engagement a pour résultat de diminuer le patrimoine de son auteur. On peut donc conclure que, seuls, les actes appauvrissant le débiteur peuvent être l'objet de l'action paulienne.

Au surplus, un acte juridique quelconque peut être attaqué par l'action paulienne quand il a diminué frauduleusement le patrimoine du débiteur. En voici des exemples choisis dans la jurisprudence récente : un créancier obtient de celui qui est déjà son débiteur une hypothèque ; cette hypothèque est inattaquable en principe, sauf si elle est destinée à sauvegarder l'intérêt du créancier qui l'a obtenue, qu'à diminuer le gage des autres créanciers, et à leur soustraire une partie du patrimoine du débiteur (1). L'action paulienne est autorisée aussi bien contre une renonciation à un legs que contre une renonciation à une succession (2). L'application de l'action

1. Cour de Grenoble, 20 juin 1900. D. 1902. 2. 277.

2. Cass. civ., 29 juillet 1902. Pand., 1903. — Baudry et Barde, t. II, n° 656.

paulienne est encore possible à un partage par lequel un ascendant, pour soustraire ses biens à l'action de ses créanciers, répartirait sa fortune entre ses enfants ; et il en serait de même au cas où le partage d'ascendant aurait été concerté en vue de frustrer les créanciers d'un copartageant (1).

Toutefois, parmi les actes qui appauvrissent le débiteur, il en est quelques-uns qui, pour des motifs divers, échappent à l'action paulienne : ce sont d'abord les jugements, car ceux-ci s'imposent aux intéressés, à moins que ces derniers n'utilisent l'une des voies de recours spécialement déterminées par la loi. En conséquence, si le débiteur n'exerce pas une voie de recours contre un jugement rendu à son préjudice, ses créanciers auront la faculté de se substituer à lui en invoquant l'article 1166, et d'intenter cette voie de recours, mais ils n'ont pas le droit d'attaquer personnellement le jugement par l'appel ou le pourvoi en cassation. Les jugements rendus en fraude des droits des créanciers ne peuvent être attaqués que par la tierce opposition (art. 474 C. proc.). Assurément les créanciers, n'ayant pas d'autres droits que ceux de leur débiteur, se trouvent en général, représentés par celui-ci dans les instances où il figure, et, par conséquent,

1. Grenoble, 10 mai 1873. S. 1873. 2. 271. — Req., 21 juillet 1903. S. 1904. 1. 211.

l'article 474, dans la rigueur des principes, ne leur serait pas applicable ; mais on a tourné la difficulté : en recourant à la tierce opposition, les créanciers s'insurgent contre leur débiteur, et ils prétendent précisément ne pas avoir été représentés par lui dans l'instance (1).

Échappant encore à l'action paulienne les paiements de dettes exigibles, car les créanciers auxquels ils ont été faits sont simplement rentrés dans leur bien (2). Cette règle s'applique au paiement d'une dette civile. En supposant, par exemple, qu'un débiteur failli, remplacé par un concordat à la tête de ses affaires, paie à ses créanciers la fraction de son passif dont remise lui avait été accordée, ce paiement, même fait à un seul des créanciers, ne permet pas aux autres de se plaindre (3) ; la solution ne serait différente que pour le cas de fraude, notamment de dation en paiement frauduleuse (4).

Enfin, l'article 1167 lui-même excepte de l'action paulienne le partage de succession et de communauté (par une allusion implicite de l'art. 1167 à l'art. 882). Etant donné la faveur que le législateur attache au partage, il l'a rendu inattaquable de la

1. Cf. Bruxelles, 14 nov. 1905, *Pasicrisie*, 1906. 2. 141.

2. Demolombe, *Cours de Code civil*, t. XXV, n° 225. — Baudry et Barde, *Obligations*, t. I, n° 695.

3. Cass. civ., 30 déc. 1908. — *Gaz. Trib.*, 09, 1, 25.

4. Cass., 24 nov. 1835, S. 36. 1, 350; 24 janvier 1900, S. 01, 1, 237, et trib. civ., Seine, 8 nov. 1910. — *Gaz. trib.*, 11, 2, 126.

part des créanciers. Toutefois, la loi n'a pas laissé sans protection, en pareil cas, les intérêts des créanciers ; elle leur permet de faire opposition au partage, c'est-à-dire, de déclarer qu'ils entendent être convoqués à toutes les opérations du partage, de manière à veiller à leurs intérêts, et à s'opposer à ce que le lot de leur débiteur soit inférieur à celui des autres ou composé de valeurs difficilement réalisables. Mais, une fois le partage consommé, (pourvu que les intéressés n'y aient pas procédé avec une précipitation frauduleuse), les créanciers de l'un des cohéritiers, qui ont négligé de faire opposition à ce qu'il fut procédé au partage hors de leur présence, ne peuvent plus exercer l'action paulienne contre cet acte, même en invoquant la fraude dont ils auraient été victimes (1). Cette restriction à l'article 1167 s'inspire du désir de maintenir la tranquillité des familles.

III. --- Les conditions auxquelles l'action paulienne pourra être intentée par les créanciers contre les actes de leur débiteur sont toujours au nombre de deux, et quelquefois une troisième condition s'impose..

Première condition. — Il faut d'abord, comme à Rome, que l'acte accompli par le débiteur ait causé

1. Bordeaux, 8 juin 1903, D. 04, 2, 22.

préjudice aux créanciers qui l'attaquent ; c'est l'application pure et simple du droit commun, d'après lequel l'intérêt est la mesure des actions. Si le créancier n'a pas subi de préjudice, tout intérêt lui fait défaut. D'autre part, il est généralement admis que le créancier ne peut intenter l'action que si le préjudice est immédiat, c'est-à-dire que si l'acte passé par le débiteur l'a rendu insolvable ou a aggravé une insolvabilité préexistante. Cette condition a soulevé des difficultés dans la pratique. Nous ne pouvons en aborder l'étude, car nous n'envisageons ici l'action paulienne que pour mieux en comparer les effets avec ceux de l'action oblique et de l'action en simulation.

Les créanciers admis à intenter l'action paulienne en raison d'un préjudice subi par eux sont uniquement ceux dont la créance est née antérieurement à l'acte. En effet, l'article 2092 ne donne comme gage aux créanciers que les biens actuels et futurs du débiteur ; il leur enlève donc tout droit sur les biens qui ont cessé d'appartenir au débiteur.

Il est difficile d'ailleurs, de concevoir comment une personne qui aliène ses biens pourrait avoir le dessein de léser des créanciers qu'elle n'a pas encore ; cependant l'hypothèse n'est pas chimérique ; quelquefois, un individu qui aliène son mobilier obtient de l'acquéreur l'autorisation de rester pendant un certain temps en possession de ses meubles dans le seul but

de se procurer un crédit imaginaire, et de faire croire aux tiers qu'il est solvable. En pareil cas, les créanciers postérieurs à cet acte frauduleux seraient autorisés à exercer l'action paulienne. Il n'en serait pas de même si le débiteur, au lieu d'aliéner ses biens, se bornait à concéder une sûreté à un créancier en le priant de ne pas publier sa sûreté, pour ne pas ébruiter cet aveu d'une situation gênée. Ainsi, un commerçant consent à un de ses créanciers un nantissement sur son fonds, mais en stipulant que l'inscription au greffe ne sera prise que si ses affaires déclinent. Y a-t-il, en pareil cas, un acte entaché d'une intention frauduleuse vis-à-vis des créanciers ? On pourrait le penser : les créanciers futurs auxquels la situation exacte a été dissimulée courent évidemment un risque. Cependant la Cour de Rennes s'est prononcée en sens contraire (Rennes, 26 juin 1902, S. 04, 2, 6).

✓ Assurément, le crédit apparent du débiteur est dangereux pour les tiers ; cependant l'arrêt de la Cour de Rennes se justifie, si l'on songe d'abord que le créancier avait le droit, sans aucune promesse de différer l'inscription pour un motif quelconque, et surtout parce que les créanciers nouveaux auraient dû, par prudence, exiger eux-mêmes une sûreté.

La condition de l'antériorité de la date, nécessaire pour la recevabilité de l'action paulienne, implique que la charge de la preuve de cette antériorité

incombe au créancier (art. 1315). A son tour, il appartient au défendeur à l'action paulienne de démontrer la date de son propre titre. Si aucun des actes n'a date certaine, l'action paulienne n'est pas recevable ; elle ne l'est pas davantage, si l'acte du défendeur seul à date certaine ; enfin, si le titre du créancier et celui du défendeur ont tous deux date certaine, la recevabilité de l'action est subordonnée à la condition que la date certaine du créancier soit antérieure à celle de l'acte qu'invoque le défendeur.

La question de l'antériorité de la date se complique de certaines difficultés provenant des règles sur la transcription. Le défaut de transcription des aliénations d'immeubles et des constitutions de droits réels et immobiliers à titre onéreux ne peut être opposé que par des personnes titulaires elles-mêmes d'un droit réel, ce qui réduit en pareil cas le domaine d'application de l'action paulienne. Les créanciers titulaires d'un droit réel antérieur en date à l'acte constitutif d'un autre droit réel non transcrit ou inscrit n'auront donc pas besoin d'invoquer l'action paulienne pour écarter une concurrence gênante pour eux ; il leur suffira de se prévaloir de l'inobservation même des règles de la loi du 23 mars 1885. Quant aux créanciers chirographaires, ils ne sont pas admis à invoquer l'inobservation de la loi de 1885. Mais il y a des aliénations, celles effectuées à titre gratuit, dont la transcription est réglée par les

articles 339 et suivants du Code civil, et l'article 941 permet à tout intéressé, donc même aux créanciers chirographaires, d'opposer le défaut de transcription. Par suite, en présence d'une donation d'immeubles, le créancier chirographaire qui intente l'action paulienne doit être déclaré recevable dans son action, alors même que la donation faite par le débiteur aurait date certaine antérieure au titre constitutif de la créance, si celle-ci a acquis elle-même date certaine avant la transcription de la donation.

Seconde condition : l'exercice de l'action paulienne implique la fraude du débiteur, c'est-à-dire la volonté qu'il a eue, en faisant un acte, de causer un préjudice à ses créanciers : « La fraude consiste, dit M. Planiol, dans la connaissance que le débiteur avait du tort qu'il allait causer à son créancier ; il a su ce qu'il faisait et il l'a voulu » (1). Cette condition de fraude était exigée à Rome dans la personne du débiteur ; elle était exigée aussi chez les tiers acquéreurs qui avaient traité avec le débiteur ; mais les acquéreurs à titre gratuit étaient toujours présumés en faute, nonobstant leur bonne foi ; on considérait qu'ils s'étaient enrichis aux dépens de personnes plus intéressantes qu'eux ; en conséquence, complices ou non, ils étaient atteints dans tous les cas. Nous allons retrouver la même question en

1. Planiol, t. II, n° 312.

droit français, relativement aux tiers acquéreurs. Mais plus spécialement du côté du débiteur, il n'y a pas à distinguer suivant que l'acte est à titre gratuit ou à titre onéreux ; dans les deux cas, il faut qu'il y ait eu de sa part intention de fraude. En quoi consiste ici la fraude, et faut-il l'assimiler au dol ? La fraude consiste ici simplement dans le fait, de la part du débiteur, d'avoir volontairement causé le préjudice dont les créanciers se plaignent (1).

Le débiteur qui connaissait le véritable état de ses affaires accomplit un acte préjudiciable à ses créanciers ; du moment qu'il a lésé ses créanciers en pleine conscience de ce qu'il faisait, le débiteur s'expose à l'action paulienne. La fraude, dans l'action paulienne, diffère donc du dol ordinaire, en ce qu'elle ne suppose pas, comme le dol, l'emploi de manœuvres spéciales ; elle résulte de la simple conscience du préjudice causé.

On s'est demandé si la fraude ainsi entendue devait exister dans l'hypothèse d'une donation faite par le débiteur ; on pourrait concevoir, en effet, que celui-ci agisse en pareil cas avec une intention purement libérale ; le fait que la donation a diminué le patrimoine du débiteur ne suffit-il pas pour permettre l'exercice de l'action paulienne ? Cependant, malgré le préjudice causé aux créanciers, la libéra-

1. Baudry et Barde : *Des obligations*. t. I, 2^e éd., n° 657.

lité ne pourra être attaquée que si la condition de fraude se rencontre, car la loi l'exige en termes absolus. C'était déjà la solution du droit romain et des anciens jurisconsultes français (1).

Aujourd'hui, il est certain que l'article 1167 vise très nettement les actes faits en fraude des droits de créanciers, sans distinguer ceux qui sont à titre gratuit et ceux qui sont à titre onéreux. La fraude est donc une condition nécessaire du succès de l'action paulienne, même vis-à-vis des donations (2).

Cependant, cette solution a été discutée ; on a objecté que certains textes du Code civil, notamment les articles 622 et 788, permettent aux créanciers d'attaquer les actes qui ne sont pas à titre onéreux, sans avoir à faire d'autre preuve que celle du préjudice subi par eux. D'autre part, l'article 1464, qui statue sur une hypothèse analogue à celle de l'article 788, donne aux créanciers la faculté d'attaquer la renonciation, par une femme mariée, à la communauté ; mais il subordonne formellement l'action des créanciers à la condition qu'il y ait fraude de la part de la femme renonçante. Voilà donc trois textes qui font une application particulière de l'action paulienne, le premier à une renonciation par l'usufruitier à son droit, le second à une renonciation par un

1. Pothier, *Traité des obligations*, n° 153.

2. Besançon, 29 mars 1893, *Pand.*, 93. 2. 339.

héritier à une succession qui lui est diférée, le troisième à une renonciation en communauté. Or, la condition de fraude n'est exigée que dans le troisième texte, l'article 1464, mais les deux premiers semblent bien n'exiger que la condition du préjudice, pour que les créanciers puissent attaquer les actes par lesquels le débiteur se dépouille sans recevoir aucune compensation.

En réalité, les objections tirées des articles 622 et 788 n'ont pas grande portée ; ils ont été décrétés avant l'article 1167, et probablement le législateur n'était pas encore fixé sur les conditions auxquelles il subordonnerait l'exercice de l'action paulienne. Au contraire, l'article 1464 est venu faire une application d'une règle déjà établie, et, conformément à la théorie de l'article 1167, il exige formellement que la renonciation à la communauté ait eu lieu en fraude des droits des créanciers de la femme. On peut donc conclure que l'action paulienne est subordonnée dans son exercice à la condition que le débiteur ait agi dans l'intention de diminuer son patrimoine au préjudice des créanciers, sans aucune distinction entre les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit.

Troisième condition. — La fraude du débiteur accompagnant le préjudice ne suffit pas à la réussite de l'action paulienne. Dans une certaine mesure,

l'action ne peut être intentée que s'il y a complicité du tiers qui a passé l'acte avec le débiteur.

En quoi d'abord consistera cette complicité ? Dans l'intention de s'associer à la faute commise, c'est-à-dire de fournir au débiteur le moyen d'enlever un bien à son patrimoine. Cette notion de la complicité permet de soustraire à l'action des créanciers certains actes qui constituent cependant un appauvrissement incontestable du débiteur, par exemple, les paiements. Le créancier qui, se doutant de l'insolvabilité prochaine du débiteur, demande le paiement d'une dette exigible, se borne, en définitive, à user d'un droit légitime, et il n'y a pas complicité de fraude de sa part ; aussi, comme nous l'avons dit, les paiements faits par le débiteur sont-ils respectés, car ils n'impliquent pas la condition à laquelle le succès de l'action paulienne est subordonné : la complicité dans la faute commise.

Il a fallu logiquement étendre la même solution à la dation en paiement ; lorsqu'elle est consentie pour une dette exigible, elle ne saurait être attaquée à moins que les meubles ou les immeubles livrés pour l'acquittement de la dette n'aient été cédés pour un prix inférieur à leur valeur réelle (1).

De même, l'acte par lequel le débiteur concède une hypothèque à l'un de ses créanciers se borne à

1. Baudry et Barde, *op. cit.*, t. I, n° 695.

conférer à celui-ci un droit légitime, bien que l'hypothèque engendre, au profit de celui qui l'obtient, une situation supérieure à celle des autres créanciers. A plus forte raison, le créancier peut impunément faire inscrire une hypothèque qui lui aurait été antérieurement consentie, malgré l'insolvabilité du débiteur (sauf en matière commerciale, C. com., 446). Toutefois, si l'hypothèque avait été conférée sans condition, pour garantie d'une créance non exigible, elle serait alors annulée en vertu de l'article 1167, même en l'absence de toute complicité de la part du créancier hypothécaire (1).

Étant donné qu'en principe le succès de l'action paulienne implique que le tiers qui a traité avec le débiteur et contre lequel l'action doit réfléchir, soit lui-même de mauvaise foi, dans quel cas cette complicité de fraude entre le tiers et le débiteur sera-t-elle une condition de recevabilité de l'action paulienne? L'article 1167 garde le silence sur ce point; mais la réponse à la question est fournie par la tradition historique. La complicité du tiers, c'est, en définitive, la connaissance qu'a eue ce dernier, au moment où il traitait avec le débiteur, de l'insolvabilité qui allait être occasionnée ou accrue par l'acte frauduleux. Or, depuis le droit romain, on distingue suivant que l'acte conclu par le débiteur est à titre

1. Douai, 4 mai 1846. S. 46. 2. 470.

onéreux ou à titre gratuit. La complicité du tiers est une condition de recevabilité dans le premier cas ; elle n'en est pas une dans le second.

Première hypothèse : le tiers qui a traité avec le débiteur est un acquéreur à titre onéreux. L'action paulienne ne réussira contre lui que s'il a été complice de la fraude, c'est-à-dire s'il a su, au moment du contrat, que le débiteur se proposait pour but de soustraire à ses créanciers le prix qu'il avait encaissé. Sinon, il sera devenu propriétaire incommutable sans être exposé à aucune action en indemnité de la part des créanciers.

Deuxième hypothèse : si, au contraire, celui qui a traité avec le débiteur est un acquéreur à titre gratuit, la fraude du débiteur suffira alors pour le succès de l'action paulienne ; le tiers acquéreur sera dépouillé du bien alors même qu'il serait de bonne foi.

Cette distinction, qui remonte au droit romain, est consacrée par une jurisprudence constante (1). Elle se justifie difficilement dans l'opinion de ceux qui considèrent l'action paulienne comme une action en nullité reposant sur un vice inhérent à l'acte conclu ; en effet, le vice inhérent à l'acte consiste dans la fraude commise par le débiteur au préjudice de

1. Cass. req., 13 mars 1854. S. 55. 1. 751. — 22 août 1882. S. 83. 1. 25. — Req., 30 juillet 1839. S. 40. 1. 1. 227. — Cass. civ., 18 déc. 1893. S. 96. 1. 134.

ses créanciers ; la complicité du tiers n'est donc nullement indispensable pour ouvrir cette action en nullité. Mais la distinction se justifie facilement dans la théorie qui assimile l'action paulienne à une action en indemnité. L'indemnité peut alors être demandée aussi bien au débiteur qu'au tiers qui a traité avec lui. Si le tiers a contracté à titre gratuit, celui-ci s'est enrichi au détriment des créanciers du donateur ; l'action dirigée contre lui n'est que la demande de restitution de l'enrichissement indu ; ce tiers a vu sa fortune s'augmenter sans contre-prestation, alors que celle du créancier était diminuée parallèlement. On peut dire aussi que le tiers acquéreur commet un véritable délit civil, et qu'il tombe sous le coup de l'article 1382, en prétendant garder une libéralité, qu'il tient pertinemment d'une personne dont les créanciers ne sont pas payés.

Contre les acquéreurs à titre onéreux, le créancier agissant par l'action paulienne est obligé de prouver la complicité des tiers, leur participation à la fraude résultant de ce qu'au moment de l'acte, ils connaissaient l'insolvabilité de leur contre-partie. Le caractère d'action en indemnité apparaît plus nettement ici, dans l'action paulienne, car l'augmentation du patrimoine du tiers acquéreur s'étant trouvée compensée par la prestation fournie au débiteur, le créancier ne serait pas admis à fonder son recours sur un enrichissement sans cause. La fraude exigée

de la part du tiers résulte suffisamment de ce que celui-ci savait, au moment où il a traité, que le débiteur était déjà insolvable ou que l'acte allait le rendre insolvable.

Cette distinction fondamentale admise, produit des répercussions dans les hypothèses assez fréquentes où le tiers qui avait acquis du débiteur un bien, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, l'a, à son tour, aliéné. La question est alors de savoir dans quelle mesure le sous-acquéreur va être exposé à l'action paulienne. Ici encore une distinction s'impose : 1^o si le droit de l'acquéreur primitif était inattaquable, c'est-à-dire s'il était un acquéreur à titre onéreux, sans aucune complicité dans la fraude commise, les sous-acquéreurs ne pourront être recherchés, alors même qu'ils seraient de mauvaise foi ou qu'ils auraient acquis à titre gratuit ; ils tiennent de leur auteur un droit définitif, et, comme lui, ils échappent entièrement à l'action paulienne ; 2^o l'acquéreur primitif était exposé à l'action paulienne ; en pareil cas, les sous-acquéreurs pourront être recherchés dans les mêmes conditions que l'acquéreur primitif. En d'autres termes, l'action paulienne réussira contre le sous-acquéreur qui a acquis à titre gratuit, ou qui, ayant acquis à titre onéreux, a participé à la fraude. Le sous-acquéreur devra restituer le bien, s'il l'a acquis à titre gratuit, ou si, l'ayant acquis à titre onéreux, il a participé à la fraude. Mais, si le sous-

acquéreur a acquis à titre onéreux de l'acquéreur primitif et n'a pas entendu s'associer à une fraude, il échappe à l'action paulienne comme y aurait échappé son auteur, s'il avait lui-même réuni les conditions nécessaires (1).

Ici encore, la sous-distinction que nous venons d'analyser concorde parfaitement avec le caractère d'action en indemnité que nous reconnaissons à l'action paulienne; une action en nullité permettrait de reprendre le bien entre les mains de tous les sous-acquéreurs, même à titre onéreux et de bonne foi, du moment que la cause de la nullité, c'est-à-dire la fraude, se rencontrait dans l'acte d'aliénation passé par l'acquéreur avec le débiteur primitif. Ce serait le cas d'appliquer le principe en vertu duquel un propriétaire dont le titre est annulable ne peut lui-même transmettre qu'un droit soumis à la même éventualité (art. 2125). Mais telle n'est point la nature juridique de l'action paulienne : elle est simplement un moyen de faire révoquer, dans l'intérêt des créanciers, les actes entachés de fraude. C'est une action personnelle en révocation. Le droit de propriété du premier acquéreur n'était pas menacé par cette action ; il n'était tenu que d'une dette personnelle d'indemnité qui ne grevait pas le bien

1. Cass. civ., 2 février 1852. S. 52. 1. 234. — 25 juin 1895. D. 95. 1. 486. — Req., 25 juin 1895. D. 95. 1. 486.

acquis par lui ; dès lors, une collusion du sous-acquéreur avec le débiteur devient nécessaire pour ouvrir le droit du créancier à une restitution : le sous-acquéreur ne sera tenu de payer une indemnité que s'il a commis une fraude, délit civil, ou, s'il s'est enrichi par une libéralité (les conditions d'exercice de l'action paulienne contre l'acquéreur primitif s'appliquent donc ici d'une manière absolue).

Observons, du reste, que l'impossibilité pour les créanciers d'atteindre les sous-acquéreurs au cas où leur auteur échappait lui-même à l'action paulienne est parfaitement logique : les créanciers ne subissent, par le fait de la revente ou de la donation, aucun préjudice, car ils n'avaient aucune action contre l'acquéreur primitif.

En résumé, lorsque le bien aliéné par le débiteur se trouve entre les mains d'un acquéreur qui, lui-même, n'a pas revendu, les créanciers peuvent exercer l'action paulienne quand cet acquéreur est un donataire ou un acheteur de mauvaise foi. — Si le bien n'est plus entre les mains de l'acquéreur primitif, l'action paulienne ne s'ouvre qu'à deux conditions : 1° qu'elle eût été efficace contre l'auteur ; 2° qu'il y ait eu acquisition à titre gratuit, ou à titre onéreux, mais alors avec complicité de fraude.

Telle est la nature juridique de l'action paulienne et les conséquences qui en découlent au point de vue de ses conditions d'exercice.

§ 3. — *Nature juridique et conditions d'exercice
de l'action en simulation*

La simulation suppose essentiellement une déclaration de volonté apparente faite dans une convention généralement écrite et derrière laquelle se dissimule une autre volonté toute différente. Le Code civil ne contient pas de règle générale à cet égard, et les textes qui sont relatifs à cette matière sont épars dans les titres les plus divers du Code. Étant donné le principe qui domine toute notre législation, la liberté des conventions, les parties contractantes jouissent de la plus grande liberté dans leurs conventions, et la simulation ne constitue pas à elle seule une cause d'annulation des contrats (1). Cela résulte implicitement d'un texte de Code civil, l'article 1321, d'après lequel une convention occulte, modifiant une convention apparente, produit ses effets entre les parties.

La simulation peut porter, soit sur la cause de l'acte, soit sur les obligations qui en résultent. La simulation peut d'abord modifier l'acte ostensible pour en cacher la nature véritable sous une forme empruntée, par exemple, les contractants, désireux de faire une donation, mais peu soucieux de divul-

1. Cf. Planiol, *Traité de droit civil*, 6^e éd., n° 1191.

guer leurs véritables intentions, qualifient leur convention de vente et y insèrent toutes les stipulations d'une vente. On se trouve alors en présence d'un acte déguisé, et cette circonstance n'engendre nullement la nullité de l'acte, sauf dans le cas où la cause véritable serait illicite. Alors, la simulation étant frauduleuse, entraînerait la nullité du contrat : par exemple, deux époux auxquels la loi interdit de se faire des donations irrévocables au cours du mariage, dissimulent une libéralité sous la forme d'une vente. Les droits des créanciers seront ici les mêmes que ceux du débiteur.

Lorsque la fausseté de la cause n'entraînera pas la nullité du contrat, les créanciers devront nécessairement considérer ce contrat comme valable. Ils n'auraient, d'ailleurs, aucun intérêt à l'attaquer : ainsi, dans le cas où le débiteur aurait dissimulé une vente sous les apparences d'une donation, les créanciers n'auront avantage à démontrer le véritable caractère du contrat, puisque, que le contrat soit à titre onéreux ou à titre gratuit, le bien aliéné est sorti du patrimoine du débiteur et échappe au droit de gage général de l'article 2092. Si, au contraire, la cause dissimulée est une cause illicite (donation interdite sous l'apparence d'une vente), les créanciers pourraient agir en nullité, parce que leur débiteur pourrait introduire lui-même une action de cette nature ; mais alors ils se fonderont sur l'article 1166.

Mais la simulation peut avoir une autre portée ; elle a alors pour effet non plus de changer la nature, mais de détruire totalement ou partiellement les effets de l'acte ostensible.

Le débiteur fait avec un tiers une convention qui, en apparence, diminue le patrimoine du débiteur, mais qui, dans la pensée commune des parties, n'est qu'une fiction et ne doit produire aucun résultat. Il s'agit, par exemple, d'aliénations simulées, procédé assez fréquent de la part du débiteur qui cherche à soustraire son actif à la poursuite de ses créanciers. En pareil cas, les créanciers, trompés sur le caractère véritable de l'acte, ont la ressource de l'action en simulation.

La simulation, ainsi étendue, ne doit pas être confondue, soit avec le dol, soit avec la fraude qui donne ouverture à l'action paulienne. Le dol est un vice du consentement : la volonté déclarée par l'une ou l'autre des parties n'a pas été entièrement libre ; au contraire, la simulation laisse absolument libre le consentement des parties contractantes ; c'est sciemment et volontairement que la convention cachée a été conclue par les parties. D'autre part, le dol est nécessairement frauduleux, tandis que la dissimulation d'un contrat déterminé derrière un contrat ou d'une autre nature ne poursuit pas toujours un but illicite ; enfin, le dol est, par définition, une manœuvre employée par l'une des parties

pour tromper l'autre ; la simulation est l'œuvre des deux parties ; elle est dirigée contre les tiers.

Un autre confusion doit être évitée : l'action en simulation doit être soigneusement distinguée de l'action paulienne. Dans les deux cas, sans doute, le débiteur a cherché à nuire à ses créanciers par un acte juridique, et c'est à cet acte que les créanciers s'attaquent en raison du préjudice qu'il leur cause.

Le but poursuivi est donc d'empêcher toujours le débiteur de léser ses créanciers ; mais l'action paulienne suppose un acte sincère par lequel débiteur a diminué son patrimoine par fraude ; dans la pensée des parties, l'acte devait être sérieusement exécuté, et c'est précisément l'exécution de l'acte qui consomme la fraude, (donations, ventes à bas prix, que fait le débiteur en vue de se rendre insolvable). L'action en simulation, au contraire, suppose que d'un commun accord entre les parties, la convention conclue en apparence ne devait produire aucun effet ; la simulation est exclusivement destinée à soustraire un bien du débiteur au gage de ses créanciers : ainsi, une personne vend ostensiblement ses biens, et le contrat porte une somme inférieure au prix réel, ou encore il intervient entre l'acquéreur et le vendeur une contre-lettre qui déclare l'aliénation non avenue. Le débiteur cherche donc à diminuer le gage de ses créanciers sans diminuer en même temps son patrimoine, et

c'est là la distinction essentielle entre l'action en simulation et l'action paulienne.

Cependant, la distinction entre ces deux actions n'a pas toujours été faite par la jurisprudence ; certains arrêts ont commis à cet égard une confusion réelle (1). Mais les décisions les plus récentes ont reconnu définitivement le bien fondé de cette distinction, qui résulte notamment des arrêts suivants : « Attendu que, si une demande en déclaration de simulation a de frappantes analogies avec l'action paulienne, elle se distingue pourtant de celle-ci par quelques traits essentiels ; ainsi, à la différence de l'action paulienne proprement dite, l'action en déclaration de simulation peut être exercée par les créanciers même postérieurs aux actes prétendus fictifs et sans qu'ils aient à justifier que ces actes ont eu pour conséquence l'insolvabilité du débiteur ; pour apprécier le mérite d'une pareille action, il n'y a pas lieu de distinguer si l'acte est à titre gratuit ou à titre onéreux, si le tiers contractant est ou non complice de la fraude, un acte fictif impliquant nécessairement la participation à la fraude de toutes les parties contractantes (2) ». « Attendu, déclare encore la Cour de Bordeaux, que l'action qui a pour objet de faire établir un

1. Voir Toulouse 1^{er} décembre 1837, S. 38.2.500. — Req. 25 janvier 1847, D. 47.4.342. — Nîmes, 18 déc. 1849. S. 50.2.164. — Cass. civ. 2 février 1852, S. 52.1.234. — Rennes, 16 février 1866, S. 67.2.45.

2. Cour de Bordeaux, 5 mars 1896, *Rec. de Bordeaux*, 96.1.241.

acte fictif et simulé ne saurait être confondue avec l'action paulienne, qu'elle peut être formée par des créanciers même postérieurs à l'acte attaqué, et sans qu'ils aient à justifier que l'acte a amené ou aggravé l'insolvabilité du débiteur... Attendu, d'autre part, qu'il est loisible, même aux parties contractantes, d'attaquer un acte pour cause de simulation... (1)

Quel est le caractère juridique, quelles sont les conditions d'exercice de l'action en simulation ?

L'action en simulation est une sorte d'action en nullité ; elle a une existence indépendante à la fois de l'action oblique et de l'action paulienne. Elle est une sorte d'action en nullité, car elle a, en définitive, pour but de détruire l'acte simulé entièrement ; le créancier qui l'exerce demande à faire constater qu'à raison du caractère purement fictif d'un certain acte, certains biens, malgré l'apparence, ne soient point tenus pour sortis du patrimoine de leur débiteur et qu'ils demeurent toujours compris dans leur gage malgré la tentative du débiteur pour les soustraire à leur action. L'acte attaqué au moyen de l'action paulienne existe réellement ; seulement il a un caractère frauduleux qui ouvre une action en indemnité. L'acte attaqué par l'action en simulation n'existe qu'en apparence ; le créancier, en provoquant son

1. Bordeaux, 4 juin 1896, *Pand.*, 97.2.21. — Lyon, 28 février 1884, S. 85.2.129. — Montpellier, 11 juillet 1895, *Moniteur judiciaire du Midi*, 1^{er} déc. 1895.

anéantissement, s'efforce de rétablir la consistance exacte du patrimoine de son débiteur. L'action en simulation appartiendrait donc plutôt à la famille des actions en nullité ; elle est même quelque chose de plus, car le demandeur en nullité est tenu de prouver l'absence d'une condition essentielle à la validité d'un contrat réellement passé, tandis qu'en cas de simulation, le contrat attaqué n'a jamais eu d'existence réelle.

Distincte de l'action paulienne, l'action en simulation ne se confond pas davantage avec l'action oblique ; en effet, par l'action oblique, les créanciers exercent les droits de leur débiteur. Lorsqu'ils demandent à établir la simulation d'un acte, ils agissent de leur propre chef ; d'autre part, les créanciers n'auraient ici aucun avantage d'invoquer l'article 1166. L'action oblique présente, en effet, deux infériorités au moins sur l'action en simulation : les créanciers se prévalant de l'article 1166 pour établir la simulation ne seront admis, la plupart du temps, à prouver la simulation qu'à la condition de produire un commencement de preuve par écrit. Si, au contraire, les créanciers poursuivent en leur nom propre la déclaration de la simulation, ils pourront, en leur qualité de tiers, user de la preuve par témoins et par présomption simple (1). En outre, les créanciers

1. Cass. req., 29 nov. 1897. S. 1902. 1. 15. — Cass. belge, 14 mai 1903. Pas., 1903. 1. 216.

s'appuyant sur l'article 1166, peuvent se voir opposer par le défendeur les mêmes exceptions qui seraient invoquables contre le débiteur, puisque c'est l'action de ce dernier qui est portée en justice. Au contraire, quand les créanciers agissent en leur nom personnel, ils ne peuvent plus être arrêtés par les mêmes moyens.

Quelles sont maintenant les conditions d'exercice de l'action en simulation ? Ayant pour but de fixer la consistance du patrimoine du débiteur, l'action en simulation est essentiellement une mesure conservatoire ; elle a pour objet de déclarer que tel bien continue d'appartenir au débiteur, et, par suite, que les créanciers conservent leur droit de saisie sur ce bien. Elle constitue une mesure qui, sans doute, facilitera une saisie ultérieure, mais qui, pour le moment, ne se rattache nullement à une voie d'exécution ; par conséquent, les créanciers à terme, comme les créanciers conditionnels, auront la faculté d'intenter cette action. Pour les créanciers à terme, le doute n'est pas possible ; les mesures conservatoires sont permises avant l'arrivée du terme, et l'action en déclaration de simulation n'est autre qu'une mesure conservatoire. Mais elle appartient également, au moins dans l'opinion la plus générale, même aux créanciers sous condition suspensive. Car l'action que nous étudions n'a d'autre but que de faire apparaître le gage des créanciers et de le conserver dans sa consistance exacte. Cette solution a

été consacrée dans les termes suivants par un jugement du tribunal civil de la Seine du 15 février 1894 : « L'action en déclaration de simulation ayant pour but, non pas de faire tomber d'une façon absolue les actes contre lesquels elle est dirigée, mais de leur restituer leur véritable caractère, peut, à la différence de l'action paulienne, qui n'appartient qu'à ceux auxquels l'acte attaqué cause un préjudice actuel, être exercée par tous ceux qui ont un intérêt même simplement éventuel, à rétablir la vérité des faits et à déjouer par avance une fraude organisée en vue de l'avenir. En conséquence, celui qui l'exerce n'a besoin de justifier ni d'un titre exécutoire, ni même d'une créance actuelle, certaine, liquide et exigible ; il lui suffit d'invoquer une créance éventuelle ou même une présomption sérieuse de créance (1). »

Nous avons vu, au contraire, que l'action oblique étant à la fois une mesure conservatoire et une mesure d'exécution, n'appartient qu'aux créanciers dont les créances sont exigibles. Quant à l'action paulienne, lui ayant assigné le caractère d'une mesure conservatoire, nous la refusons aux créanciers conditionnels ; mais telle n'est pas l'opinion générale.

Pour exercer l'action en simulation, le créancier n'a pas d'autre justification à fournir que celle de sa créance, l'intérêt qu'il a à agir se trouvant par

1. *Gaz. Pal.*, 1894. 1. 258.

là même établi. On admet donc qu'il n'est nullement nécessaire que le créancier demandeur établisse qu'un préjudice lui a été causé, c'est-à-dire que l'acte apparent a créé ou augmenté l'insolvabilité du débiteur. Le motif en est que l'action en simulation n'est pas destinée, dans la pensée du créancier, à faciliter l'exercice de son droit de saisie en augmentant les biens sur lesquels porte son gage ; le but de l'action est uniquement de faire constater par la justice l'état exact du patrimoine de leur débiteur. Le créancier veut simplement établir que la situation apparente n'est pas conforme à la réalité, et cette constatation n'est de nature à diminuer ni les droits du débiteur ni ceux de la personne qui a contracté avec lui. « Cette constatation, écrit M. Huc, présente un caractère principalement conservatoire ; donc, à la différence de ce qui a lieu pour l'action paulienne, elle pourra être poursuivie sans qu'il soit nécessaire d'établir au préalable l'insolvabilité du débiteur. De plus, les créanciers n'ont pas besoin de démontrer la fraude ; le simple préjudice suffit (1).

Au contraire, les créanciers qui exercent l'action paulienne doivent prouver que l'acte attaqué a déterminé ou aggravé l'insolvabilité du débiteur (2).

Dans l'action en simulation, les créanciers, en

1. Huc, t. VII, n° 231.

2. Cf. Baudry et Barde, t. I, n° 733.

effet, veulent faire constater que tel bien définitivement aliéné est toujours resté dans le patrimoine du débiteur, et que leur droit de gage a été conservé sur ce bien comme sur tous les autres. La preuve de l'insolvabilité du débiteur est donc indifférente, puisqu'il ne s'agit pas d'annuler un acte.

D'autre part, à la différence encore de l'action paulienne, l'exercice de l'action en simulation ne suppose nullement la preuve de la volonté de nuire, du *consilium fraudis* de la part du débiteur. Ainsi, un créancier démontre que son débiteur a simulé au profit d'un tiers la vente d'un de ses immeubles, à un moment, d'ailleurs, où le vendeur n'avait pas encore de dette et agissait uniquement dans le but d'augmenter le crédit de l'acheteur prétendu ; l'intention frauduleuse faisait donc absolument défaut dans l'espèce. Malgré l'absence de cette intention frauduleuse, l'action en déclaration de simulation sera recevable, et on refusera au débiteur le pouvoir de modifier ainsi la véritable consistance de son patrimoine. Peu importe que l'acte fictif ait été exempt de fraude ; il est toujours permis aux créanciers de méconnaître l'apparence matérielle d'un acte et d'en détruire les allégations, pour reconstituer dans sa plénitude le droit de gage qui n'a jamais cessé de leur appartenir (1). Au con-

1. Cass., Req., 25 juillet 1864. S. 64. 1. 452. — Bordeaux, 5 mars 1896 précité.

traire, pour l'action paulienne, l'insolvabilité du débiteur, antérieure à l'acte incriminé, est une des conditions essentielles de l'exercice de cette action.

A plus forte raison, les créanciers qui intentent l'action en déclaration de simulation, agissant en vertu d'un droit qui leur est propre, n'ont pas à établir la complicité du tiers avec lequel a traité le débiteur; tandis que, pour l'action paulienne, une distinction doit être faite, suivant que l'action est à titre onéreux ou à titre gratuit. Cette distinction n'existant pas dans l'action en simulation, la demande pourra être accueillie alors même que le tiers aurait ignoré l'intention qu'avait le débiteur de nuire à ses créanciers.

Signalons encore qu'à la différence de l'action paulienne, dont l'exercice appartient seulement aux créanciers antérieurs en date à l'acte frauduleux, l'action en déclaration de simulation est à la disposition de tous les créanciers indistinctement, qu'ils soient postérieurs ou antérieurs à l'acte argué de simulation. En effet, dans l'action paulienne, les créanciers antérieurs se trouvent en face d'un débiteur qui s'est réellement dépouillé d'une partie de son patrimoine; il en résulte une atteinte au droit de gage de ces créanciers sur l'élément du patrimoine que le débiteur a cherché à leur enlever. Ils avaient pu ne traiter qu'en considération du bien aujourd'hui disparu; rien de plus juste alors que la révo-

cation de l'acte d'aliénation frauduleuse. Mais les créanciers postérieurs en date n'ont fait crédit au débiteur qu'en considération des biens qui lui restaient, les actes d'aliénation antérieurs leur sont absolument indifférents.

Une semblable distinction entre ces deux catégories de créanciers serait complètement dépourvue de fondement, si elle était appliquée à l'action en simulation, qui ne poursuit qu'un seul but : fixer la véritable consistance du gage commun. Le contrat passé par le débiteur étant fictif, il ne saurait avoir pour résultat de modifier la fortune du débiteur, et celui-ci reste au regard de ses créanciers propriétaire des biens qu'il avait en apparence aliénés. Vis-à-vis d'eux, les biens dont il s'agit continuent à être frappés du droit de gage résultant de l'article 2092 ; par conséquent, l'inexistence de l'acte pourra être déclarée à la requête non seulement des créanciers, dont la créance remonte à une époque antérieure à l'acte simulé, mais aussi de ceux dont les créances ont une date postérieure. Pour les deux catégories de créanciers, le bien qui a fait l'objet de l'acte simulé continuait à dépendre, malgré les apparences, du patrimoine du débiteur. En conséquence, il est compris comme les autres biens de celui-ci, dans le gage des créanciers nouveaux. Donc, en cas de vente simulée d'un immeuble, l'action en simulation appartient à tous les créanciers sans distinction,

même à ceux qui sont postérieurs à l'acte incriminé. C'est ce que décide un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 18 février 1884 (1) : « Attendu qu'un tel acte peut être attaqué par les créanciers postérieurs aussi bien que par ceux qui lui sont antérieurs ; qu'en effet, tous les biens qui appartiennent au débiteur sont le gage de tous ses créanciers, quelle que soit la date de leurs créances, puisque la simulation est une fraude aussi bien dans le présent que dans le passé ; qu'une telle action a pour but, non pas en réalité, de faire rentrer un bien dans le patrimoine du débiteur, mais plutôt de faire déclarer qu'il n'en est jamais sorti, et qu'il existe toujours. » L'acte entaché de simulation tend, en effet, à modifier en apparence le patrimoine du débiteur ; en réalité, il ne poursuit qu'un but : diminuer le gage commun des créanciers. Ceux-ci ont donc intérêt, quelle que soit la date de leur créance, à démontrer que le débiteur est resté propriétaire des biens qui semblaient avoir été définitivement aliénés par lui.

Nous savons, au contraire, que l'action paulienne n'est accordée qu'aux créanciers antérieurs à l'acte frauduleux, parce que, l'aliénation étant réelle, ne porte préjudice qu'à cette catégorie de créanciers ; elle ne peut pas nuire aux personnes qui ont traité avec le débiteur sur la seule considération des biens

1. S. 85. 2. 129.

qu'il possédait à ce moment là. La simulation crée une situation toute différente, puisque le bien présenté comme aliéné continue toujours de dépendre du patrimoine de l'obligé, et, par suite, tous les créanciers de celui-ci sont fondés à exiger le rétablissement de la vérité pour déterminer l'importance de leur gage. Toutefois, l'action paulienne serait accordée aux créanciers postérieurs à l'acte attaqué si la fraude avait été organisée précisément en vue de nuire aux personnes qui contracteraient par la suite avec le débiteur (1).

En ce qui concerne l'action en simulation, la jurisprudence a eu souvent à appliquer la règle en vertu de laquelle tous les créanciers antérieurs comme postérieurs à l'acte simulé ont le droit d'établir la situation exacte de la fortune de leur débiteur. Il a été reconnu que des créanciers qui produisent dans un ordre sont recevables à attaquer, pour cause de simulation, un titre de créance antérieur à ceux dont ils sont porteurs. Une collocation peut être rejetée si un créancier postérieur à celui qui a obtenu la collocation prouve que l'obligation souscrite était simulée (2).

Même décision au sujet d'une affectation hypothécaire consentie, en apparence, pour sûreté d'une

1. Cass. civ., 2 février 1852. S. 52. I. 234.

2. Cass., 20 mars 1832. S. 32. I. 442.

ouverture de crédit, mais, en réalité, pour garantir le remboursement d'une dette préexistante ; une telle simulation ayant été employée dans le dessein de masquer aux tiers l'état de gêne du débiteur, a eu pour effet de porter préjudice à ses autres créanciers ; elle est donc attaquable par ceux-ci, pour tout ce qui excède les sommes fournies depuis l'ouverture de crédit (1).

Telle est la nature juridique de l'action en simulation ; telles sont les conséquences qui en dérivent quant à ses conditions d'exercice ; elles diffèrent à de nombreux points de vue de celles auxquelles est subordonnée l'action paulienne. Quant aux différences avec l'action oblique, il est superflu de les signaler ; elles résultent suffisamment de la divergence de la nature juridique de ces deux moyens donnés aux créanciers : l'action oblique tend uniquement à prévenir les conséquences de la négligence du débiteur ; l'action en simulation ne confère aux créanciers l'exercice d'aucun droit appartenant au débiteur ; elle est uniquement destinée à rétablir l'importance du gage commun des créanciers et à démontrer que la diminution de ce gage ne concorde pas avec celle du patrimoine du débiteur.

1. Cass., 14 déc. 1858. S. 60. 1. 187.

CHAPITRE II

COMPARAISON DES EFFETS DE L'ACTION OBLIQUE ET DE L'ACTION PAULIENNE

Nous étudierons, dans trois sections, les effets comparés de l'action oblique et de l'action paulienne :

1° Dans les rapports du créancier qui intente ces actions, et du tiers défendeur ;

2° Dans les rapports du tiers défendeur avec le débiteur ;

3° Dans les rapports du créancier poursuivant avec les autres créanciers du même débiteur.

PREMIÈRE SECTION

EFFETS COMPARÉS DE L'ACTION OBLIQUE ET DE L'ACTION PAULIENNE DANS LES RAPPORTS DU CRÉANCIER QUI INTENTE CES ACTIONS ET DU TIERS DÉFENDEUR.

Nous aurons à nous poser les questions suivantes :

1° La situation du créancier est-elle la même dans ces deux actions ?

2° Y a-t-il symétrie entre les droits que le créancier peut exercer en vertu de l'article 1166 et les actes qu'il peut attaquer conformément à l'article 1167 ?

3° Que peut demander le créancier au tiers poursuivi, soit par l'action oblique, soit par l'action paulienne ?

4° Quels sont les moyens de défense opposables par le tiers poursuivi ?

5° Enfin, que va obtenir le créancier poursuivant, soit quand il exerce l'action oblique, soit quand il invoque l'action paulienne ?

§ 1. — *Situation juridique du créancier agissant soit par l'action paulienne, soit par l'action oblique.*

Qu'il s'agisse de l'action oblique ou de l'action paulienne, le créancier cherche à se garantir contre une diminution réelle du patrimoine du débiteur, résultant soit de la négligence de celui-ci, soit d'une fraude caractérisée. Le but poursuivi par le créancier est donc le même dans les deux hypothèses : maintenir, conserver ou réintégrer dans le patrimoine du débiteur les éléments du droit de gage institué par l'article 2092 du Code civil. « Du moment que le

créancier a comme gage l'ensemble du patrimoine de son débiteur, il peut exiger que ce patrimoine soit conservé et qu'il reçoive les accroissements que les circonstances comportent, par conséquent que les droits qu'il renferme soient exercés ; de là, la faculté qui lui est reconnue de les exercer lui-même au nom du débiteur, si celui-ci néglige de les exercer, à plus forte raison s'il refuse de le faire... Une autre faculté résulte pour le créancier du droit de gage général. Il peut attaquer les actes faits par le débiteur en fraude de ses droits (art. 1167) ; c'est l'action révocatoire ou paulienne dont nous avons déjà rencontré plusieurs applications. L'idée est toujours la même : du moment que le créancier a comme gage le patrimoine de son débiteur, il a droit à ce que ce patrimoine ne soit pas frauduleusement diminué et dénaturé ou détourné à son détriment ; d'où la faculté d'attaquer, en son nom personnel, c'est-à-dire à raison de sa qualité de créancier, les actes faits en fraude de ses droits » (1).

L'article 1166 permet aux créanciers d'exercer les droits de leur débiteur, en vue de se faire payer sur le prix des biens qui dépendent de son patrimoine. L'article 1167 confère aux créanciers la faculté de faire annuler l'acte frauduleux par lequel le débiteur

1. Beudant, *Cours de droit civil français. Les contrats et les obligations*, nos 461 et 462.

s'est dépouillé de ses biens. C'est à la fois un acte conservatoire et une mesure d'exécution auxquels les créanciers recourent dans le premier cas ; c'est une action en indemnité qu'ils intentent dans la seconde hypothèse, parce que le débiteur n'avait pas la faculté de diminuer frauduleusement son patrimoine au détriment de ses créanciers. Un lien très étroit unit ainsi ces deux actions. Par l'action oblique, les créanciers ne peuvent exercer que les droits attachés à la personne de leur débiteur. Par l'action paulienne, ils ne sont admis à faire annuler que les actes réalisant l'aliénation d'un droit non exclusivement attaché à la personne. Le but de ces actions est donc le même.

On conçoit dès lors qu'elles puissent se compléter l'une par l'autre ; un créancier peut les exercer cumulativement. En vertu de l'action oblique, il peut exercer les droits de son débiteur ; puis, si celui-ci renonce frauduleusement à ses droits, l'acte de renonciation sera exposé à l'action paulienne (1). La Cour de cassation de Belgique admet aussi que l'action oblique et l'action paulienne se complètent mutuellement, et que l'action paulienne permet de faire tomber les actes destinés à empêcher le créancier d'exercer ses droits (2). La situation du créancier agissant

1. Trib. civ. Nantes, 12 juillet 1906. — Gaz. Pal., 1906, 2, 366.
— Cour de Lyon, 8 déc. 1908. — Gaz. Pal., 17 janvier 1909.

2. Cass. Belge, 29 mai 1902, Pas. 1902, 1, 255.

se caractérise donc, dans les deux cas, par un trait commun : il s'agit, pour lui de se prémunir contre la négligence ou la fraude du débiteur.

La situation du tiers défendeur varie, au contraire, dans les deux hypothèses. S'il est attaqué par l'action oblique, il se trouve avoir en face de lui dans l'instance un demandeur qui n'est pas son propre créancier, qui est seulement l'ayant-cause de son créancier direct. Dès lors, le demandeur est en mesure d'opposer les moyens de défense dont il pouvait se servir contre son créancier direct. Au contraire, le tiers défendeur à l'action paulienne se trouve en face d'un adversaire qui agit personnellement, en vertu d'un droit qui lui appartient en propre ; d'où l'impossibilité, pour le défendeur, de se dérober à la poursuite. Il est, en effet, détenteur d'une valeur qui avait été soustraite par fraude au gage commun des créanciers de l'aliénateur ; si sa mauvaise foi est prouvée, ou s'il est acquéreur à titre gratuit, il est débiteur d'une restitution à l'égard des créanciers qui ont intenté l'action paulienne.

§ 2. — *Quels sont les droits du débiteur que le créancier peut exercer en vertu de l'action oblique ou attaquer en vertu de l'action paulienne.*

L'article 1166 contient une formule très large : les créanciers peuvent exercer *tous* les droits et actions

de leur débiteur. A cette règle générale, l'article 1166 apporte une restriction relative aux droits qui sont attachés à la personne ; le principe est posé d'une manière tellement obsolue, qu'il vise tous les droits et actions ayant un caractère patrimonial. Sont, au contraire, en dehors du domaine de ce texte les droits dont l'objet est étranger au patrimoine, c'est-à-dire qui n'ont pas pour but d'augmenter la fortune du débiteur ou d'en empêcher la diminution.

Par suite, échappent à la mainmise des créanciers les droits relatifs à l'état des personnes et aux rapports de famille (1) ; c'est ainsi que les créanciers n'auront pas la faculté d'exercer, au nom de leur débiteur, une action en réclamation d'état en tant, du moins, qu'elle appartient au mari, ni une action en contestation de légitimité ; ils ne peuvent pas exercer davantage une action en annulation de mariage, en raison d'une nullité relative : ni les droits que la loi accorde aux père et mère sur la personne ou les biens de leurs enfants.

D'autre part, certaines actions, bien que patrimoniales par leur objet, échappent à l'application de la règle posée dans l'article 1166, si elles ont pour fondement un droit insaisissable (comme une créance d'aliments, un droit d'usage ou d'habitation) ; *a fortiori*, la règle de l'article 1166 est-elle étrangère aux

1. Cf. Baudry et Barde, t. I, n^{os} 593 et 594.

droits fondés sur un intérêt exclusivement moral (droit de demander la révocation d'une donation pour cause d'ingratitude, par exemple).

Il y a, d'autre part, des droits de caractère pécuniaire qui reposent sur l'appréciation d'un intérêt moral, exemple : le droit, pour la femme, d'intenter une action en séparation de biens contre son mari, la demande en réparation d'injures ; des droits de ce genre ne pourront être exercés par les créanciers (1).

Nous rencontrons précisément parmi les droits dont la mise en œuvre échappe à l'action paulienne ceux que les créanciers ne sauraient exercer par l'action oblique.

En effet, l'action paulienne ne peut s'attaquer qu'à des actes qui ont engendré l'insolvabilité du débiteur ou augmenté une insolvabilité préexistante ; les actes dont il s'agit ne peuvent être relatifs qu'à des droits d'ordre patrimonial ; il serait absolument indifférent aux créanciers que le débiteur ait renoncé à des droits incessibles ou insaisissables, puisque, même rentrés dans le patrimoine du débiteur, ces droits échapperaient à tout exercice par les créanciers. Pour la même raison, l'acte du débiteur ne peut pas tomber sous le coup de l'action paulienne, s'il se réfère à un droit essentiellement attaché à la personne. « Pour que l'action paulienne soit possible,

1. Cf. Planiol, t. II, n° 286.

écrit M. Planiol, il est nécessaire que l'acte ait porté sur une valeur saisissable par les créanciers et comprise dans leur gage. A ce point de vue, il y a concordance entre les deux articles 1166 et 1167 ; si le droit aliéné par le débiteur était exclusivement attaché à sa personne, son sacrifice n'a pas nui aux créanciers, et ils ne peuvent être question de le révoquer (1) ». Qu'ils invoquent l'article 1166 ou l'article 1167, les créanciers cherchent toujours à conserver sur leur gage général tous les éléments du patrimoine de leur débiteur ; il est évident, dès lors, que les renonciations frauduleuses à des droits exclusivement personnels ou insaisissables ne peuvent être annulés en vertu de l'article 1167 (2).

Il y a donc, dans une large mesure, symétrie entre les droits que le créancier peut exercer par l'action oblique et les actes qu'il peut atteindre par l'action paulienne.

§ 3. — *Que peut demander le créancier aux tiers poursuivis soit par l'action oblique, soit par l'action paulienne ?*

Examinons la question d'abord au regard de l'action oblique. Le créancier qui exerce les droits

1. Planiol, t. II, n° 310.

2. Baudry et Barde, n° 697.

de son débiteur est-il obligé de limiter sa demande au montant de ce qui lui est dû personnellement, quand la somme due par le tiers poursuivi est supérieure, ou bien a-t-il la faculté de poursuivre le tiers pour la totalité de ce que celui-ci doit au débiteur dont le droit est exposé ?

Pour certains auteurs, le créancier ne peut exercer l'action de son débiteur que dans les limites de sa créance (1). Toutefois, M. Demolombe concède que si, en principe, le créancier poursuivant a qualité pour agir en vue d'obtenir la qualité de sa créance, il a la faculté d'exercer le droit de son débiteur dans toute son étendue, quelle que soit l'importance de sa créance personnelle, « à raison de l'éventualité de l'intervention des autres créanciers qui peuvent demander à être payés concurremment ».

Tel est bien, en effet, le motif qui doit conduire à décider que le créancier est fondé à exercer l'action de son débiteur dans toute son étendue. On a dit, sans doute, que l'intérêt est la mesure des actions ; dès lors, celle du créancier doit se restreindre aux limites de sa créance. En réalité, comme le remarque M. Laurent, le créancier n'exerce pas son propre droit, le chiffre de sa créance est indifférent ; c'est le droit de son débiteur qu'il exerce, et ce droit est

1. Dalloz, *Jurisprudence générale*, V. *Action oblique*, n° 949. — Demolombe, t. XXV, n° 118.

indivisible dans les rapports du tiers et du débiteur. « Les créanciers, enseigne M. Laurent, agissent directement dans l'intérêt de leur débiteur et indirectement dans leur propre intérêt ». Le créancier a donc le droit de conclure à une condamnation totale, quel que soit le chiffre de sa propre créance ; il s'est substitué au débiteur ; c'est l'action même de ce dernier qu'il exerce. Il est devenu, en quelque sorte, son mandataire légal ; son rôle est donc d'accomplir tous les actes dont l'exercice appartient au débiteur ; il a la faculté de déduire en justice le droit tout entier de ce dernier.

D'ailleurs, en pratique, la controverse n'offre pas un grand intérêt, car le créancier ne peut pas refuser le paiement de sa propre créance quand le tiers poursuivi le lui offre ; or, toute personne étant admise à payer au lieu et place du débiteur, le créancier pourra être désintéressé par le défendeur ; n'ayant plus d'intérêt personnel à agir, il cessera la poursuite. En définitive, théoriquement, le créancier qui intente l'action oblique, exerce pour la totalité l'action de son débiteur, même quand le chiffre de sa créance personnelle est inférieur, mais, pratiquement lorsqu'il recevra son paiement, il arrêtera l'instance. Les autres créanciers deviendront alors libres d'agir contre le tiers débiteur pour le surplus de la dette de ce dernier.

Au surplus, malgré la mainmise des créanciers

sur les droits du débiteur négligent, celui-ci conserve la faculté, tant qu'il n'y a pas eu de jugement prononcé devenu définitif, de se substituer à ses créanciers et d'arrêter ainsi l'action mise en mouvement par ces derniers. Notamment, il a été décidé que le débiteur conserve le droit de mettre fin au procès par une transaction ou un acte équivalent (1).

Relativement à l'exercice de l'action paulienne, la situation du créancier n'est plus la même. C'est en son nom personnel qu'il agit, et non pas au nom de son débiteur. Les créanciers demandent la révocation des actes accomplis par le débiteur en fraude de leurs droits, en vue de se faire payer lorsque les biens aliénés par ces actes seront rentrés dans le patrimoine du débiteur. Comme conséquence de cette annulation, les créanciers exerceront leur droit de gage et obtiendront ainsi satisfaction. Les créanciers peuvent agir contre les tiers acquéreurs de mauvaise foi, parce que leur complicité avec leur débiteur les a rendus coupables d'un véritable délit, et contre les tiers acquéreurs à titre gratuit même de bonne foi, parce que ceux-ci ne sauraient prétendre s'enrichir au détriment des créanciers du donateur. Dès lors, peu importe le chiffre de la créance du demandeur ; celui-ci peut agir en révocation d'un

1. Cass. req., 18 février 1862, S. 62, 1, 415. — Amiens, 6 avril 1901, D. 03, 2, 21.

acte portant sur une aliénation d'une valeur bien supérieure au chiffre de sa propre créance.

Toutefois, nous pensons que, comme dans l'action oblique, le tiers défendeur aurait la faculté d'arrêter l'action paulienne en désintéressant le créancier demandeur. Le fondement des deux notions est, en effet, le même : il s'agit de sauvegarder les intérêts des créanciers ; par conséquent, dans l'une comme dans l'autre, dès le moment où les créanciers ont reçu satisfaction, ils perdent logiquement leur droit de poursuite contre le tiers. L'action paulienne est, en effet, essentiellement une action en indemnité, qui poursuit la réparation d'un dommage. Du moment que le préjudice est effacé, l'action échappe aussitôt au créancier poursuivant, car, n'ayant plus d'intérêt, il n'est pas recevable à continuer l'instance (1). « Le principe même que l'on peut arrêter une action en désintéressant celui qui l'exerce va de soi (2). »

En résumé, dans l'action oblique, le créancier qui poursuit le tiers défendeur exerce dans leur intégralité les droits et actions de son débiteur. Au moyen de l'action paulienne, il demande la révocation des actes frauduleux accomplis par son débiteur ; mais, là encore, peu importe le chiffre de la créance ; dans l'une comme dans l'autre hypothèse,

1. Baudry et Barde, t. I, n° 724 ; Laurent, t. XVI, n° 791 ; Aubry et Rau, t. IV, p. 132.

2. Baudry et Barbe, n° 724.

la qualité de créancier suffit pour agir. Seulement, qu'il soit en butte à l'action oblique, ou défendeur à l'action paulienne, le tiers pourra toujours désintéresser le créancier et arrêter du même coup l'instance, puisque le créancier payé se trouve désormais sans droit.

Mais alors une autre question surgit : le tiers défendeur au procès n'a-t-il pas d'autres moyens d'arrêter la poursuite ? Ne peut-il pas se prévaloir, à l'encontre du demandeur, des exceptions qu'il était en mesure d'invoquer contre son propre créancier dont les droits ou les actes sont aujourd'hui exercés ou critiqués par d'autres personnes ?

§ 4. — *Des moyens de défense opposables
par le tiers poursuivi*

Examinons successivement le cas où le créancier agit par l'action oblique et celui où il intente l'action paulienne.

1^o Le créancier qui exerce l'action oblique cherche à éviter d'être victime de l'abstention de son débiteur. Il agit dans son propre intérêt ; son but est d'obtenir son paiement sur le prix des biens qu'il fera rentrer dans le patrimoine de son débiteur. C'est uniquement pour atteindre ce but qu'il exerce le droit de ce dernier ; le créancier, en réalité, ne se

comporte pas comme un mandataire. Il se borne à se présenter devant la justice au nom du débiteur ; la conséquence est que le défendeur doit se trouver dans la même situation que si l'instance était engagée par son créancier direct, débiteur du poursuivant. Dès lors, le défendeur pourra opposer aux créanciers tous les moyens et exceptions qu'il aurait pu invoquer contre le débiteur : les créanciers ne sont que des ayants cause et ne peuvent invoquer plus de droits que le débiteur (1).

Les applications de l'idée que, malgré la présence du créancier au débat, la personne du débiteur est seule en cause, sont multiples : il a été décidé que, quand les créanciers exercent, du chef de leur débiteur, une action en nullité, le défendeur est certainement recevable à leur opposer l'exception déduite de la confirmation par le débiteur de l'acte attaqué (2). Il y a, d'autre part, impossibilité, pour les créanciers, d'agir en révocation d'une donation pour inexécution des conditions quand le débiteur a renoncé à son action en résolution (3). Le créancier peut être arrêté dans son action par une exception de compensation opposée du chef du débiteur (4).

1. Demolombe, t. XXV, n° 116. — Laurent, t. XVI n° 401. — Huc, t. VII, n° 186. — Aubry et Rau, t. IV, p. 121, § 312, texte et note 15. — Planiol, t. II, n° 291.

2. Bordeaux, 4 août 1836. S. 37. 2. 100.

3. Cass., 23 mai 1855. S. 55. 1. 417.

4. Cass., 10 juillet 1867. D. 67. 1. 344.

D'autre part, si le débiteur a confirmé une convention portant en elle une cause de nullité, les créanciers n'ont plus à leur disposition l'action en nullité. Ainsi, lorsque le débiteur accepte un partage entre vifs qui porte atteinte à sa réserve, ses créanciers ne sont pas admis à l'attaquer de son chef (1). Signalons encore que, dans l'hypothèse où un mari, qui aurait vendu, sans le concours de sa femme, un immeuble appartenant à celle-ci, deviendrait, par la suite, propriétaire de cet immeuble, ses créanciers n'auraient pas le droit de faire annuler la vente, ils seraient repoussés, comme le mari lui-même, par l'adage « qui doit garantie ne peut évincer » (2). Dans tous ces cas, les créanciers poursuivants ne peuvent pas agir parce que leur droit se mesure sur celui du débiteur.

Ce ne sont pas seulement les exceptions existant avant la mise en œuvre des droits du débiteur qui sont invocables contre les créanciers poursuivants ; ceux-ci peuvent se voir arrêtés même par les exceptions qui procèdent d'une cause postérieure à l'introduction de l'instance. C'est toujours la conséquence de la même idée, savoir que le débiteur lui-même est censé exercer l'action. Ainsi, le débiteur conserve encore le droit, malgré l'exercice de son action par

1. Cass., req., 8 mars 1854. S. 54. 1. 684.

2. Grenoble, 10 mai 1892. D, 92. 2. 518.

ses créanciers, de s'entendre avec le tiers poursuivi et de mettre fin au procès par une transaction ou un acte équivalent.

Certains auteurs en ont douté et ont soutenu que le créancier poursuivant était assimilable à un créancier saisissant ; par suite, que le droit exercé ne pouvait plus leur être soustrait (1). Mais la jurisprudence a repoussé ce raisonnement, en démontrant que l'action de l'article 1166 n'équivaut point à une mainmise sur les biens du débiteur : « Attendu que si, en vertu de l'article 1166, les créanciers peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur, il n'en résulte pas que la loi leur accorde une mainmise sur ces droits ; que celui-ci n'en dispose pas moins la libre disposition, qu'il peut en user comme bon lui semble, de même y renoncer, pourvu qu'il ne fasse aucun acte en fraude du droit de ses créanciers (2). » L'action oblique impliquant que les créanciers agissent au nom du débiteur et n'exercent point un droit personnel, le débiteur peut, en cours d'instance, se prévaloir de son droit et arrêter l'action que son créancier a mise en œuvre.

Le tiers poursuivi aurait également le droit d'opposer au créancier l'exception de compensation, alors

1. *Sic*, Labbé, *Revue critique*, t. IX, p. 221. — Demolombe, t. XV, n° 120.

2. Cass. req., 18 février 1862. S. 62. 1. 415. et Amiens, 6 avril 1901. D. 1903. 2. 21.

même que sa créance contre le débiteur commun serait née postérieurement à l'assignation. Sans doute, le tiers saisi n'est pas admis à opposer la compensation au saisissant (art. 1298) ; mais cette différence provient de ce que le tiers saisi ne peut pas faire un paiement valable entre les mains du saisi, tandis que la personne assignée en vertu de l'article 1166 conserve le droit de payer le débiteur.

Mais il ne faudrait pas aller trop loin dans cette voie, et assimiler à l'exception de compensation une demande reconventionnelle : « La compensation et la reconvention ont des caractères essentiellement différents, déclare la Cour de cassation... En effet, la compensation est un paiement qui s'opère de plein droit, par la seule force de la loi, même à l'insu du débiteur ; tandis que, dans le cas de la reconvention, le défendeur ne se borne pas à opposer une simple exception ; il forme une véritable action dont l'objet est de faire constater et reconnaître la dette, et qui doit être instruite et jugée par le tribunal saisi de la demande principale (1). En effet, le créancier poursuivant n'est pas le représentant du débiteur ; le défendeur est donc tenu de mettre en cause le débiteur dont le droit est exercé, pour former une demande reconventionnelle (2).

1. Cass. req., 1^{er} juillet 1851. D. 1851. I. 192.

2. Cass. req., même arrêt.

Telles sont les conséquences de l'idée que le créancier poursuivant est dans la même situation que si l'action était mise en œuvre par le débiteur lui-même.

II. — Considérons maintenant un créancier qui exerce l'action paulienne. L'action paulienne est de tout autre nature que l'action oblique ; ce n'est pas contre la négligence, c'est contre la fraude de son débiteur que le créancier cherche à se prémunir, et c'est un droit propre qu'il exerce ; en conséquence, le tiers défenseur, lorsqu'il est dans les conditions voulues pour que l'action réfléchisse contre lui, ne saurait échapper à la poursuite, en invoquant les exceptions dont il aurait pu se prévaloir contre le débiteur. Il est tenu d'une indemnité ou d'une restitution vis-à-vis du demandeur ; en conséquence, il n'a qu'un moyen pour conserver le bien dont le créancier réclame l'abandon à son profit : c'est de payer à ce dernier le montant de sa créance, car le demandeur ne cherche pas à atteindre un autre résultat. En dehors du paiement, le tiers défendeur ne pourrait résister avec succès à la demande que s'il détient le bien en vertu d'une acquisition à titre onéreux et à charge de prouver sa bonne foi.

On s'est demandé cependant si, au cas d'une donation d'immeuble par le débiteur, le tiers défendeur pourrait, en justifiant de sa bonne foi, opposer

au créancier la prescription acquisitive de dix à vingt ans, établie par l'article 2265. Il faut répondre négativement : la prescription visée par ce texte a pour but de permettre au possesseur d'arriver à la propriété, lorsque l'immeuble a été acquis à un *non domino*, et elle constitue alors un moyen de défense contre l'action en revendication intentée par le vrai propriétaire. Or, ici, la situation est toute différente. Le tiers défendeur tient l'immeuble du véritable propriétaire ; la prescription ne lui est pas utile pour arriver à la propriété ; ce n'est point une action en revendication qu'intente le créancier ; celui-ci réclame simplement la réparation du préjudice que lui a causé l'acte passé en fraude de ses droits. Au surplus, « à quoi servirait à l'acquéreur de répondre qu'il est devenu propriétaire par la prescription ? Les créanciers seraient en droit de lui répéter que sa qualité de propriétaire ne peut pas le mettre à l'abri de leurs poursuites, puisqu'ils prétendent non pas que cette qualité lui fait défaut, mais bien qu'elle résulte pour lui d'un acte accompli par leur débiteur en fraude de leurs droits. Il faut, en conséquence, écarter ici l'application de l'article 2265 » (1).

S'il y avait eu aliénation d'un meuble à titre gratuit, le donataire, malgré sa bonne foi, ne serait pas mieux fondé à se prévaloir de la disposition de l'ar-

1. Baudry et Barde, t. I, n° 727.

ticle 2279 : « En fait de meubles, la possession vaut titre. » Ce texte contient une règle de même nature que celle formulée par l'article 2265 ; elle permet au possesseur de triompher de la revendication lorsqu'il a acquis à *non domino*. Mais elle ne peut pas servir aux acquéreurs de meubles, pour écarter l'action, toute différente, par laquelle les créanciers de leur auteur agissent en nullité de l'aliénation consentie (1). Il reste alors une question commune à l'action oblique et à l'action paulienne : celle de savoir si le tiers défendeur serait fondé à opposer au créancier poursuivant une exception tendant à obliger ce dernier à discuter préalablement les biens du débiteur.

Il est certain que le droit romain autorisait cette discussion (2). Le droit romain ne connaissait pas l'action oblique, mais l'action paulienne lui apparaissait comme un incident de la procédure de la *venditio bonorum*. Après la saisie des meubles, puis des immeubles, si le prix de vente n'apparaissait pas comme suffisant pour désintéresser les créanciers, le *curator bonorum* avait mission de rechercher les actes frauduleux par lesquels le débiteur avait pu diminuer son patrimoine, et de les faire annuler. L'action paulienne était ainsi un moyen subsidiaire auquel il n'était possible de recourir

1. Baudry et Barde, t. I, n° 728.

2. Dig., *De re judicata*, loi XV, § 2.

qu'après la discussion des biens du débiteur. Mais, dans l'ancien droit français, la situation changea. Le tiers défendeur ne fut plus admis à se prévaloir du bénéfice de discussion (1).

Quelle est la solution qu'il convient d'accepter dans le droit actuel? Une distinction nous paraît s'imposer entre l'action oblique et l'action paulienne. Relativement à l'action oblique, la négative doit être adoptée; en effet, qu'est-ce que cette action, sinon le droit même du débiteur qui est mis en mouvement? Or, le tiers défendeur n'aurait pu opposer aucune exception à la poursuite de son propre créancier. Comment pourrait-il prétendre à une situation meilleure, lorsque l'action de son créancier est mise en œuvre par autrui? Il ne nous semble donc pas juridique d'admettre, avec M. Demolombe, que, si le débiteur est solvable et que le créancier puisse facilement obtenir son paiement sur le surplus du patrimoine, les juges aient le droit d'écarter l'action des créanciers: « Les tribunaux, enseigne M. Demolombe, ont un pouvoir souverain à l'effet d'apprécier si la demande du créancier est fondée; or, le créancier n'est autorisé à agir contre le tiers, au nom de son débiteur, que dans l'intérêt de sa créance afin d'en obtenir le paiement; donc, il n'a pas intérêt,

1. Voir les renseignements donnés par Labbé, *Revue critique*, t. IX, p. 214.

ni par suite qualité, lorsque le paiement de sa créance est assuré sur les autres biens de son débiteur. » (1) Ce tempérament ne saurait être admis. Quelle que grave que soit l'ingérence du créancier dans la gestion du patrimoine du débiteur, le tiers poursuivi par l'action oblique n'a pas à connaître des motifs de cette ingérence. Ce n'est pas davantage le rôle du tribunal de rechercher si le créancier n'aurait pas été mieux inspiré en s'en prenant au surplus de l'actif du débiteur. Du moment que le demandeur se présente comme un créancier, et qu'il justifie de sa qualité, le tiers défendeur est obligé de subir la poursuite, sinon l'article 1166 ne constituerait plus une mesure de sauvegarde efficace des intérêts des créanciers.

A l'inverse, il faut reconnaître au tiers défendeur le droit d'opposer le bénéfice de discussion au créancier qui le poursuit par l'action paulienne. Le but de cette action est, en effet, d'indemniser le créancier du préjudice subi par l'aliénation frauduleuse. Et le créancier dispose ici d'un moyen très efficace, puisque l'action paulienne rendra saisissable à son profit le bien que le débiteur aura aliéné par mauvaise foi.

La gravité du résultat autorise le recours au bénéfice de discussion. En effet, s'il est démontré que le débiteur possède un acte suffisant pour satisfaire ses

1. Demolombe, t. XXV, n° 114.

créanciers, l'une des conditions de l'action paulienne, l'insolvabilité, ne se rencontre plus, et le débiteur avait toute liberté pour disposer du bien dont l'aliénation est aujourd'hui critiquée par ses créanciers (1). Mais, si le tiers défendeur s'abstient d'opposer ce moyen, les juges ne peuvent pas ordonner d'office la discussion, car le silence du défendeur équivaut à une reconnaissance tacite de l'insolvabilité du débiteur (2). De la part du défendeur, la discussion peut être requise en tout état de cause, et c'est au créancier qu'il incombe de faire l'avance des deniers suffisants pour y procéder et de rechercher les biens du débiteur. Cependant, si les autres biens formant l'actif du débiteur étaient litigieux ou situés à l'étranger, le tiers défendeur ne serait pas fondé à exiger, en pareil cas, la discussion (3).

§ 5. — *Que va obtenir le créancier poursuivant soit quand il exerce l'action oblique, soit quand il invoque l'action paulienne ?*

Relativement d'abord à l'action oblique, ce n'est point le paiement de sa créance que le créancier poursuivant réclame au tiers défendeur. Il n'a pas

1. Cf. Baudry et Barde, t. I, n° 653 ; Laurent, t. XVI, n° 437.

2. Baudry et Barde, t. I, n° 653.

3. Baudry et Barde, t. I, n° 654 et 655.

le droit d'exercer directement une poursuite contre lui, puisque le défendeur n'a jamais contracté aucune obligation envers le demandeur : le créancier cherche simplement à maintenir intact le patrimoine du débiteur, c'est-à-dire, à conserver dans sa plénitude le droit de gage que l'article 2092 lui confère sur ce patrimoine. Par conséquent, le but essentiel de l'action, c'est de conserver au bénéfice du débiteur les droits que celui-ci néglige d'exercer.

Mais le créancier peut-il aller plus loin ? Peut-il faire ordonner par le tribunal saisi de l'action oblique, des mesures de nature à assurer le recouvrement de sa créance ? Pour nous, l'action oblique, étant à la fois un acte conservatoire et une mesure d'exécution, doit permettre au créancier de demander des précautions de ce genre ; car, en définitive, le but qu'il poursuit est d'obtenir son paiement. Telle paraît être l'opinion de la jurisprudence ; déjà, par un arrêt du 18 juillet 1838 (1), la Cour de Cassation avait admis que le créancier, en intentant l'action oblique, pouvait se prémunir par avance contre les actes de disposition que le débiteur serait tenté d'accomplir sur le droit rentré dans son patrimoine. A une époque récente, la Cour suprême persiste dans la même doctrine ; elle admet que le créancier qui use de l'action oblique peut, dans l'instance ainsi

1. S. 38. 1. 603,

engagée, faire ordonner par le tribunal, contre le débiteur qui se trouve en cause, toutes les mesures de nature à lui faciliter le recouvrement de ses créances (1).

Les mesures qui ont été ainsi autorisées par la Cour de cassation se bornent, en définitive, à consacrer au profit du créancier les droits que celui-ci tient des articles 2092 et 2093. Comme le remarque M. Tissier, « il y a un lien nécessaire entre les deux choses : l'exercice de l'action du débiteur et le paiement du créancier. C'est l'action du débiteur que le créancier exerce, mais il agit en vertu d'un droit propre que la loi lui donne, et qui a pour but et pour raison d'être de procurer le paiement de la créance. Il y a donc lieu de prendre les mesures qui, suivant le cas, permettront d'atteindre ce résultat ». D'autre part, cette manière d'agir simplifie la procédure, diminue les frais, car elle permet au créancier de former en même temps et dans la même instance une demande tendant à obtenir son paiement. Cette solution, qui se justifie par ses intérêts pratiques, nous paraît conforme à la nature juridique de l'action oblique qui, par son caractère mixte, participe à la fois aux actes conservatoires et aux mesures d'exécution.

En ce qui concerne l'action paulienne, son résultat

1. D. 03. 1.454; S. 04. 1.289. Note de M. Tissier.

va être l'annulation de l'acte frauduleux qui avait porté atteinte au droit du créancier sur le patrimoine de son débiteur. Si cet acte avait consisté dans une aliénation, le bien rentre dans le patrimoine du débiteur et, dès lors, le créancier demandeur peut pratiquer sur ce bien une saisie (1).

D'autre part, le bien rentré, grâce à l'action paulienne, dans le patrimoine du débiteur, est censé n'en être jamais sorti, ce qui entraîne des conséquences importantes : les immeubles qui reviennent dans le patrimoine du débiteur sont immédiatement grevés des hypothèques judiciaires obtenues par les créanciers dans l'intervalle qui s'est écoulé entre l'acte frauduleux d'aliénation et l'admission de l'action paulienne, et ces hypothèques les atteignent à partir du jour où les intéressés les ont inscrites (2). Si l'acte frauduleux avait pour objet la constitution d'un droit réel, tel qu'une servitude ou un usufruit sur l'un des biens du débiteur, ce bien, dans la vente qui en sera faite à la requête des créanciers demandeurs, devra être considéré comme libre de cette charge (3).

L'action paulienne est, sans doute, une action personnelle en indemnité, mais l'indemnité consiste précisément dans la révocation de l'acte frauduleux, révocation analogue à celle qu'entraînerait le succès d'une

1. Cf. Baudry et Barde, t. I, n° 709.

2. Cass. req., 11 nov. 1878. S. 79. I. 157.

3. Baudry et Barde, t. I, n° 709. — Demolombe, t. XXV, n° 262.

action en nullité. C'est d'ailleurs pour ce motif, nous l'avons montré, qu'il y a peu d'intérêt à discuter, quant à la nature juridique de l'action paulienne, si elle est une action en indemnité ou une action en nullité. L'indemnité qu'obtient le créancier n'est point une condamnation à une somme d'argent représentant le préjudice subi par lui ; c'est le retour, dans l'actif du débiteur, des valeurs qui en avaient été frauduleusement détournées (1).

Si le tiers défendeur est un acquéreur à titre gratuit ou un acquéreur à titre onéreux de mauvaise foi, il doit être assimilé à un possesseur de mauvaise foi ; il est tenu, par suite, de restituer sans distinction tous les fruits et intérêts qu'il a perçus, et même ceux qu'il a négligé de percevoir (art. 549, 550 et 1378) ; d'après ces textes, le possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il est de bonne foi, et la même règle s'applique, d'après l'article 1378, à celui qui a reçu le paiement de l'indû. Si le tiers défendeur est dans l'impossibilité de restituer la chose qu'il a frauduleusement acquise, soit qu'elle ait péri, soit qu'il l'ait vendue à une personne de bonne foi, il demeure toujours responsable même d'une perte survenue par cas fortuit, et c'est, dans tous les cas, la valeur même de la chose qu'il doit restituer au créancier demandeur. Il serait même tenu de resti-

1. Baudry et Barde, n° 719.

tuer le prix encaissé par lui au cas où le prix serait supérieur à la valeur de la chose.

En cas d'aliénation à titre gratuit par le débiteur, la bonne foi du donataire ne le préserve pas contre les conséquences de l'action paulienne ; toutefois, étant un possesseur de bonne foi, il ne serait tenu de restituer les fruits qu'à dater du jour de la demande. En cas de perte totale ou partielle de la chose, il ne devrait aucune indemnité aux créanciers demandeurs ; enfin, au cas où il aurait vendu le bien donné, il ne devrait compte au créancier que du prix de la vente, même inférieur à la valeur du bien (1).

Ajoutons que, si le bien frauduleusement aliéné était passé aux mains d'un sous-acquéreur, les créanciers victimes de la fraude obtiendraient les mêmes satisfactions, à la double condition :

1° Que l'action paulienne eût été efficace contre l'acquéreur primitif, s'il avait gardé le bien dans son patrimoine ;

2° Que le sous-acquéreur eût été acquéreur à titre gratuit, ou eût été complice de la fraude.

Tels sont les effets de l'action oblique et de l'action paulienne dans les rapports du créancier demandeur et du tiers défendeur. Ces effets se ressemblent en ce que, dans les deux cas, le créancier poursuit le

1. Baudry et Barde, n° 719.

maintien ou la conservation de son gage général, soit en exerçant un droit que le débiteur néglige, soit en obtenant l'annulation d'un acte par lequel le débiteur avait frauduleusement diminué son patrimoine.

SECTION II

EFFETS COMPARÉS DE L'ACTION OBLIQUE ET DE L'ACTION PAULIENNE DANS LES RAPPORTS DU TIERS DÉFENDEUR AVEC LE DÉBITEUR.

Nous étudierons les effets :

- 1° De l'action oblique ;
- 2° De l'action paulienne.

§ 1. — *Effets de l'action oblique dans les rapports du tiers défendeur avec le débiteur*

Le tiers défendeur à l'action ne joue pas le même rôle dans l'action oblique et dans l'action paulienne. Le droit exercé contre lui par l'action oblique est celui même du débiteur, mais intenté par un autre que le débiteur. Par l'action paulienne, le créancier l'attaque en qualité de détenteur d'un bien frauduleusement acquis. De sorte que le résultat de la première action est d'aboutir à l'exécution même de l'engagement que le tiers défendeur avait pu contracter

vis-à-vis du débiteur primitif. Au contraire, le succès de l'action paulienne n'engendre pas une semblable conséquence : le tiers défendeur doit simplement restituer le bien qui était temporairement entré dans son patrimoine, à moins qu'il ne préfère désintéresser le créancier poursuivant. Dans les deux cas, le succès du créancier va exercer fatalement une influence sur les rapports entre le défendeur et le débiteur, et le point important est de savoir si le jugement est opposable à ce débiteur. Notamment dans l'action oblique, le débiteur devra-t-il subir les effets du jugement qui est intervenu entre le créancier exerçant cette action et le tiers défendeur ?

Il y a d'abord une situation qui ne peut susciter aucune difficulté : c'est le cas où le créancier poursuivant a mis en cause le débiteur. Du moment que le débiteur a été partie au procès, la décision produira l'effet aussi bien contre lui que contre le créancier qui a agi. Elle aura ainsi l'autorité de la chose jugée vis-à-vis de toutes les personnes intéressées : le créancier poursuivant, le débiteur et le tiers défendeur au procès (1). Cette hypothèse sera celle qui se rencontrera le plus fréquemment dans la pratique. Elle présente de tels avantages que M. Demolombe a même soutenu que la mise en cause du débiteur était une condition essentielle pour rendre

1. Cf. Demolombe, t. II, n° 107. — Planiol, n° 293.

recevable l'action du créancier (1). Mais il est impossible d'accepter cette opinion dans l'état actuel des textes, et on est ainsi amené à chercher quelle sera la situation du débiteur, lorsque le créancier demandeur ne l'aura pas mis en cause. Les difficultés qui surgissent en cette matière ont donné lieu à l'éclosion de plusieurs systèmes.

Un premier système, enseigné par M. Colmet de Santerre, soutient que le créancier poursuivant est le mandataire du débiteur. Il est constitué mandataire de ce dernier par la seule autorité du jugement qui le subroge aux droits de l'obligé, et qui, dans l'opinion de cet auteur, est une condition *sine qua non* de l'action publique (2). Du moment que le créancier est le mandataire judiciaire du débiteur, il le représente même quand la solution intervenue est contraire à ses intérêts. Par conséquent, le jugement rendu contre le créancier est opposable au débiteur. A l'inverse, celui-ci pourrait invoquer le jugement rendu au profit de son créancier.

Cette opinion a été reprise par M. Acher, qui toutefois ne subordonne pas l'effet du jugement à une subrogation préalable résultant de l'autorisation donnée au créancier par la justice d'exercer l'action indirecte (3).

1. Demolombe, t. II, n° 107.

2. Colmet de Santerre, t. V. n° 81 bis, V et VI.

3. Cf. Acher, *De l'application de l'autorité de la chose jugée à*

Cette solution aurait incontestablement des avantages ; mais, étant donné notre opinion sur la nature juridique de l'action oblique, qui ne saurait être assimilée à un mandat, et qui est à la fois un acte conservatoire et une mesure d'exécution, nous ne pouvons admettre l'idée d'une représentation du débiteur par son créancier, ni d'une subrogation judiciaire, les juges n'étant qualifiés pour donner des autorisations que si la loi leur accorde ce pouvoir. Nous n'admettons pas davantage, et pour des mêmes motifs, la doctrine d'après laquelle le créancier exerçant l'action oblique serait investi d'un mandat légal (1).

Une troisième opinion décide, d'une manière absolue, que le jugement rendu entre le créancier et le tiers défendeur n'a jamais l'autorité de la chose jugée par rapport au débiteur, qu'il lui soit favorable ou contraire ; ce serait l'application pure et simple de l'article 1351 du Code civil. « Lorsque le créancier, enseignent MM. Aubry et Rau, n'a formé une action que contre le tiers, le jugement intervenu entre lui et ce dernier ne peut être opposable ni au débiteur ni aux créanciers, ni invoqué par eux » (2). Telle était déjà l'opinion professée par Merlin, qui la fit admettre

l'action indirecte de l'article 1166 (Revue critique de 1903, p. 239 et suiv., spécialement p. 243).

1. Larombière, t. II, sur l'article 1166, n° 28 et suiv.

2. Aubry et Rau, 5^e éd., t. IV, § 312, note 18.

par la Cour de cassation, dans un arrêt du 15 avril 1804 (1).

Cependant, l'opinion la plus générale distingue suivant que le créancier demandeur a eu gain de cause ou, au contraire, n'a pas triomphé. Si le procès tourne au profit du créancier demandeur, c'est-à-dire si la créance qui appartient au débiteur est reconnue par le tribunal, le créancier a obtenu un bénéfice qui entre nécessairement dans le patrimoine du débiteur. Si, à l'inverse, le tribunal déboute le créancier, estimant que le droit intenté par ce dernier au nom de son débiteur n'existe pas, l'opinion courante enseigne que ce jugement n'est pas opposable au débiteur. Il n'a pas, à son égard, l'autorité de la chose jugée ; le débiteur pourrait donc exercer son droit, comme si l'action indirecte n'avait pas été intentée (2). Cette opinion est évidemment celle qui donne le plus de sécurité au débiteur ; mais elle est quelque peu illogique, car l'argument sur lequel elle s'appuie, la relativité de la chose jugée, est absolue et s'applique aussi bien aux jugements favorables qu'aux jugements défavorables au créancier. En réalité, cette solution ne nous paraît justiciable que par le caractère conservatoire de l'action indirecte : elle ne peut

1. Merlin, *Répertoire*, V. Cassation, § 8, n° 3 ; cf. aussi, dans le même sens, Planiol, t. II, n° 293.

2. Laurent, t. XVI, n° 407 et 408. — Baudry et Barde, t. I, n° 644.

pas avoir pour résultat de compromettre le gage des créanciers, de diminuer notamment le gage de ceux qui n'ont pas agi.

§ 2. — *Effets de l'action paulienne dans les rapports du tiers défendeur avec le débiteur.*

La question ne présente pas d'intérêt dans le cas où l'action paulienne n'a pas réussi contre le tiers défendeur, parce que celui-ci était un acquéreur à titre onéreux de bonne foi. Il est évident, en pareil cas, que le débiteur, auteur de l'aliénation, va profiter indirectement du jugement, puisque le contrat passé avec son acquéreur demeure valable ; il aura même pu remplacer un bien facilement saisissable par une somme d'argent qui sera plus aisément dissimulable aux créanciers.

Mais que décider si le créancier poursuivant obtient la révocation de l'acte qui lui avait porté préjudice ? L'action paulienne étant une action en indemnité, dont le but est d'anéantir les actes entachés de fraude, la révocation ne peut opérer que dans les rapports des créanciers avec le tiers acquéreur, mais nullement en faveur du débiteur.

C'est uniquement quant aux créanciers que le bien est censé avoir toujours appartenu à son propriétaire primitif ; mais celui-ci ne peut invoquer sa

fraude comme la source d'un droit. Il ne pourra en aucun cas invoquer la nullité de l'acte par lequel il s'est dépouillé vis-à-vis du tiers ; entre lui et ce tiers, le contrat subsiste (1). Telle est la conséquence logique de l'idée que l'action paulienne est une action personnelle en indemnité, destinée à réparer le préjudice subi par les créanciers du *fraudator*. Dès lors, si, après la saisie et la vente du bien rentré dans le patrimoine du débiteur, il reste un excédent, cet excédent sera l'exclusive propriété du tiers dont l'acquisition a été révoquée (2).

Il est possible que, pour conserver le bien acquis, le défendeur à l'action paulienne désintéresse le créancier qui agit. En admettant que le débiteur revienne, par la suite, à meilleure fortune, le tiers acquéreur peut-il recourir contre lui en vue d'obtenir le remboursement de ce qu'il a payé ? (L'utilité de ce recours se comprendrait aussi après que le créancier poursuivant a évincé le tiers acquéreur.) Incontestablement le tiers possède ce recours, s'il est un acquéreur à titre onéreux, car c'est par la faute de son auteur qu'il est dépouillé du montant de son acquisition.

Ce recours sera une action en garantie, s'il y a eu

1. Laurent, t. XIII, n° 494. — Baudry et Barde, n° 710. — Planiol, n° 331.

2. Laurent, t. XVI, n° 495. — Aubry et Rau, t. IV, n° 443. — Baudry et Barde, t. I, n° 711. — Planiol, t. II, n° 331.

éviction, ou tout au moins une action en remboursement de la dette payée pour le compte d'autrui (1). Seulement, en fait, ce recours sera le plus souvent inutile; le débiteur qui s'est mis en pareille situation ne possède plus de ressources.

Lorsque le tiers a acquis le bien en vertu d'un acte à titre gratuit, l'opinion la plus générale lui refuse toute espèce de recours contre son auteur. Car la donation n'engendre aucune obligation de garantie à la charge du donateur (2). D'autre part, on ne peut objecter que le donateur se soit enrichi au détriment du donataire, par le fait que celui-ci a acquitté la dette; en effet, étant donné que l'acte révoqué conserve sa force entre les parties, le tiers demeure, vis-à-vis du débiteur, dans la situation de donataire (3).

Le caractéristique du jugement rendu sur l'action paulienne est, en définitive, de ne jamais permettre au débiteur de tirer profit de la révocation qui a fait tomber l'acte frauduleux. Nous avons vu, au contraire, que l'action oblique permet au débiteur de se prévaloir de la décision rendue sur l'instance entre le créancier et le tiers défendeur, lorsque cette décision lui est favorable. Cette différence entre les

1. Planiol, t. II, n° 331.

2. Baudry et Barde, n° 712.

3. Baudry et Barde, t. I, n° 712, note 1.

effets des deux actions s'explique par la divergence entre les résultats cherchés : le créancier qui agit par l'action oblique prétend simplement se prémunir contre la négligence du titulaire de l'action ; c'est une mesure conservatoire qui est prise ; ce serait la détourner de son rôle que de l'employer à compromettre la valeur du patrimoine du débiteur.

Dans l'action paulienne, il ne s'agit plus de négligence, mais de fraude ; le bien dolosivement aliéné rentre dans le patrimoine de son débiteur pour que le gage de ses créanciers soit reconstitué intact ; l'auteur de la fraude ne saurait se prévaloir de celle-ci pour demander à profiter de la révocation intervenue. Entre le tiers poursuivi et son auteur, le contrat passé doit rester valable.

SECTION III

COMPARAISON DES EFFETS DE L'ACTION OBLIQUE ET DE L'ACTION PAULIENNE DANS LES RAPPORTS DU CRÉANCIER POURSUIVANT AVEC LES AUTRES CRÉANCIERS DU MÊME DÉBITEUR.

La plupart du temps, lorsque l'action oblique ou l'action paulienne sont exercées, l'insolvabilité du débiteur ne provient pas d'une dette unique contractée vis-à-vis d'un seul créancier ; son passif sera formé d'un ensemble de dettes existant envers des

personnes diverses. C'est ainsi que surgit la question de savoir quel va être l'effet produit par l'exercice individuel de l'une ou de l'autre de ces deux actions au regard des autres créanciers. Examinons d'abord le cas de l'action oblique, puis celui de l'action paulienne.

§ 1. — *Effets de l'action oblique dans les rapports entre le créancier poursuivant et les autres créanciers du même débiteur.*

Tous les créanciers ont un intérêt à ce que le droit de gage que leur confère l'article 2092 soit intégralement conservé à leur profit. Ils peuvent donc intervenir dans l'instance et s'associer à son résultat. Aucune difficulté, si tous les créanciers ont agi individuellement, ou s'ils ont été représentés par un syndic de faillite ou un liquidateur judiciaire. Le profit de l'action leur appartiendra à tous et se répartira entre eux selon les règles ordinaires. Ils viendront par contribution, s'ils sont tous chirographaires, ou suivant le rang de leurs créances, s'il y a entre eux des causes de préférence. Le résultat sera le même si le créancier poursuivant a pris la précaution de mettre en cause le débiteur dont il exerce l'action ; le bénéfice de celle-ci se répartira de la même manière entre tous les créanciers, ceux-ci étant les ayants cause du débiteur,

Il n'y a donc de difficulté que dans le cas où un créancier a exercé en justice les droits de son débiteur sans mettre celui-ci en cause. Faut-il, en pareil cas, décider que le produit de l'action restera personnel au demandeur, ou, au contraire, ne sera-t-il pas commun aux autres créanciers ? L'opinion générale admet que, l'action exercée faisant partie du gage de tous les créanciers, il doit en être de même du produit de cette action (1) : « On ne doit jamais perdre de vue, écrit M. Planiol, que l'objet de la condamnation est un bien qui fait partie du patrimoine du débiteur, et n'appartient nullement au créancier poursuivant... Dès lors, la valeur obtenue par un créancier diligent ne lui est pas attribuée à l'exclusion des autres ; elle tombe dans le gage commun à tous. Le poursuivant est donc obligé d'en partager le profit avec les autres (2). »

C'est en ce sens que se prononce la jurisprudence. La Cour de cassation, le 18 juin 1838 (3), a décidé, par deux arrêts, que le créancier qui exerce l'action indirecte agit dans l'intérêt de tous les créanciers, et, s'il poursuit la liquidation d'une créance due à son débiteur, il n'acquiert aucun droit de préférence sur les recouvrements qui sont le résultat de son

1. Baudry et Barde, n° 644 et 645. — Laurent, t. XIV, n° 407. — Planiol, t. II, n° 494.

2. Planiol, t. II, n° 294.

3. S. 38. 1. 093.

action. En conséquence, les autres créanciers sont admis à demander la distribution de la somme recouvrée, au marc le franc entre eux. De même, si le créancier fait au nom du débiteur un acte extrajudiciaire ayant pour résultat d'enrichir le patrimoine, ce patrimoine est enrichi par tous les intéressés ; tel serait le cas où un créancier, agissant en vertu de l'article 1166, opposerait, au nom du débiteur, une prescription que celui-ci négligeait d'invoquer ; les autres créanciers peuvent profiter du bénéfice de cette prescription (2). Donc, l'exercice des droits et actions d'un débiteur ne confère aucun privilège au créancier qui a pris l'initiative de la poursuite, et il aboutit uniquement à faire rentrer dans le patrimoine du débiteur, gage commun à tous, une valeur dont sa négligence aurait pu priver ses créanciers.

§ 2. — *Effets de l'action paulienne dans les rapports entre le créancier poursuivant et les autres créanciers du même débiteur.*

Chacun des créanciers du débiteur est en droit d'exercer l'action paulienne lorsqu'il apprend l'exis-

1. Trib. civ. Seine, 3 avril 1900. *Le Droit* du 16 juin 1900.

tence d'un acte ayant pour but l'appauvrissement frauduleux du patrimoine de son débiteur.

S'ils s'entendent tous pour exercer les poursuites, les effets de l'action seront assurément les mêmes pour tous. La valeur que le jugement de révocation aura fait rentrer dans le patrimoine du débiteur redeviendra le gage commun de tous les créanciers ; une distribution par contribution aura lieu entre eux ; sauf le cas où la présence d'un créancier privilégié ou hypothécaire lui assurerait un paiement de faveur.

Mais il est possible qu'un seul créancier ait agi en révocation de l'acte frauduleux ; la question est alors de savoir si la révocation obtenue par le poursuivant va profiter aux autres créanciers qui n'ont pas agi. C'est là une des plus grosses difficultés que soulève l'étude de la question paulienne, et trois opinions différentes ont été soutenues.

D'après une première opinion, le bénéfice de l'action paulienne doit profiter à tous les créanciers du fraudeur indistinctement ; même les créanciers dont la créance est née postérieurement à l'acte frauduleux seraient admis à venir au marc le franc sur le bien reconquis par l'action paulienne (1). Cette opinion

1. Colmet de Santerre, t. V, n° 82 bis, XIII et XV ; Pont, *Commentaire des privilèges et hypothèques*, n° 18. — Pont, *Commentaires des privilèges et hypothèques*, n° 18. — Laurent, t. XVI, nos 488 et 490.

se fonde sur plusieurs arguments. D'abord, tel était le résultat de l'action paulienne en droit romain ; sa conséquence était de faire considérer le bien comme n'ayant jamais été aliéné ; il était demeuré, par suite, le gage commun des créanciers. Rien n'indique que l'ancien droit ait voulu innover sur ce point : l'Ordonnance de 1673 sur le commerce terrestre (art. 4, titre II), prévoyant le cas de faillite d'un commerçant, déclarait nuls les transports, ventes, donations, faits en fraude des créanciers, et ordonnait que les biens aliénés fussent remis à la masse commune. Pourquoi présumer que le Code civil ait voulu édicter des règles nouvelles ? Le laconisme de l'art 1167 n'implique-t-il pas plutôt que les rédacteurs ont entendu conserver les principes traditionnels ? Le fait d'avoir exercé l'action paulienne n'est pas suffisant pour créer au demandeur une cause de préférence sur les autres créanciers ; l'article 2093 attribue seulement aux privilèges et hypothèques le pouvoir de rompre l'égalité entre les créanciers. « Le droit de gage en vertu duquel le créancier intente son action n'étant pas individuel, mais collectif, écrit M. Colmet de Santerre, comment comprendre que la revendication de ce gage puisse donner à celui qui l'intente un droit exclusif ? Le demandeur, dans l'action révocatoire, ne prétend pas que l'acte est frauduleux seulement envers lui, mais qu'il l'est par rapport à tous les créanciers ; car, s'il était seul

créancier, le débiteur ne serait pas ordinairement insolvable ; par la nature même de sa prétention, il reconnaît donc qu'il n'agit pas pour lui, mais pour d'autres, et, par conséquent, il se présente comme le gérant d'affaires des autres créanciers, ce qui ne lui permet pas de repousser ceux-ci, en alléguant que le jugement de révocation ne peut pas leur profiter (1). A quoi M. Laurent ajoute que l'action paulienne est une véritable poursuite en nullité. L'acte annulé est censé avoir toujours été compris dans le patrimoine du débiteur ; donc, il n'a pas cessé d'être le gage de tous les créanciers (2).

Cette doctrine se fonde sur l'idée que l'action paulienne est une action en nullité. Nous croyons, au contraire, qu'elle est une action personnelle en indemnité. La doctrine, défendue par MM. Colmet de Santerre et Laurent, inspire certains arrêts, notamment un arrêt de la Cour de cassation civile du 12 avril 1836 (3). Dans cet arrêt, la Cour semble bien avoir tranché dans le sens de la répartition du bénéfice de l'action entre tous les créanciers le conflit qui surgissait entre ceux qui avaient exercé l'action paulienne et d'autres créanciers restés étrangers au procès et dont les droits étaient postérieurs à l'acte attaqué (4).

1. *Cours analytique*, t. V, n° 82 bis, XIV.

2. Laurent, t. XVI, n° 488.

3. S. 36. 1. 366.

4. Cf. aussi Bordeaux, 28 mai 1832. S. 32. 2. 626.

Signalons encore deux arrêts, l'un de la Cour de Bourges, du 18 juillet 1892 (1), et l'autre de la Cour de cassation, du 30 juin 1903 (2). Toutefois, cet arrêt de la Cour suprême, le dernier en date à notre connaissance, ne paraît pas s'être prononcé explicitement sur la question. Un sieur Ménager, notaire, vend son office; sa femme fait prononcer sa séparation de biens contre lui, en paiement de ses reprises, le mari lui cède le prix qui lui était dû de la vente de son office. Un créancier demande l'annulation de cette cession comme frauduleuse; il l'obtient par un arrêt de la Cour d'Orléans du 3 mars 1899. Là-dessus, il réclame sa collocation sur tout le prix mis en distribution, à l'exclusion des autres créanciers du débiteur, qui avaient opéré des saisies-arrêts sans s'être associés à l'action paulienne. Le tribunal d'Orléans, le 27 juin 1900, et la Cour de cette même ville, le 27 avril 1901, déboutent le créancier de sa demande; dans ces conditions, un pourvoi en cassation est formé par le créancier, par le motif que l'arrêt attaqué avait admis un créancier à profiter de l'action paulienne exercée par un autre créancier, alors qu'il n'avait pas été partie à l'instance, qui s'était terminée par la révocation de l'acte frauduleux. La Cour rejette le pourvoi: « Attendu, déclare-t-elle, qu'il

1. S. 93. 2. 210; D. 92. 2. 609.

2. S. 04. 1. 136; D. 04. 1. 623.

résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'au moment où la distribution par contribution du prix de l'office de Ménager (le débiteur), s'est ouverte entre ses créanciers, la dame Ménager (femme du débiteur), avait renoncé à se prévaloir, à l'encontre des autres créanciers, de l'acte de transport du prix de son office ; quelle avait entendu accepter ainsi à l'égard de tous, l'annulation de ce transport dont le caractère frauduleux était établi par l'arrêt d'Orléans. » La Cour suprême semble ainsi être revenue sur l'opinion qu'elle avait antérieurement soutenue (1) ; et avoir admis le caractère collectif de l'action paulienne. Toutefois, il y a là, dans une certaine mesure, une décision d'espèce ; car, pour accorder le bénéfice de l'action paulienne à tous les créanciers, la Cour s'appuie sur cette circonstance que le tiers complice de la fraude et poursuivi en annulation, ayant renoncé à se prévaloir à l'égard de tous les créanciers de son co-contractant, avait ainsi entendu accepter à l'égard de tous, et non pas seulement vis-à-vis du demandeur à l'action paulienne, l'annulation de l'acte frauduleux.

Un second système distingue entre les créanciers antérieurs en date à l'acte frauduleux et ceux dont la créance est postérieure à cet acte (2). Seuls les

1. Req., 28 août 1871. S. 78. I. 316.

2. Chardon, *Traité du dol et de la fraude*, 1835, t. II, n° 280. — Larombière, *Théorie des obligations*, t. II, p. 268, sur l'art. 1167.

créanciers antérieurs auraient le droit de profiter de la révocation obtenue à la requête de l'un d'entre eux. « Il s'agit de savoir, écrit M. Larombière, s'il faudra admettre à concourir tous les créanciers du débiteur, et ceux-là même envers lesquels aucune fraude n'a pu être ni n'a été commise. Or, cette question se résout contre eux, par la nature même de l'action révocatoire pour fraude. Cette action a bien pour but et pour résultat de reconstituer le gage commun ; mais la demande, dans son principe et dans ses effets, est limitée, à titre de réparation, à concurrence de ce qui est strictement et rigoureusement indispensable pour désintéresser les créanciers fraudés... La chose ne rentre pas pleinement dans les mains du débiteur comme si elle n'en était jamais sortie ; l'acte n'est pas indistinctement, à l'égard de tous, réputé non avenu. Il n'a subi, au contraire, de révocation, que suivant l'étendue des droits et des intérêts des créanciers fraudés... Les créanciers postérieurs, faute de préjudice éprouvé, ne pourraient pas agir. » On ne peut donc admettre, estime l'éminent auteur, à profiter de l'action intentée que ceux-là seuls qui auront eu le droit de l'exercer.

On invoque quelquefois, en faveur de cette distinction entre les créanciers antérieurs et les créanciers postérieurs à l'acte frauduleux un arrêt de

la Cour de Toulouse du 30 décembre 1884 (1). Cet arrêt, faisant application du système du bénéfice collectif restreint, n'admet à participer au produit de l'action paulienne que les seuls créanciers dont le droit est antérieur à l'acte attaqué, alors même qu'ils ne seraient pas intervenus au procès. Il s'agissait d'une vente d'immeubles, qu'un débiteur avait aliénés pour le prix de 100.000 francs, alors qu'il avait un passif hypothécaire dépassant 400.000 francs. Trois des créanciers hypothécaires inscrits attaquèrent la vente comme ayant été faite en fraude de leurs droits. Un autre créancier hypothécaire fit remettre l'immeuble en adjudication sur surenchère du dixième. Le 13 mai 1884, le tribunal civil de Gaillac révoqua la vente comme frauduleuse ; par suite, la surenchère devenait sans objet. Le tiers acquéreur de l'immeuble et le créancier surenchérisseur formèrent appel de la décision du tribunal devant la Cour de Toulouse. Le conflit s'élevait, en définitive, entre des créanciers hypothécaires qui avaient usé de l'article 1167, et d'autres créanciers hypothécaires qui, postérieurement, avaient frappé de surenchère l'aliénation consentie par leur débiteur, et qui soutenaient que la surenchère par eux formée rendait inutile l'action révocatoire. La surenchère, en effet, tendait à restituer à l'immeuble

1. S. 86. 2. 92.

aliéné sa véritable valeur, frauduleusement diminuée par le vendeur. Statuant sur ce litige, la Cour de Toulouse repousse la prétention des appelants, déclare que la surenchère ne peut s'appliquer qu'à une vente régulière, et qu'ici elle est inefficace parce que l'aliénation, faite en fraude des droits des créanciers, était entachée de nullité. C'est à ce propos que l'arrêt contient le passage suivant : « L'action paulienne, bien que personnelle, a pour résultat la répétition du gage commun et profite à tous les créanciers hypothécaires qui peuvent user de tous droits de poursuite et de saisie, après que les biens sont rentrés dans le patrimoine du débiteur. Le seul intérêt qu'exige la loi, c'est d'être *créancier antérieur* à l'acte attaqué, « qualité que, d'ailleurs, la Cour reconnaissait aux demandeurs. C'est à raison de ce considérant que l'arrêt de la Cour de Toulouse a été considéré comme se rangeant à l'opinion d'après laquelle le bénéfice de l'action paulienne ne doit être réparti qu'entre les créanciers antérieurs à l'acte frauduleux. Mais on voit que l'appréciation ainsi formulée par les magistrats pour la solution de cette affaire n'offrait qu'un rapport très éloigné avec le fond du litige.

Voici enfin une troisième doctrine conforme à la nature juridique que nous avons assignée à l'action paulienne : le créancier qui exerce l'action paulienne n'agit jamais qu'à son profit personnel : telle est

d'ailleurs la solution que paraît commander l'article 1167, aux termes duquel le créancier attaque en son nom personnel les actes de son débiteur. En conséquence, si un seul des créanciers fait révoquer un acte de son débiteur, le demandeur seul bénéficie de la révocation. Cette solution, en harmonie avec le caractère de l'action paulienne, assimilée à une action personnelle en indemnité, peut s'appuyer sur l'article 1351, d'après lequel l'autorité de la chose jugée ne se produit qu'entre les personnes qui ont été parties dans l'instance. On pourrait sans doute objecter que les créanciers qui n'ont pas agi étaient cependant représentés au procès par leur débiteur. Mais cette objection ne porte pas : « le débiteur ne pouvant pas, au regard du tiers avec lequel il a traité, se prévaloir de l'annulation de l'acte frauduleux, on ne voit pas comment ses ayants cause pourraient avoir sur ce point un droit qui lui est refusé » (1). Pour faire échec au principe posé par l'article 1351, écrivent MM. Aubry et Rau (2), il faudrait que l'action révocatoire soit de telle nature qu'en l'exerçant le créancier demandeur ait nécessairement représenté les autres créanciers. Mais il n'en serait ainsi qu'autant que l'effet de cette action consisterait à faire rentrer le bien aliéné dans le

1. Baudry et Barde, t. I, n° 715.

2. T. IV, par. 313, texte et note 41.

patrimoine du débiteur comme s'il n'en était jamais sorti. Or, tel n'est point le but de l'action paulienne ; l'acte frauduleux n'est point complètement annulé ; il est révoqué seulement dans l'intérêt du demandeur. L'action a pour caractère de permettre à chaque créancier d'obtenir séparément et individuellement, par l'annulation de l'acte fait en fraude de ses droits, la réparation du préjudice qui lui a été causé. L'exercice de l'action paulienne a si peu pour effet de faire rentrer le bien dans le gage commun, que personne ne conteste au tiers défendeur la faculté d'arrêter l'instance en désintéressant le créancier. Le défendeur n'aurait pas cette ressource si le bénéfice de l'action pouvait être revendiqué même par les créanciers qui ne sont pas intervenus au procès (1).

La seule objection qui puisse être adressée à l'opinion que nous défendons est l'inégalité qu'elle crée entre les créanciers ; elle se transforme ainsi en une sorte de privilège accordé au créancier le plus diligent : bien que ce créancier n'ait en général aucune sûreté, il acquiert un avantage qui échappe aux autres. Cependant l'iniquité n'existe qu'en apparence : il ne faut pas oublier que les autres créanciers qui n'ont pas agi pouvaient faire valoir leurs droits

1. Dans le même sens Capmas, *De la Révocation des actes faits par un débiteur en fraude des droits des créanciers*, n° 85. — Huc, t. VII, n° 217. — Baudry et Wahl, t. I, n° 715. — Planiol, t. II, n° 331. — Acher, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, *loc. cit.*

par l'intervention ; ils avaient la faculté d'intervenir dans l'instance engagée par le plus diligent d'entre eux et deréclamer, concurremment avec lui, le bénéfice du jugement qui serait obtenu. Il faut donc, pour que les intérêts de la généralité des créanciers soit sacrifiés, une négligence de leur part ; ils ont assisté, indifférents, à l'évolution du procès intenté par le plus diligent d'entre eux. S'ils n'ont point agi, c'est qu'ils n'ont point cru, sans doute, leurs intérêts menacés ; ils seraient alors mal venus à se plaindre de l'issue du procès.

En faveur de cette solution on peut invoquer les arrêts suivants : « Poitiers, 16 janvier 1862, sous cassation » (1). Il est dit dans cet arrêt : « Attendu qu'il est de principe que les effets de l'action révocatoire, définie par l'article 1167, ne profitent qu'aux créanciers qui ont été victimes de la fraude de leur débiteur, et qui demandent l'annulation des actes frauduleux en leur nom personnel ; que cette annulation prononcée à leur requête laisse subsister les effets des actes frauduleux à l'encontre du débiteur et de ses représentants ».

Dans l'arrêt de Cassation Requête (2), la Cour de cassation déclare que c'est à juste titre que le jugement annulant une donation comme faite en fraude

1. D. 65. 1. 79.

2. 28 août 1871. S. 78. 1. 316.

des droits des créanciers ordonne la restitution des biens qu'elle comprend au donateur, ou à ses créanciers en cause seulement: « Attendu qu'en décidant que les biens qui faisaient l'objet des actes attaqués seraient restitués au donateurs ou à ses créanciers, l'arrêt attaqué n'a entendu parler que des créanciers en cause et non des créanciers restés étrangers au procès et qui ne demandaient rien; que l'application des dispositions qu'il renferme se restreint naturellement, comme toutes les décisions, aux parties qui ont figuré dans l'instance ».

Enfin, l'un des derniers arrêts, consacrant, à notre connaissance, l'effet individuel de l'action paulienne, émane de la Cour de Bordeaux (1). Des créanciers avaient exercé l'action paulienne contre leur débiteur en vue d'obtenir l'annulation d'une donation que celui-ci avait faite de tous ses biens à son fils. La donation ayant été révoquée par un jugement du tribunal de Barbezieux du 24 octobre 1888, les créanciers qui avaient fait rentrer les biens dans le patrimoine du débiteur, pratiquèrent une saisie sur ces biens; mais ils se heurtèrent à la prétention d'autres créanciers du même débiteur, qui, ayant opéré eux-mêmes des saisies, soutenaient que l'annulation leur profitait également.

1. 2 juillet 1890. S. 91. 2. 9. D. 92. 2. 440.

La cour de Bordeaux écarta la réclamation de ces derniers, dans son arrêt, qui repose sur des motifs très nets : « Attendu que la révocation de l'acte, ayant été prononcée par jugement, est par cela même limitée à la chose jugée ; or, attendu que la règle de l'article 1351, qui restreint les effets de la chose jugée aux parties en cause, est une règle générale et d'ordre public ; qu'elle est si rigoureuse que la doctrine et la jurisprudence décident que le jugement qui a prononcé la nullité d'un testament au profit d'un légataire ne profite pas aux autres légataires. Que, de même, le jugement qui, dans le cas de l'article 808, a déclaré l'héritier déchu de la faculté de renoncer, sur la demande de l'un des créanciers de la succession, n'emporte l'autorité de la chose jugée qu'au profit de ce seul créancier ; attendu qu'il n'en saurait être autrement du jugement qui a statué sur l'action paulienne ; que la notion même de cette action s'oppose à ce que ce jugement profite à tous les créanciers du débiteur commun indistinctement... » L'arrêt continue en considérant comme insoutenable la thèse d'après laquelle le créancier qui intente l'action paulienne deviendrait *ipso facto* le mandataire de tous les autres créanciers. Une pareille théorie ne repose sur aucune base juridique, car l'article 2093 a été édicté exclusivement en vue de la vente des biens du débiteur et de la distribution du prix ; tant que la distribution n'est point ouverte,

chaque créancier n'agit que pour son intérêt propre, et ne représente qu'un droit individuel. D'ailleurs, l'action ouverte par l'article 1167 n'ayant pour objet que de faire annuler l'acte dans l'unique but de rendre le bien aliéné saisissable et d'assurer le paiement, il s'en suit que cette action reste purement personnelle et n'aboutit nécessairement qu'à une réparation individuelle.

Enfin, un arrêt de la Cour de cassation, en date du 7 mai 1894 (1) est à rapprocher des décisions précédentes. D'après cet arrêt, « la conséquence de l'action paulienne reconnue fondée est de rendre inopposable l'acte annulé aux créanciers en fraude du droit desquels il avait passé, quelques effets que cet acte puisse conserver soit entre les parties qui y ont figuré, soit à l'égard de toutes autres personnes ». C'est dire que l'acte frauduleux n'est révoqué que par rapport au créancier poursuivant; quant aux autres personnes à qui l'acte est opposable, ce sont évidemment les créanciers restés étrangers au procès.

En définitive, dans ce conflit d'opinions, qui s'élève sur le point de savoir dans quelle mesure les créanciers qui n'ont pas agi sont autorisés à profiter du résultat de l'action paulienne, la jurisprudence paraît incliner vers la thèse du bénéfice purement individuel

1. D. 94. 1. 505.

de la révocation. L'annulation ne se produit qu'au profit des créanciers en cause et non au profit des autres créanciers qui ne demandent rien. Quant à l'arrêt de la Chambre des requêtes de 1903, il attribue sans doute au résultat de l'action paulienne un caractère collectif, mais il ne faut pas oublier que le bénéficiaire de l'acte attaqué avait renoncé à s'en prévaloir à l'égard de tous les créanciers ; la créance cédée rentrait donc dans le gage de tous les créanciers.

En résumé, à la différence de l'action oblique, qui conserve au profit de tous les créanciers l'avantage du droit exercé par l'un d'eux, l'action paulienne, destinée à réparer le préjudice causé par une fraude, est un recours en indemnité personnel à celui qui se plaint d'avoir été lésé, la faculté d'intervention étant d'ailleurs ouverte à tous les créanciers menacés par la fraude du débiteur. La différence de ces résultats provient de la divergence de nature des deux recours : l'un a pour but de mettre en œuvre les droits patrimoniaux que le débiteur laisse en souffrance : la mise en œuvre de ces droits correspond à la mise en valeur du patrimoine lui-même ; il n'y a rien, dès lors, d'anormal à ce que le produit de l'action soit également réparti entre tous les créanciers ; mais l'action paulienne suppose un créancier lésé qui ne prétend nullement représenter le débiteur ; c'est bien en son propre nom que le créancier

intente le procès ; le bénéfice doit être sa propriété exclusive, si ceux qui pouvaient y prétendre l'ont laissé agir seul. Ayant un fondement opposé, les actions organisées par les articles 1166 et 1167 ne pouvaient aboutir aux mêmes conséquences. Ce sont deux institutions qui poursuivent chacune un but distinct et qui se complètent.

CHAPITRE III

COMPARAISON DES EFFETS DE L'ACTION PAULIENNE ET DES EFFETS DE L'ACTION EN DÉCLARATION DE SIMULATION

A la différence de l'action paulienne, qui suppose un acte réel par lequel le débiteur a frauduleusement diminué son patrimoine, l'action en simulation est dirigée, au contraire, contre une convention qui semblait, en apparence, poursuivre le même but, mais qui, en réalité, ne devait produire aucun effet. En d'autres termes, la simulation ne poursuit pas d'autre résultat que de soustraire un objet aux créanciers sans en enlever la propriété à son possesseur, et la différence caractéristique avec la fraude réprimée par l'action paulienne, c'est que le simulateur entend diminuer le gage de ses créanciers sans diminuer en même temps son propre patrimoine. Si l'opération simulée n'est pas suspectée par les créanciers, le simulateur, une fois le danger passé, reprendra le bien qui n'a jamais cessé de lui appartenir,

parce que le consentement donné en vue d'une aliénation était purement apparent.

Cet aperçu suffit à montrer que l'action en déclaration de simulation ne peut présenter aucune analogie avec l'action oblique, où il s'agit simplement, pour les créanciers, de parer à la négligence du débiteur. Mais elle ne se confond pas davantage avec l'action paulienne, bien qu'il y ait une certaine analogie entre les deux situations, étant donné la fraude contre laquelle, dans les deux cas, les créanciers cherchent à se prémunir. Seulement, comme la fraude ne se manifeste pas sous la même forme, les moyens donnés aux créanciers pour en paralyser les effets diffèrent nécessairement dans les deux hypothèses. Nous comparerons les effets de l'action paulienne et de l'action en déclaration de simulation sur les points suivants :

1° Comme l'action paulienne, l'action en déclaration de simulation profite-t-elle uniquement au créancier qui l'a exercé, ou bien son bénéfice peut-il être invoqué par tous les créanciers indistinctement ?

2° Quelle est, en cas d'action en déclaration de simulation, la situation du tiers acquéreur de bonne foi ?

3° Les restrictions apportées à l'exercice de l'action paulienne viennent-elles pareillement limiter le champ d'application de l'action en simulation ?

4° Enfin, la durée de l'action en simulation est-elle la même que celle de l'action paulienne ?

PREMIÈRE SECTION

EFFETS DE L'ACTION EN SIMULATION QUANT AUX BÉNÉFICIAIRES DE CETTE ACTION, COMPARÉS A CEUX DE L'ACTION PAULIENNE.

Nous avons vu que, d'après la doctrine et la jurisprudence la plus générale, la révocation de l'acte frauduleux profite exclusivement au créancier qui a intenté l'action paulienne. Faut-il donner la même solution pour l'action en simulation ? Nous ne le pensons pas : dire que l'action en simulation est individuelle, ce serait affirmer que le créancier qui l'exerce l'intente en son nom personnel, dans son propre intérêt, et non pas au profit des autres créanciers. Tel sera vraisemblablement le motif qui le poussera à agir. Mais, en fait, lorsqu'il met en mouvement l'action en simulation, le créancier touche à un mécanisme qui agit forcément sur le patrimoine tout entier du débiteur, qui en rétablit la consistance exacte relativement aux droits des créanciers. Or, le jugement, reconnaissant la simulation, constate un fait matériel : l'existence, dans le patrimoine du débiteur, d'un bien qui n'en était sorti

qn'en apparence. Ce fait sera prouvé non seulement au profit du demandeur, mais à l'égard de tout le monde, et tous les créanciers pourront ainsi faire valoir sur ce bien leur droit de gage général. C'est la conséquence de l'idée que la simulation consiste dans la tentative de soustraire aux créanciers les valeurs qui étaient exposées à leur saisie, sans les faire sortir du patrimoine du débiteur dans lesquelles elles se trouvent toujours comprises (1). D'ailleurs, ceux des créanciers qui n'étaient pas demandeurs n'en ont pas moins été représentés à l'instance par leur débiteur, car les créanciers qui ne figuraient pas au procès sont au nombre des ayants cause, puisque leur droit de gage porte sur l'ensemble du patrimoine du débiteur.

Ils profitent donc nécessairement du jugement statuant sur les actes simulés, conclus par leur débiteur, qui rétablit la véritable valeur de ce patrimoine.

La question n'est plus, comme dans l'action paulienne, de faire annuler un acte d'aliénation frauduleuse en vue d'obtenir la vente du bien dolosivement aliéné ; cette annulation, dans l'action paulienne, correspond à la réparation d'un préjudice, subi par le créancier demandeur ; mais l'acte n'est pas anéanti

1. Demolombe, t. XXV, n° 235. — Cf. Lariboisière, t. II, sur l'article 1167, n° 63. — Baudry et Barde, t. I, n° 739.

dans les rapports entre les parties contractantes et les créanciers du débiteur qui, n'ayant pas figuré dans l'instance en révocation, ne peuvent pas avoir plus de droit que ce dernier. L'action paulienne n'a d'autre conséquence que de révoquer l'acte dans l'intérêt exclusif des créanciers : elle lui laisse produire ses effets entre les parties. La constatation de la simulation est, au contraire, une mesure conservatoire du droit de tous les créanciers : le gage de tous est reconnu porté sur le bien qui avait été l'objet de simulation.

SECTION II

QUELLE EST, EN CAS D'ACTION EN SIMULATION LA SITUATION DU TIERS ACQUÉREUR DE BONNE FOI

L'examen de cette difficulté soulève d'abord la question de savoir par quels moyens le créancier qui intente l'action en simulation pourra faire constater qu'un objet qui, en apparence, a été aliéné appartient encore à son débiteur. La difficulté provient de ce que le débiteur qui, lui aussi, est admis à démontrer la simulation, doit faire preuve par écrit, c'est-à-dire par un autre acte contredisant le premier, ou par l'aveu ou le serment de son contractant. On pourrait alors raisonner de la façon suivante : le débiteur est

dans l'impossibilité d'user de la preuve par témoins ou par présomptions au dessus de 150 francs, en vertu de l'article 1341 ; dès lors, la même limitation est apportée aux droits du créancier, parce que, l'action en simulation étant accordée simultanément au débiteur et au créancier, celui-ci agit au nom de son débiteur et ne saurait s'affranchir des obstacles que rencontre ce dernier.

Raisonné ainsi c'est considérer le créancier exerçant l'action en simulation comme utilisant l'action publique (1). Mais cette argumentation est inexacte. En réalité, c'est en leur nom personnel que les créanciers intentent l'action en simulation ; ils protestent contre les effets de la volonté apparente de leur débiteur. Or, il est de principe que l'article 1341, qui limite les moyens de preuve, ne concerne que les rapports entre les parties contractantes. Ce texte repose sur l'idée que les contractants désireux de se réserver un moyen de preuve de leurs conventions n'avaient qu'à constater leur volonté par écrit. Or, les créanciers qui intentent l'action en simulation en leur nom personnel n'avaient évidemment pas la possibilité de se réserver cet écrit. On conçoit dès lors que les créanciers soient admis à prouver par tous les moyens la simulation faite par leur débiteur. « La fraude et le dol ne se présument pas », disait Jaubert

1. Larombière, sur l'article 1167, n° 63.

devant le tribunal ; mais celui qui les allègue doit être admis à pouvoir le prouver par témoins ; car, si la fraude ne se présume pas, ceux qui la commettent ne manquent pas d'employer tous les moyens pour la cacher.

La morale publique n'exige donc que la preuve testimoniale soit admise en cette matière, et c'est là que le juge doit pouvoir faire usage de toute sa perspicacité pour pénétrer tous les replis de l'homme artificieux (1). La preuve testimoniale est donc toujours recevable quand ce sont les tiers qui ont intérêt à prouver la simulation d'actes qui leur sont préjudiciables. Il en est ainsi à l'égard de tous ceux qui n'ont pas figuré l'acte attaqué pour cause de simulation. La jurisprudence est en ce sens (2).

Une fois la simulation prouvée, l'acte simulé tombe entièrement ; l'action est destinée, en effet, à constater, par exemple, qu'un bien qui, en apparence, a été aliéné, est resté, en réalité, dans le patrimoine du débiteur. La décision qui établit la simulation réagit donc nécessairement non pas seulement contre la personne qui a traité avec le débiteur, mais encore

1. Locré, *Esprit du Code Napoléon tiré de la discussion*. Paris 1808, t. XII, n° 209, p. 407.

2. Cass. Req., 31 juillet 1892, S. 73. 1. 117. — 22 mars 1875. S. 76. 1. 111. — Cass. Req., 9 juillet 1901. D. 1901. 1. 499 ; cet arrêt admet comme probantes les présomptions tirées de lettres missives par les juges. — Cf. encore Cass. Req., 24 nov. 1897. S. 1902. 1. 15.

contre tous ceux qui ont acquis sur le bien, à titre immédiat ou médiate, un droit quelconque.

Il n'est pas besoin, bien entendu, à la différence de l'action paulienne, d'établir la complicité des tiers qui ont traité avec le débiteur. Que l'acquéreur fictif soit un individu complaisant ou un acheteur sérieux (parce qu'il se croit, par exemple, à tort, créancier du vendeur, et qu'il accepte d'être désintéressé par une dation en paiement), la situation sera toujours la même pour l'acquéreur : l'acte, n'étant qu'une apparence, doit disparaître ; les créanciers ne peuvent être obligés de subir une diminution de leur gage par l'effet d'un acte qui ne correspond à aucune réalité, et le même raisonnement s'applique manifestement aux sous-acquéreurs : le jugement qui admet l'action en déclaration de simulation exercera une répercussion à leur égard et anéantira leurs droits.

Telle est, du moins, une opinion absolue, d'après laquelle, lorsqu'un acte est déclaré simulé, son existence est opposable aux tiers, et entraîne la nullité de tous les actes postérieurs. Ainsi, le propriétaire d'un immeuble en simule la vente au profit d'un tiers ; celui-ci le revend à un sous-acquéreur de bonne foi. Plus tard, à la demande d'un créancier de l'aliénateur apparent, le caractère fictif de la première aliénation est reconnu par la justice. Dans la théorie que nous exposons, le sous-acquéreur, malgré sa bonne foi, malgré la confiance qu'il avait dans

la propriété de son auteur, verra son acquisition résolue, et tous les droits qui en dérivent anéantis en vertu de la maxime *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis* (1). « Un acte simulé, écrit M. Laurent ne donne aucun droit à celui au profit duquel il est souscrit, et comment celui qui n'a aucun droit sur une chose pourrait-il transmettre à des tiers des droits qu'il n'a point (2). »

Cependant, dans la pratique, on a cherché à réagir contre les effets, désastreux pour le crédit, d'un semblable principe, et l'on s'est efforcé de mettre les sous-acquéreurs de bonne foi à l'abri des droits des créanciers. On s'est appuyé sur des raisons d'équité, car les sous-acquéreurs n'avaient aucun moyen de découvrir la simulation de l'acte qui avait conféré la propriété du bien à leur vendeur. Exposer les tiers de bonne foi aux conséquences de l'action en simulation, c'est nuire en quelque sorte au crédit public, entraver la libre circulation de la propriété, et, d'ailleurs ne peut-on pas dire que les créanciers exerçant l'action en simulation sont moins intéressants que ces tiers, car ils pouvaient, en exigeant

1. En ce sens : Laurent, t. XVI, n° 499.

2. Voir aussi en ce sens un arrêt de la Cour de Pau, d'après lequel les cessionnaires, en vertu d'un contrat simulé, ne peuvent exciper de leur bonne foi, car ils représentent le cédant et on peut leur opposer le vice du contrat de leur auteur ; D. *Répertoire*. V. *Obligations*, n° 1046.

une hypothèque, échapper aux effets des aliénations même réelles consenties par leur débiteur. Aussi, sinon en matière de simulation, tout au moins dans une hypothèse voisine, celle d'une succession appréhendée par un héritier apparent, la jurisprudence maintient-elle d'une manière définitive les aliénations faites par l'héritier apparent au profit de tiers de bonne foi. On peut dire que les tribunaux ont accompli des efforts constants pour consolider, dans l'intérêt de la sécurité des transactions, la propriété du tiers de bonne foi.

Pour justifier cette jurisprudence, on a invoqué quelquefois un argument tiré de l'article 1321, aux termes duquel « les contre-lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes ; elles n'ont point d'effet contre les tiers ». D'après la jurisprudence, il en est ainsi même quand les contre-lettres ont acquis date certaine par l'un des moyens indiqués dans l'article 1328. Or, que la simulation soit prouvée par l'existence d'une contre-lettre ou autrement, les droits des tiers sont toujours également respectables ; le but de l'article 1321 est d'empêcher d'une façon générale, la simulation de nuire aux tiers. Ce serait donc en vertu de l'article 1321 que les tiers seraient admis à considérer comme définitifs les droits acquis de bonne foi sur la teneur de l'acte simulé ; les tiers de bonne foi peuvent s'autoriser du contrat ostensible et en déduire contre

l'aliénateur et ses créanciers qu'il contient une transmission sincère de la propriété (1).

Nous pensons que la consolidation des droits de propriété acquis par des tiers de bonne foi au détriment des créanciers du vendeur primitif peut se justifier autrement. Il n'est pas possible d'accepter l'argumentation tirée de l'article 1321, car ce texte refuse aux parties contractantes seules et non pas aux tiers le droit de se prévaloir de la contre-lettre, vis-à-vis du public. Or, ici, la simulation de l'acte du débiteur est alléguée par des créanciers qui agissent en leur nom personnel, en séparant leurs intérêts de ceux de l'auteur de l'acte simulé. Ces créanciers, en raison des circonstances peuvent donc invoquer les termes de la contre-lettre vis-à-vis des sous-acquéreurs de bonne foi. Ils ne figurent pas parmi les ayants cause des parties qui seraient mal fondés à exciper de la contre-lettre.

Il est préférable de justifier autrement la consolidation des droits des sous-acquéreurs de bonne foi. Elle se légitime, en réalité, par *l'erreur commune* dans laquelle ils sont tombés et qui a été aussi celle de toutes les personnes qui ont connu la situation apparente de l'aliénateur primitif. Toutes les fois qu'un individu paraît, en vertu d'un acte semblant régulier, investi de la qualité de propriétaire, les

CL Caén, 17 mai 1873, S. 74, 2, 46.

personnes qui, de bonne foi, traitent avec lui ne peuvent être exposées par la simple production d'une contre-lettre à perdre leurs droits acquis. La situation de fait, que l'opinion commune considérerait à tort comme fondée sur un droit, se transforme pour cette seule raison en une situation juridique régulière au profit des acquéreurs de bonne foi. Dès lors, au cas d'action en simulation intentée par les créanciers contre les tiers de bonne foi, cette action serait condamnée à un échec certain en raison de la théorie de l'erreur commune. Les sous-acquéreurs de bonne foi sont devenus propriétaires par suite de l'ignorance, partagée par l'ensemble des personnes du même milieu, du défaut de propriété de leur auteur. M. Wahl a très bien montré l'importance prise à l'époque actuelle par cette théorie de l'erreur commune, qui ne permet plus de modifier des situations juridiques à la régularité desquelles tout le monde avait cru (1).

Toutefois il convient de noter que la jurisprudence, qui admet très largement l'application de la théorie de l'erreur commune, relativement aux actes passés par l'héritier apparent, ou pour ceux conclus par les prête-noms des congrégations non autorisées (2), se

1. Cass., 17 juillet et 17 déc. 1907. S. 07. 1. 401 et 08. 1. 396.

2. Cf. Wahl. *Jurisprudence en matière de droit civil*. (*Rev. trim. de droit civ.*, 1908, p. 127 et suiv.) et Planiol, t. II, n° 1203.

refuse au contraire à l'accepter au profit des sous-acquéreurs de bonne foi, qui tiennent leurs droits d'un propriétaire simulé. Et elle donne la même solution relativement aux droits réels concédés par ce propriétaire apparent.

Une évolution s'est certainement produite sur ce point ; le 10 février 1876, la Cour d'Orléans décide que, dans l'hypothèse où un acheteur fictif a consenti une hypothèque à un prêteur de bonne foi, l'annulation de la vente comme simulée ne porte pas atteinte à l'hypothèque constituée et le prêteur de bonne foi peut l'opposer au créancier de l'emprunteur (1). Mais, plus récemment, des solutions tout opposées ont été données (2) : Dans l'affaire soumise au tribunal de Grenoble, un acte simulé avait été passé entre deux personnes ; l'acheteur apparent, qui était, d'ailleurs, de bonne foi, avait hypothéqué l'immeuble ; le vendeur apparent avait, de son côté, un créancier à hypothèque générale. Ce dernier créancier pouvait-il se prévaloir de la situation véritable pour exercer son hypothèque à l'encontre du créancier hypothécaire de l'acheteur ? Le tribunal de Grenoble l'admet : « Il est, déclara-t-il, de principe et de jurisprudence que l'annulation d'un contrat

1. D. 77. 2. 113. — Cf. aussi Req., 11 mars 1890. D. 93. 1. 369.

2. Trib. Grenoble, 25 juin 1902. Pand., 03. 2. 209. — Dijon, 4 juillet 1904. *Le Droit* du 4 nov. 1904. — Cour de Paris, 5 juin 1905. *Le Droit* du 27 août 1905 et D. 08. 2. 127, note de M. de Loynes.

qui a investi une personne de la propriété d'un immeuble entraîne l'annulation de tous les droits réels qu'elle a concédés sur ledit immeuble (1). »

Dans l'affaire sur laquelle a statué la Cour de Dijon, une personne qui, de bonne foi, avait obtenu une hypothèque sur un immeuble acquis par son débiteur en vertu d'un acte simulé, a été déclaré irrecevable à opposer son hypothèque aux créanciers du vendeur apparent. La simulation une fois découverte, a pour effet, d'après l'arrêt, de rétablir les faits dans leur réalité, avec toutes les conséquences qui en découlent ; par suite, l'acquéreur est considéré comme n'ayant jamais été propriétaire ; enfin, la Cour de Paris prononce à son tour la nullité de l'hypothèque ainsi constituée au profit du créancier d'un acquéreur apparent, ce créancier fut-il de bonne foi. La Cour justifie sa solution en invoquant l'art. 2125 du Code civil aux termes duquel ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujets à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

La majorité de la doctrine se prononce en sens contraire, et admet la validité d'une hypothèque

1. Voir en ce sens déjà : Cass., 24 déc. 1834. S. 1900. 1. 450, en sous-note. — Cass. req., 25 janvier 1848. D. 48. 1. 342.

constituée par un acquéreur apparent au profit d'un tiers de bonne foi (1).

Au contraire, le créancier agissant par l'action paulienne devrait respecter les droits acquis à titre onéreux par les tiers de bonne foi ; les sous-acquéreurs à titre onéreux de bonne foi sont complètement protégés. La différence entre l'action paulienne et l'action en simulation provient de ce que la seconde ne vient pas annuler un acte véritable, mais détruire les conséquences d'un écrit qui n'est qu'une apparence, écrit qui était destiné à diminuer le gage des créanciers sans toucher au patrimoine du débiteur.

SECTION III

LES RESTRICTIONS A L'ACTION PAULIENNE LIMITENT-ELLES ÉGALEMENT L'APPLICATION DE L'ACTION EN SIMULATION ?

On sait que l'action paulienne ne peut pas réussir contre un partage consommé par leur débiteur, à moins qu'il n'y ait été procédé sans les créanciers ou au détriment d'une opposition par eux formée (art. 882). Mais, s'il est interdit d'attaquer par l'action

1. Aubry et Rau, § 266. — Huc, t. VII, n° 232. — Baudry et de Loynes, *Des privilèges et hypothèques*, 3^e éd., t. II, n° 1303. — Baudry et Barde, t. I, n° 740.

paulienne un partage consommé, il n'est nullement défendu de faire tomber par l'exercice de l'action en déclaration de simulation un acte qui n'a du partage que l'apparence et dont l'existence est purement fictive; il faudrait considérer comme tel un partage auquel les intéressés n'auront pas entendu attribuer ses effets normaux, c'est-à-dire la cessation de l'indivision; par exemple, en vue de soustraire une partie des biens héréditaires aux créanciers, ont été admis au partage de prétendus successibles qui n'avaient aucun droit héréditaire : ou encore la majeure partie des valeurs qui composaient la masse indivise n'a pas été répartie en vertu du partage. Les créanciers pourraient agir dans des cas de ce genre, pour démontrer la fraude, la simulation de l'acte, imaginé seulement pour mettre obstacle à leurs poursuites. Les héritiers sont considérés alors comme restés dans l'indivision, et ils n'ont pas le droit de traiter, en qualité de co-partageants, avec les tiers.

La jurisprudence l'a toujours décidé (1). Par un arrêt du 27 novembre 1844, la Chambre des requêtes autorise les créanciers à se plaindre de la simulation, lorsque les héritiers ont admis au partage de prétendus parents qui n'avaient aucun droit à la succession (2). Une solution analogue est donnée par

1. Agen, 29 mai 1823. D. *Rép.* V° *Succession*, n° 2053. — Cass. req., 10 mars 1829. D. *Ibid.*, n° 2055.

2. S. 45. 1. 284; D. 54. 1. 39.

la Cour suprême, le 22 mai 1854 (1). Dans un prétendu partage, les héritiers avaient cherché à soustraire aux créanciers la plus grande partie de l'actif; au lieu d'une distribution des biens entre les divers ayants droit, il y avait eu détournement ou dissimulation d'actif; la Chambre des requêtes décide que les créanciers sont fondés à attaquer l'acte ainsi intervenu, bien qu'ils n'aient pas fait opposition au partage. La Cour de Dijon, le 24 juin 1885 (2), admet encore la possibilité pour les créanciers d'agir contre un partage simulé et dont le but unique était de porter atteinte à leurs droits. D'après la Cour de cassation (3), les créanciers d'un co-partageant peuvent toujours attaquer un partage consommé, même s'ils n'y ont pas formé opposition, lorsque le partage dont il est excipé vis-à-vis d'eux n'était pas sérieux (4).

1. S. 53.1. 520.

2. S. 87.2. 115.

3. C. civ., arrêt du 17 nov. 1890. D. 91.1. 25.

4. Voir encore Bourges, 18 juillet 1892. S. 93.2. 210, qui dénomme par erreur action paulienne une véritable action en simulation; et Dijon, 24 juin 1896. D. 97.2. 13.

SECTION IV

DURÉE DE L'ACTION PAULIENNE ET DE L'ACTION
EN SIMULATION

La question de savoir par quel délai se prescrit l'action paulienne a été discutée, Pour ceux qui l'assimilent à une action en nullité, le doute est possible, et certains auteurs ont estimé que l'action paulienne correspondait à une action en nullité relative, régie comme telle par la prescription de dix ans établie par l'article 1304 (1). D'autres auteurs estiment que, malgré son caractère d'action en nullité, l'action paulienne ne se prescrit que par trente ans, car la prescription de l'article 1304 est fondée sur une ratification tacite et il est impossible d'assigner cette base à la prescription en tant qu'elle s'applique à l'action paulienne (2).

Pour nous, nous admettons, avec la jurisprudence, l'application de la prescription trentenaire (3), par le motif que l'action paulienne est une action personnelle en indemnité, et qu'aux termes de l'article 2262

1. Voir Duranton, *Cours de droit civil*, t. X, n° 585. — Vazeille, *Des prescriptions*, n° 534.

2. Voir Baudry et Barde, t. I, n° 726.

3. Cass. Civ., 9 janvier 1865. D. 65. I. 19.

toutes les actions tant personnelles que réelles, se prescrivent par trente ans, à compter de la date même de l'acte frauduleux. Peu importe l'intervalle plus ou moins long qui s'est écoulé entre cet acte et la connaissance qu'en a eue le créancier (1).

Mais, pour l'action en simulation, il n'a jamais été douteux que le droit commun s'applique ; cette action a simplement pour but de faire reconnaître l'inexistence d'un acte fictif et de rétablir la vérité. On ne concevrait donc pas la ratification d'un pareil acte par des personnes, les créanciers, qui n'y sont pas intervenus ; l'application de l'article 1804, qui repose sur une idée de ratification tacite, est absolument hors de cause. La seule prescription applicable ne peut être que celle de droit commun, c'est-à-dire à trente ans (art. 2262) (2).

1. Baudry et Barde, t. I, n° 730.

2. Aubry et Rau, t. IV, p. 278. — Baudry et Barde, t. I, n° 742. — Alger, 18 juin 1895, D. 96.2.308.

CONCLUSION

L'action oblique, l'action paulienne, l'action en déclaration de simulation constituent trois degrés différents de la protection accordée par le législateur aux créanciers. L'action oblique est à la fois un acte conservatoire et une mesure d'exécution ; par elle, les créanciers s'efforcent de conjurer les conséquences de la négligence du débiteur. L'action paulienne est une action personnelle en indemnité dirigée contre les actes frauduleux du débiteur ; l'indemnité consiste dans l'anéantissement de l'acte illicite et dans la restitution de l'enrichissement indû que le tiers avait réalisé au détriment des créanciers.

Enfin, l'action en simulation est exercée par les créanciers au regard de tous les actes par lesquels le débiteur sans diminuer son propre patrimoine, cherche à restreindre le gage de ses créanciers. Il n'y a plus, à la différence de la fraude que réprime l'action paulienne, un acte sincère de diminution du patrimoine ; il n'y a qu'une vaine apparence d'appauvrissement du débiteur, apparence qui doit s'évanouir devant la réalité.

La raison d'être différente de toutes ces institutions explique la divergence de certains de leurs

effets ; mais, au fond, elles reposent toutes sur une idée similaire : assurer de la manière la plus efficace le paiement des créanciers, la satisfaction de leurs intérêts. Qu'il y ait négligence, fraude ou fiction, dans les trois cas les créanciers sont également menacés ; il fallait donc bien adopter une organisation permettant de les mettre à l'abri de l'incurie opposée par le débiteur ou des embûches tendues par lui.

Ces trois actions nous paraissent atteindre le but que le législateur ou la jurisprudence leur ont assigné ; grâce à elles, des créanciers perspicaces et suffisamment vigilants pourront préserver leurs intérêts contre les dangers si divers qui les menacent ; il est toutefois regrettable que le législateur n'ait pas couronné son œuvre défensive contre la mauvaise foi ou l'insolvabilité du débiteur par l'organisation d'une procédure collective permettant de liquider, au mieux des intérêts de tous, c'est-à-dire proportionnellement à la créance de chacun, le patrimoine que ces actions multiples et qui se complètent réciproquement parviennent incontestablement à maintenir dans son intégralité et à préserver contre les manifestations si ingénieuses de la fraude.

Vu : le Président de la thèse

WAHL

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
Notions générales et historiques.....	5
CHAPITRE PREMIER. — Structure générale et caractères essentiels de l'action oblique, de l'action paulienne et de l'action en simulation d'exercice.	
§ 1. — Nature juridique et conditions d'exercice de l'action oblique.....	19
§ 2. — Nature et conditions d'exercice de l'action paulienne.....	29
§ 3. — Nature juridique et conditions d'exercice de l'action en simulation.....	68
CHAPITRE II. — Comparaison des effets de l'action oblique et de l'action paulienne.....	85
<i>Section I.</i> — Effets de ces deux actions dans les rapports du créancier poursuivant et du tiers détenteur.....	85
§ 1. — Situation juridique du créancier agissant par l'une ou par l'autre action.....	86
§ 2. — Droits résultant pour le créancier de l'exercice de l'une ou de l'autre action.....	89
§ 3. — Que peut demander le créancier au tiers poursuivi.....	92

§ 4. — Des moyens de défense opposables par le tiers poursuivi.....	97
§. 5. — Ce qu'obtient le créancier poursuivant....	107
<i>Section II.</i> -- Effets comparés de l'action oblique et de l'action paulienne dans les rapports du tiers défendeur avec le débiteur.....	113
§ 1. — Effets de l'action oblique.....	113
§ 2. — Effets de l'action paulienne.....	118
<i>Section III.</i> — Comparaison des effets de l'action oblique et de l'action paulienne dans les rapports du créancier poursuivant avec les autres créanciers du même débiteur.....	121
§ 1. — Effets de l'action oblique.....	122
§ 2. — Effets de l'action paulienne.....	124
CHAPITRE III. — Comparaison des effets de l'action paulienne et des effets de l'action en simulation.	141
<i>Section I.</i> — Effets de ces actions quant à leurs bénéficiaires.....	143
<i>Section II.</i> — Situation du tiers acquéreur de bonne foi	145
<i>Section III.</i> — Des restrictions à chaque action....	155
<i>Section IV.</i> — Durée de chaque action.....	158
CONCLUSION.....	161

